

programme communiste

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

SOMMAIRE

- La lutte de classe est plus vivante que jamais ! 1
- La Gauche italienne et la tactique de l'Internationale (Projet de Thèses présenté au V^e congrès de l'I.C.) 7
- La fin de la phase révolutionnaire bourgeoise dans le « Tiers Monde » 23
- Le rôle contre-révolutionnaire de la démocratisation en Espagne et en Amérique latine 59
- Notes de lecture :
 - Léon Trotsky : Terrorisme et Communisme 65
 - Pierre Franck manipule l'histoire 70

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI

la revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

La lutte de classe est plus vivante que jamais !

Après la deuxième guerre impérialiste, la bourgeoisie se croyait définitivement débarrassée de la lutte de classe et tout semblait lui donner raison.

La vague révolutionnaire ouverte en 1917 avait été brisée par les pare-lames sociaux-démocrates d'abord, la contre-offensive bourgeoise et le fascisme ensuite. L'Etat prolétarien instauré en Russie en Octobre avait subi une involution contre-révolutionnaire désormais achevée. L'organisation révolutionnaire mondiale née de cette vague et en réaction à la trahison social-démocrate avait à son tour dégénéré, liquidant les positions politiques de classe avant de se liquider formellement. Dans tous les pays, ici par la violence fasciste, là par la mystification des « fronts populaires » et des coalitions démocratiques, les prolétaires avaient été embrigadés dans la guerre sainte pour la défense de la Patrie bourgeoise et de ses valeurs. Dès avant la guerre, mais surtout pendant et après, dans la mobilisation des partisans et dans les sacrifices de la reconstruction, les partis issus de la pourriture de l'IC s'étaient révélés bien plus efficaces encore que la social-démocratie pour canaliser toutes les poussées nées du mécontentement ouvrier vers des objectifs *purement bourgeois*.

L'énorme boom économique qui a suivi la guerre ne pouvait que renforcer cette soumission et cette intégration des ouvriers dans le système bourgeois. Il permettait en effet à la bourgeoisie de leur donner un minimum d'avantages matériels immédiats, de leur accorder une certaine amélioration de leurs conditions d'existence. Ces *miettes* des gigantesques profits capitalistes, payées d'avance par les dizaines de millions de morts et tous les jours par l'exploitation intense de centaines de millions d'hommes, la bourgeoisie et ses agents les présentaient comme la *récompense* du renoncement des prolétaires à leur lutte révolutionnaire, de leur adhésion à la société bourgeoise.

Dans les pays capitalistes, donc, et surtout dans les grandes puissances impérialistes, la corruption matérielle et la soumission politique obtenue par les partis « ouvriers » se renforcent mutuellement pendant toute une période. Effectivement, les ouvriers « s'embourgeoisent » ;

les différences sociales paraissent de simples degrés quantitatifs de richesse et non des oppositions *qualitatives* irréductibles ; même lorsqu'ils luttent, les ouvriers ne se battent que comme une catégorie de la société bourgeoise et dans son cadre, et non *comme classe opposée à elle*.

La contre-révolution, le stalinisme, la guerre et l'expansion avaient ainsi créé dans l'ensemble du monde capitaliste une situation analogue à celle décrite vers 1890 en Angleterre par Engels, et caractérisée par *l'absence de mouvement ouvrier* au sens véritable. Si nous nous sommes battus alors contre toutes les tentatives bourgeoises ou pseudo-révolutionnaires, de présenter cette situation comme éternelle et définitive, si nous avons montré qu'elle n'était que *provisoire*, nous avons reconnu qu'elle était *réelle* ; et nous avons combattu également les gens qui attendaient chaque jour la révolution, alors que nous étions au fond du gouffre, dans la pire situation contre-révolutionnaire.

De gigantesques luttes secouaient cependant le monde ; de l'Asie à l'Amérique latine, les luttes d'indépendance des colonies et semi-colonies mettaient en mouvement près des deux tiers de l'humanité. Mais ces luttes se situaient elles aussi à *l'intérieur* du cadre bourgeois.

Pour ces pays, l'Internationale de Lénine avait rétabli la perspective marxiste de la « révolution en permanence », dans laquelle le prolétariat local, même peu nombreux mais solidement lié au prolétariat mondial, s'organise indépendamment de la bourgeoisie même révolutionnaire et contre elle pour prendre la direction des luttes révolutionnaires national-démocratiques, les pousser jusqu'au bout et les dépasser vers ses propres objectifs de classe internationale. Mais le repli de l'Etat russe sur des tâches purement nationales et bourgeoises après la contre-révolution stalinienne, le passage de l'IC dans le camp de la conservation bourgeoise mondiale et la liquidation du mouvement prolétarien dans les pays capitalistes avaient détruit les conditions de cette stratégie *internationale* et livré les prolétaires des colonies à leurs bourgeoisies. Et elles qui, pendant des années, avaient préféré tous les compromis avec leurs maîtres impérialistes au déclenchement d'une lutte des masses qui risquait de leur échapper, ont pu alors s'engager dans des luttes révolutionnaires plus ou moins radicales favorisées par l'ébranlement des vieilles puissances européennes.

Ces luttes semblaient elles aussi donner raison à tous ceux qui proclamaient que « le prolétariat n'existe plus ». Non seulement la lutte de classe prolétarienne avait disparu de la scène de l'histoire, mais les luttes nationales-démocratiques bourgeoises retrouvaient un second souffle, et leurs fins et valeurs semblaient devoir l'emporter pour toujours.

*
**

Aujourd'hui, les bourgeois doivent déchanter. Comme nous l'avions annoncé, le retour de la crise ramène aussi, bien que de façon non mécanique, la *lutte de classe*. Si elle ne se manifeste encore que spora-

diquement dans les centres impérialistes, elle éclate déjà avec une violence extraordinaire dans les pays qui ont fait récemment leur révolution bourgeoise ou ceux où l'essor capitaliste n'a démarré que depuis peu.

Les bourgeois prétendaient que les luttes d'indépendance nationale ou de révolution bourgeoise allaient conduire au paradis de l'unité du peuple tout entier dans la nation. Nous, nous en attendions la naissance du capitalisme *et donc* de son fossoyeur, le prolétariat, nous en attendions le développement de la lutte de classe moderne. De fait, c'est par dizaines de millions que les hommes ont été arrachés à leurs vieux modes de vie et *prolétarisés*, et la lutte de classe n'a pas manqué d'éclater. C'est même là que se produisent les premiers grands sursauts de classe et on comprend pourquoi.

Ces pays constituent, comme la Russie autrefois, le maillon le plus faible du capitalisme mondial, et sont le plus fortement touchés par la crise. De toute façon, leur développement était entravé par la domination des monstres impérialistes sur le marché mondial, mais le rétrécissement de celui-ci les frappe durement. Les grands impérialismes essayent et réussissent encore largement à « exporter la crise », à faire retomber sur les capitalismes jeunes et plus faibles ses effets les plus brutaux. Dans ces pays qui ne disposent pas de réserves économiques, la situation devient vite catastrophique : la crise y produit une inflation galopante, un chômage aggravé par le blocage de l'émigration, une pression terrible sur les conditions de vie des prolétaires et des masses déracinées.

Or ces jeunes prolétariats sont des « sans réserves » au sens absolu. La bourgeoisie n'a pu leur concéder aucun de ces avantages matériels qui, s'ils rendent leur sort plus supportable, rendent aussi les prolétaires plus hésitants devant la lutte. Surtout, elle n'a pu introduire parmi eux cet *échelonnement* savant d'avantages et de « garanties » qui lui permet de *diviser* les prolétaires et donc de rendre leur lutte plus difficile. L'attaque de la bourgeoisie place ces prolétaires dans une situation atroce, et elle les frappe tous ; ils n'ont rien à perdre et sont *obligés* de se battre pour survivre.

De même, la bourgeoisie de ces pays n'a pas pu mettre en place tout le système des amortisseurs *politiques* qui, dans les vieilles démocraties, enserre les prolétaires comme un filet et bloque leurs poussées de lutte. Les Etats nés aujourd'hui des luttes d'indépendance tendent d'emblée, sinon à être « fascistes » au sens historique, du moins à prendre la forme la plus totalitaire possible. Non seulement le parti unique y est la règle, mais ce parti ne fait souvent qu'un avec l'armée et avec l'Etat. Même les syndicats qui, dans les démocraties occidentales, tendent à *s'intégrer* de plus en plus à l'appareil de l'Etat bourgeois, y sont directement et tout de suite des *ramifications* de cet Etat. Cette unification politique forcée de la bourgeoisie qui englobe toute la société présente, à côté d'avantages évidents, certains inconvénients :

les poussées et les explosions de la colère ouvrière ne trouvent pas d'exutoires et de canaux de dérivation *dans le système lui-même*, et doivent se dresser directement *contre lui*.

Cependant, même si les conditions matérielles le lui permettaient, la bourgeoisie de ces pays pourrait difficilement convaincre les masses de la beauté des confrontations démocratiques et des luttes légales et pacifiques. Hier encore, elle les a appelées à la lutte armée, à l'insurrection ou à la guerre contre l'impérialisme et les vieilles classes dominantes. Pour ces masses qui viennent de faire l'expérience d'une guerre de libération nationale ou d'une révolution démocratique bourgeoise, la nécessité de la violence révolutionnaire armée n'a pas besoin d'être démontrée comme aux prolétaires d'Europe ou d'Amérique du Nord assoupis dans le pacifisme, le parlementarisme et le légalisme : c'est une *évidence* première. Elles se sont battues en première ligne contre l'impérialisme et ses alliés, elles n'hésiteront pas à utiliser la violence la plus énergique dans la lutte pour leurs propres objectifs de classe. Elles ne peuvent se contenter de faire grève, de mener des luttes « économiques », d'occuper les usines, elles doivent descendre dans la rue et affronter directement un Etat bourgeois dont le contrôle policier s'étend sur toute la société.

*
* *

Le tableau que le monde présente aujourd'hui montre donc, autour des vieilles citadelles impérialistes encore relativement calmes, une vaste « ceinture rouge » de pays au développement capitaliste récent ou en cours, où un jeune prolétariat de plus en plus nombreux mène des luttes de plus en plus amples. De la Turquie au Brésil, du Cap au Moyen-Orient, de la Tunisie à la Corée les explosions se succèdent et se répondent. Dans ces pays où les objectifs nationaux-démocratiques sont désormais dépassés ou en voie de dépassement, les luttes des masses tendent à se placer spontanément et directement sur le terrain de classe prolétarien. Si, au lieu de limiter son champ de vision à l'Europe et aux USA, on considère le globe entier, on y voit une *lutte de classe* bien plus étendue et intense que celle que Marx et Engels avaient sous les yeux au siècle dernier.

Cette lutte présente toute la fraîcheur et toute la pureté d'un jeune prolétariat qui n'a pas été corrompu, matériellement par le faux-semblant du « bien-être » et politiquement par le réformisme et l'opportunisme ; elle vise à défendre les intérêts immédiats des masses prolétariennes et semi-prolétariennes contre ceux de l'économie nationale et l'ordre bourgeois ; elle dresse directement les prolétaires contre l'Etat bourgeois sous toutes ses formes. En somme, c'est la *lutte spontanée* d'un prolétariat naissant, analogue dans une certaine mesure à celle du prolétariat européen du siècle dernier, avec les énormes qualités mais aussi les faiblesses qui découlent de cette jeunesse et de cette spontanéité.

Car si ces luttes, menées avec une vigueur et un héroïsme exemplaires, se placent tout naturellement *dans la ligne de la lutte de classe révolutionnaire*, il leur manque encore *l'orientation politique et l'organisation* dont elles ont besoin.

Or, que peuvent savoir aujourd'hui ces prolétaires du programme historique de la révolution communiste, le seul à même d'armer et d'orienter leur combat ? Non seulement ils ignorent totalement les positions du communisme, non seulement ils n'ont pas eu la possibilité de connaître le marxisme, mais on leur a présenté sous ce nom la politique de collaboration de classe la plus ignoble. Ils n'ont vu que le masque hideux du stalinisme, révolutionnaire-nationaliste-bourgeois dans le meilleur des cas, mais le plus souvent social-chauvin et *social-impérialiste*, ou divers opportunismes « de gauche », *indifférentistes* par rapport à leurs luttes d'émancipation ou bien *suivistes* à l'égard de leurs bourgeoisies. Et la destruction effective de toute solidarité internationale de classe pendant des décennies permet aux bourgeois de la condamner au nom de la solidarité nationale, et de présenter le communisme comme un instrument de l'impérialisme blanc.

Le désarroi politique qui résulte de ce fait rend encore plus difficiles les problèmes d'organisation que ces jeunes prolétariats doivent résoudre et qui sont immenses. Toutes les organisations officielles, légales ou tolérées, sont pratiquement inutilisables pour diriger une lutte véritable. Même les organisations immédiates de lutte sont donc à constituer, et ceci dans les pires conditions d'illégalité et d'oppression. Dans ce domaine aussi, on retrouve une situation analogue à celle que le prolétariat européen a connue hier, mais plus dure encore.

*
**

Cependant, malgré les difficultés auxquelles elles se heurtent, des luttes prolétariennes éclatent à la périphérie du monde capitaliste, s'amplifiant et se renforçant, et convergeant vers les vieilles métropoles. Elles ont une importance énorme.

Elles annoncent et préfigurent la situation qui, demain, sera celle du prolétariat du monde entier, et les luttes qui, demain, embraseront le monde entier. Elles montrent aux prolétaires « embourgeoisés », mais déjà en train de se désemparier sous les coups de l'offensive capitaliste, la situation qui les attend inéluctablement, elles leur montrent comment ils seront eux aussi *obligés* de se battre.

Mais le jeune prolétariat des pays « en voie de développement » ne se contente pas de montrer à ses aînés la voie qu'ils devront reprendre demain : il contribue à *les y pousser*. Prenant la relève des luttes anti-impérialistes, ses luttes ébranlent tout l'équilibre mondial des Etats bourgeois de façon beaucoup plus profonde. Mieux, elles secouent aussi la torpeur dans laquelle végètent encore les prolétaires des métropoles.

Ce jeune prolétariat se trouve aujourd'hui à la pointe du combat mondial de la classe ouvrière, aussi bien par les luttes qu'il mène dans ses pays d'origine que par la combativité, la vigueur et l'absence d'illusions réformistes qu'il apporte dans l'émigration. Ce n'est pas un hasard si, dans tous les pays capitalistes, les travailleurs immigrés sont à l'avant-garde des luttes.

Ce jeune prolétariat apporte ainsi une formidable *contribution* à la reprise de classe internationale. Mais cette contribution est en même temps un *appel*, et pas seulement un appel à la lutte qui, dans la Ruhr comme à Chicago, à Liverpool comme à Moscou, à Turin comme à Varsovie, à San Francisco comme à Paris, *doit répondre* à sa lutte. C'est aussi un appel à *l'aide politique*. Un appel aux *traditions* et à *l'expérience historique* du mouvement communiste. Un appel au *programme* et aux *principes* révolutionnaires. Un appel à la renaissance du *parti mondial de la révolution* comme centre effectif du mouvement international, pôle d'orientation et d'organisation de luttes qui, demain, se transformeront en ouragan.

A nous de faire *ce qui relève de notre action* pour que cet appel reçoive sa réponse.

el-oumami

l'internationaliste

numéro spécial

A bas la répression bourgeoise en Algérie !

La Gauche italienne et la tactique de l'Internationale

Dans le recueil *Défense de la continuité du programme communiste*, qui rassemble les principaux documents illustrant le combat théorique et pratique soutenu par la Gauche communiste au cours d'un demi-siècle, nous avons publié (1) le *Projet de thèses sur la tactique de l'Internationale* présenté par A. Bordiga au IV^e Congrès de l'Internationale Communiste d'octobre-décembre 1922, au nom de l'écrasante majorité du Parti Communiste d'Italie.

Ce projet représentait la première et vigoureuse tentative (2) de donner aux directives tactiques et organisationnelles du mouvement communiste *mondial* la clarté et la précision de contours nécessaires. Notre courant n'a jamais caché qu'à son avis cette exigence n'était malheureusement pas satisfaite, ce qui entraînait le risque de *déviations* dangereuses et, si on n'y portait pas remède à temps, fatales. Contre tous les mensonges qui circulent sur l'histoire interne de l'Internationale Communiste, le *Projet* démontre sans équivoque que la Gauche qui dirigeait alors le Parti Communiste d'Italie n'avait rien de commun avec le gauchisme infantile. On y voit qu'elle était aux antipodes de la « théorie de l'offensive » et des élucubrations sur le parti « pur », d' « élite », confiné dans un rôle non de direction mais de « conseiller éclairé » des masses, positions caractéristiques du courant qui, pour souligner son éloignement de la barbarie grossière et primitive de l'Orient arriéré, aimait à s'intituler lui-même « communisme occidental » (3).

(1) *Défense de la continuité du programme communiste*, Editions Programme Communiste, pp. 73 à 80.

(2) Ce projet était explicitement destiné à toute l'Internationale. Mais les *Thèses sur la tactique* approuvées au II^e congrès du Parti Communiste d'Italie (Rome, 1922) et connues sous le nom de *Thèses de Rome* (voir *Défense de la continuité du programme communiste*, pp. 41 à 58) avaient déjà été conçues et présentées comme une contribution à la discussion *internationale* sur le thème de la tactique directe et indirecte des partis communistes.

(3) Sur les rapports entre la Gauche « italienne » et la soi-disant Gauche « européenne » (et en particulier, d'Europe centrale), voir le chapitre VIII de notre *Storia della sinistra comunista, 1919-1920*, reproduit en français dans le n^o 58 de cette revue.

La lutte de la Gauche au II^e Congrès de l'IC en faveur de l'abstentionnisme électoral et parlementaire et d'une méthode de sélection aussi rigoureuse que possible des nouveaux partis qui se détachaient du corps en décomposition de la II^e Internationale (4) ne découlait pas de divergences de principe avec les bolcheviks, Lénine en particulier. Elle répondait au contraire au besoin de rendre plus nettes et explicites les conséquences tactiques et organisationnelles du patrimoine théorique et programmatique *commun*, en visant surtout les traditions et les inerties démocratiques, légalitaires, parlementaristes, d'un Occident qui n'était pas en avance, mais terriblement en retard sur le mouvement ouvrier et communiste russe.

L'opposition de la Gauche, avant et après le III^e Congrès de Moscou, à des formules comme « conquête de la majorité du prolétariat » ne venait pas de la conception d'un parti formé de « beaucoup d'appelés et peu d'élus », idéalisation vide et anti-marxiste, mais de deux considérations d'ordre essentiellement pratique, bien que solidement ancrées dans la théorie. Tout d'abord elle redoutait — et les années suivantes ne tarderont pas à prouver l'imminence de ce danger — que l'on donnât une interprétation « électoraliste » à la nécessité, juste en soi, d'établir un lien vivant entre le parti et la classe, en sacrifiant à des critères grossièrement quantitatifs les importants éléments qualitatifs — continuité théorique, cohérence pratique, fermeté organisationnelle, homogénéité tactique — qui, même s'ils ne sont pas les seuls, sont les véritables facteurs de la force du parti. Ensuite elle craignait de voir relâcher parallèlement les mailles de l'organisation et de la discipline, et pire, émousser le tranchant de la polémique, de la propagande et du prosélytisme communistes, en altérant et en déformant peu à peu l'image du parti *aux yeux de masses*, et en modifiant ses bases *constitutives* et ses caractères *intrinsèques* dans un effort pour « faire nombre ». Cet effort, bien dans la tradition du socialisme de la II^e Internationale (5), mais étranger à notre courant comme au bolchévisme, était peut-être généreux, mais irréflecti.

Quant au front unique, le PC d'Italie dirigé par la Gauche avait été la première et, on peut bien le dire, la seule de toutes les sections de l'Internationale à comprendre correctement (non pas dans l'abstrait, mais dans l'action pratique) la nécessité de conquérir au parti la plus grande influence possible parmi les prolétaires, mais une influence compatible avec la situation objective d'une part, et avec la rigueur de sa propre délimitation politique de l'autre ; c'est dans cette perspective qu'elle avait tâché de promouvoir des luttes unitaires de la classe pour défendre ses conditions de vie et de travail et la convergence des diverses confédérations syndicales existant en

(4) Cf. le chapitre IX de la *Storia della sinistra*, op. cit., dans *Programme Communiste* nos 59 et 60, ainsi que les articles sur *La question parlementaire dans l'Internationale Communiste* et sur *Les conditions d'admission à l'IC* dans les nos 33 et 43-44 de cette revue.

(5) Cf. en particulier l'article *Parti et action de classe*, mai 1921, reproduit dans la brochure *Parti et Classe*, pp. 51 à 66.

Italie dans *une seule et même* organisation de classe. Notre désaccord ne portait donc pas sur l'objectif à atteindre, mais sur l'utilisation d'une formule. A notre avis, son imprécision risquait de donner lieu (comme il advint effectivement) à des interprétations divergentes, y compris des interprétations en vertu desquelles « front prolétarien » cessait de signifier la communauté de lutte entre prolétaires de *toutes* convictions politiques et entre leurs organisations « naturelles » de résistance pour la défense d'intérêts et de positions concernant toute la classe, pour définir un rapprochement entre des partis dits « ouvriers » mais hétérogènes, qui traduisait le regret de scissions considérées naguère à bon droit comme *irrévocables*. Pour nous, la seule forme possible de front unique était celle d'un front de combat, ouvert sans préalables politiques à *tous* les prolétaires exploités par le capital, parce qu'il se fondait sur des revendications *communes* d'intérêt général et sur l'emploi de moyens et de méthodes appartenant à la pratique normale de *toute* organisation économique de classe. En revanche, les objectifs de ce front unique ne devaient pas être présentés comme « pouvant être atteints grâce à une action législative menée en commun avec d'autres partis politiques en vue de combinaisons parlementaires et gouvernementales », ce non par scrupule de « pureté » ou de « droiture morale », mais pour des raisons théoriques évidentes et aussi éminemment pratiques. D'abord, loin d'apporter un soutien à la lutte pour les revendications même les plus modestes, les efforts déployés pour obtenir l'engagement des autres partis « ouvriers » auraient compromis le résultat même de l'action. Ensuite, une telle manœuvre, néfaste à l'aboutissement des luttes revendicatives, aurait eu des répercussions plus nocives encore pour le parti, en affaiblissant aux yeux des ouvriers son prestige durement conquis et en entamant sa « crédibilité » en tant qu'organe *irremplaçable* de la préparation révolutionnaire (6).

De ce point de vue, on ne pouvait que s'inquiéter de la facilité avec laquelle on maniait des mots d'ordre équivoques tel celui de « gouvernement ouvrier », qui, peut-être à cause de leur ambiguïté même, étaient considérés comme plus aptes que des proclamations tranchantes de notre doctrine à assurer aux partis communistes une influence élargie. Dans cette question également il ne s'agissait pas pour nous de repousser l'emploi, dans des circonstances précises, de mots d'ordre comme la formule classique « Tout le pouvoir aux Soviets ! » qui, sans altérer notre position vis-à-vis de l'Etat bourgeois, trouvent un

(6) A ce propos, voir la série d'articles sur *La tactique de l'Internationale*, parue à la fin de 1921 et au début de 1922 dans *Il Comunista*, et reproduite en français dans le n° 51-52 de cette revue. Que nous n'avions pas attendu les thèses de décembre 1921, ni même le III^e congrès de l'IC, pour prendre des initiatives dans ce sens, on le verra en lisant l'article *Le front unique*, d'octobre 1921 (*Le Proletaire* n° 183), et aussi la documentation sur les directives données dans le domaine syndical par le Parti Communiste d'Italie dès le début de 1921. Elle se trouve en appendice au texte *Relazione del Partito Comunista d'Italia al IV congresso dell'Internazionale Comunista*, ed. Iskra, Milan, 1976, texte auquel nous empruntons certains des passages cités ci-dessus.

écho direct dans les besoins ressentis par les masses et que seul peut satisfaire l'assaut révolutionnaire contre l'ordre établi. Il s'agissait d'éviter le risque — nullement « théorique » — de se leurrer et fourvoyer à nouveau dans les voies parlementaires et gouvernementales, même si (et dans un certain sens surtout si) on envisageait de faire contrepoids à ces manœuvres de style réformiste par des actions de masse.

Comme nous avons eu l'occasion de le rappeler dans l'introduction au Projet de thèses de 1922, les signes précurseurs de « tournants » que nous redoutions et dénoncions n'avaient pas manqué, surtout dans le parti allemand, mais aussi dans les documents de l'Exécutif du Komintern. Au IV^e congrès, on toléra que Graziadei présente ouvertement le gouvernement ouvrier comme une version gauchiste du fameux « meilleur gouvernement » social-démocrate ou radical-bourgeois, et que Radék en donne une interprétation à peine plus nuancée. Quant aux thèses sur la tactique qui furent en fin de compte approuvées à ce congrès, elles admettaient une telle « souplesse de manœuvre » que le parti allemand put s'en réclamer à bon droit lors de sa désastreuse expérience de l'automne 1923 en Saxe et en Bavière. De plus, comme il ne nous avait pas été difficile de le prévoir, les oscillations tactiques provoquaient dans la majorité des sections de l'IC des crises de discipline, que les mesures administratives censées les résoudre ne réussissaient qu'à aggraver : c'est la bonne tactique qui « fait » le bon parti rigoureusement discipliné, et non l'inverse.

Le V^e congrès, au cours de l'été 1924, reconnut officiellement que des déviations avaient eu lieu dans l'application des tactiques du front unique et du gouvernement ouvrier ; après la débâcle allemande, c'était la moindre des choses. On parla alors de « front unique à la base » et on redécouvrit que « gouvernement ouvrier » était « synonyme de dictature du prolétariat ». Mais on ne procéda à aucune analyse sérieuse des causes objectives et subjectives des défaites cuisantes qu'on avait subies, ni à aucune réflexion critique approfondie sur des erreurs qui n'étaient pas dues aux hommes ou aux groupes dirigeants dont on faisait des boucs émissaires, mais des erreurs de principe. Dans ces conditions, ce tournant apparemment « à gauche » était fallacieux et éphémère, parce que fondé sur les mêmes critères que ceux qui avaient « justifié » dans le passé et allaient « justifier » à l'avenir les tournants « à droite ». Il ne démentait pas, mais confirmait l'accusation d'éclectisme que nous avions lancée au moment même où il pouvait *sembler* qu'on nous donnait finalement raison (7). D'autre part, comment aurions-nous pu approuver un « cours nouveau » qui non seulement n'excluait pas en principe le front unique « au sommet », mais envisageait un rapprochement avec l'Internationale syn-

(7) Le discours d'A. Bordiga sur le rapport de l'Exécutif, au V^e congrès de l'IC, a été reproduit presque intégralement dans le n^o 53-54 de cette revue. Mais ses nombreuses interventions au cours du débat (pp. 510-511, 595-596, 612-615 et 616 du *Protokoll* allemand) ainsi que son discours sur la question syndicale (pp. 898-902) ne sont pas moins significatifs.

dicale jaune d'Amsterdam, flirtait avec les partis paysans naissants en Europe et aux U.S.A., et réduisait le rôle, qui doit être primordial, de la classe ouvrière et de son parti dans la révolution double, réduction qui fera sentir bientôt en Chine ses conséquences terriblement « concrètes » .

Voilà ce qui explique l'attitude nettement critique prise par notre courant au V^e congrès aussi, notre demande d'un « enterrement de troisième classe » pour la formule du gouvernement ouvrier et pour le front unique entre partis politiques, notre opposition au énième tournant dans le domaine syndical ainsi qu'aux premiers signes de déviation dans la question agraire et la question nationale et coloniale. Cela explique la présentation d'un nouveau Projet de thèses sur la tactique de l'Internationale (8), qui ajoute au texte de 1922 presque intégralement repris deux clauses sévèrement restrictives relatives au front unique et au gouvernement ouvrier, faites pour empêcher qu'on réitère des erreurs comme celle de Saxe-Thuringe, et un chapitre sur la manière correcte de poser les problèmes tactiques dans le domaine de la question agraire. Le congrès s'engagea à soumettre la discussion du Projet au VI^e congrès mondial, qui devait avoir lieu au plus tard en 1925. Mais il ne se réunit qu'en 1928, c'est-à-dire une fois la question russe réglée par la force et le Komintern stalinisé ; dans l'intervalle, malgré nos vigoureuses protestations, les Exécutifs Elargis qui se succédèrent s'occupèrent de tout, sauf de questions de principe (9).

La publication de ce document *aujourd'hui* n'a donc pas un caractère académique ou commémoratif. Il s'agit cette fois aussi de renouer le fil rompu, pour transmettre à l'avenir — plutôt qu'à un présent pauvre en perspectives immédiates de guerre de classe — un ensemble de solutions tactiques appelées à retrouver une brûlante actualité à *chaque* avance du mouvement social, mais dont la clarté et l'indiscutabilité ne s'imposeront que si on ne les a pas laissés obscurcir durant les périodes de reflux. C'est dans ces périodes, lorsqu'il est si tentant de céder à l'attrait de voies nouvelles et soi-disant moins douloureuses, qu'il est au contraire plus nécessaire que jamais de suivre la voie ancienne et *escarpée*, avec la certitude que bien qu'aride, elle est la *seule* possible, et *toujours valable*.

Voici donc notre projet de thèses :

(8) Nous avons corrigé le texte de ces thèses, publié en français dans le *Bulletin du V^e congrès de l'IC*, Moscou, 1924, d'après les textes allemand et italien de la même époque.

(9) Les interventions d'A. Bordiga au VI^e Exécutif Elargi de février-mars 1926 sont reproduites dans le n^o 69-70 de cette revue, auquel nous renvoyons le lecteur.

Thèses sur la tactique de l'Internationale Communiste

**(proposées par la gauche de la délégation italienne
au V^e Congrès de l'IC)**

I. Prémisses

Les conditions de réalisation des buts révolutionnaires de l'Internationale Communiste sont de nature objective dans la mesure où elles résident dans la situation du régime capitaliste et dans le stade atteint par la crise qu'il traverse ; elles sont de nature subjective en ce qui concerne la capacité de la classe ouvrière à lutter pour le renversement du pouvoir bourgeois et à organiser sa propre dictature grâce à l'unité de son action, c'est-à-dire en réussissant à subordonner tous les intérêts partiels de groupes limités à l'intérêt général de tout le prolétariat, et au but final de la révolution.

Les conditions subjectives sont de deux ordres, à savoir :

a) l'existence de partis communistes préparés à la tâche révolutionnaires, c'est-à-dire dotés d'une claire vision programmatique et d'une organisation bien définie qui en assure l'unité d'action ;

b) un degré d'influence du parti communiste sur la masse des travailleurs et sur leurs organisations économiques, qui le mette en position de supériorité par rapport aux autres tendances politiques du prolétariat.

Le problème de la tactique consiste à rechercher les moyens qui permettent le mieux aux partis communistes de réaliser simultanément ces conditions révolutionnaires de nature subjective, en se basant sur les conditions objectives et sur leur processus de développement.

(Les chapitres descriptifs des thèses de Zinoviev sur la situation politique et économique mondiale, sur l'offensive du capital et sur la situation du mouvement ouvrier, sont à insérer ici.)

II. Constitution des partis communistes et de l'Internationale Communiste

La faillite de la Deuxième Internationale et la révolution russe ont donné lieu à la reconstitution de l'idéologie révolutionnaire du prolétariat et à sa réorganisation politique dans les rangs de l'Internationale Communiste.

Pour être en mesure de remplir ses tâches d'unification et de direction de la lutte du prolétariat de tous les pays vers le but final de la révolution mondiale, l'Internationale Communiste doit avant tout

assurer sa propre unité de programme et d'organisation. Toutes les sections et tous les militants de l'Internationale Communiste doivent être engagés par leur adhésion de principe au programme commun de l'Internationale Communiste.

En éliminant tous les vestiges du fédéralisme de la vieille Internationale, l'organisation internationale doit assurer le maximum de centralisation et de discipline. Ce processus se déroule actuellement à travers les difficultés qui découlent des conditions différentes existant dans les divers pays et de la persistance des traditions de l'opportunisme. Son aboutissement favorable ne peut être assuré par des expédients mécaniques, mais par la réalisation d'une unité de méthode effective mettant en lumière les caractères communs à l'action des groupes d'avant-garde du prolétariat dans les différents pays.

On ne peut admettre qu'un groupe politique quelconque puisse être intégré à la discipline et à l'organisation révolutionnaires internationales en vertu d'une simple adhésion à certaines thèses et de la promesse de tenir une série d'engagements. On doit au contraire tenir compte du processus réel qui s'est déroulé au sein des groupes organisés (partis et tendances) agissant dans l'arène politique prolétarienne, de la formation de leur idéologie et de leur expérience active pour juger si, et dans quelle mesure, ils peuvent faire partie de l'Internationale Communiste.

Les crises de discipline au sein de l'Internationale Communiste dérivent du double aspect que revêt aujourd'hui l'opportunisme traditionnel : tantôt il accepte avec enthousiasme les formulations de l'expérience tactique de l'Internationale Communiste, sans comprendre qu'elles sont solidement reliées aux buts révolutionnaires, et en reprend les formes extérieures d'application pour revenir aux vieilles méthodes opportunistes, dépourvues de toute conscience et de la volonté d'arriver au but final révolutionnaire ; tantôt il refuse ces formulations tactiques en les critiquant de manière superficielle comme une renonciation et un recul par rapport aux objectifs du programme révolutionnaire. Dans un cas comme dans l'autre, il s'agit d'une incompréhension des rapports qui relie les buts communistes et les moyens employés.

Pour éliminer les dangers opportunistes et les crises de discipline, l'Internationale Communiste doit faire reposer la centralisation organisationnelle sur la clarté et la précision des résolutions tactiques et sur la définition exacte des méthodes à appliquer.

Une organisation politique, c'est-à-dire une organisation fondée sur l'adhésion volontaire de tous ses membres, ne répond aux exigences de l'action centralisée que lorsque ses adhérents connaissent et acceptent l'ensemble des méthodes dont le centre peut ordonner l'application dans les différentes situations.

Le prestige et l'autorité du centre, qui ne reposent pas sur des sanctions matérielles, mais mettent en jeu des paramètres qui comprennent les facteurs psychologiques, exigent absolument la clarté, la continuité et la décision dans les déclarations programmatiques et

dans les méthodes de lutte. C'est là que réside la seule garantie de pouvoir constituer un centre d'action véritablement unitaire du prolétariat international.

Une organisation solide ne peut naître que de la stabilité de ses normes d'organisation ; en assurant à chacun que les normes seront appliquées avec impartialité, cette stabilité réduit au minimum les rébellions et les désertions. Tout autant que l'idéologie et que les normes tactiques, les statuts organisatifs doivent donner une impression d'unité et de continuité.

Les considérations qui précèdent, fondées sur une riche expérience, montrent qu'il est nécessaire, au moment où l'on passe de la période de construction de l'Internationale des partis communistes à celle de l'action du Parti Communiste International, d'éliminer des normes d'organisation tout à fait anormales. Il en est ainsi des fusions de sections isolées de l'Internationale avec d'autres organismes politiques ; de la possibilité pour certaines sections d'être constituées non d'après le critère des adhésions personnelles, mais par adhésions d'organisations ouvrières ; de l'existence de fractions ou de groupes organisés en tendances au sein de l'organisation ; de la pénétration systématique et du *noyautage* d'autres organismes de nature politique ayant leur discipline propre (ceci s'applique à plus forte raison aux organismes de type militaire).

Dans la mesure où l'Internationale emploiera ces expédients, on assistera à des manifestations de fédéralisme et à des ruptures de la discipline. Si le processus d'élimination progressive de ces anomalies devait marquer le pas ou même s'inverser, ou si elles devaient être élevées au rang de système, on serait en présence d'un danger de rechute dans l'opportuniste d'une extrême gravité.

Dans une telle situation il est possible que des fractions de gauche retrouvent leur rôle de facteur révolutionnaire et de seule garantie contre le révisionnisme de droite.

III. La conquête des masses

La conquête d'une influence toujours plus grande sur les masses est une des tâches fondamentales des partis communistes. Ils doivent pour cela recourir à tous les moyens tactiques que la situation objective rend opportuns et qui permettront d'assurer dans les couches du prolétariat une extension toujours plus grande de l'influence idéologique et des diverses formes d'encadrement qui s'appuient sur le parti.

La conquête des masses ne peut se réaliser par la seule propagande de l'idéologie du parti et par le seul prosélytisme, mais par la participation à toutes les actions auxquelles les prolétaires sont poussés par leur condition économique. Il faut faire comprendre aux travailleurs que ces actions ne peuvent, par elles-mêmes, assurer le triomphe de leurs intérêts ; elles peuvent seulement donner une expérience, un résultat dans le domaine de l'organisation et une volonté de lutte à

encadrer dans la lutte révolutionnaire générale. On parvient à de tels résultats non pas en niant ces actions, mais en les stimulant, en incitant les travailleurs à les entreprendre et en leur présentant les revendications immédiates qui permettent de réaliser une union toujours plus large de travailleurs participant à la lutte.

Même dans les situations de développement normal du capitalisme, la lutte pour les revendications économiques concrètes des groupes de prolétaires sur le terrain des syndicats et des groupes similaires était une nécessité fondamentale pour les partis marxistes révolutionnaires. Les revendications d'ordre social et politique général doivent également servir au travail révolutionnaire. Mais ces revendications ne doivent pas donner l'occasion d'un compromis avec la bourgeoisie, dont le prolétariat ferait les frais en payant les concessions faites par la bourgeoisie par la renonciation à l'indépendance de ses organisations de classe et à la propagande du programme et des méthodes révolutionnaires.

À travers les actions pour des revendications partielles, le parti communiste établit un contact avec la masse qui lui permet de faire de nouveaux prosélytes : en complétant par sa propagande les leçons de l'expérience, le parti s'attire la sympathie et la popularité et fait naître autour de lui tout un réseau organisationnel plus vaste, relié d'une part aux couches les plus profondes des masses et d'autre part au centre dirigeant du parti lui-même. C'est ainsi que se prépare une discipline unitaire de la classe ouvrière. Cela s'obtient par le noyautage systématique des syndicats, des coopératives, et de toutes les formes d'organisations ayant pour but la défense des intérêts de la classe ouvrière. Des réseaux d'organisation analogues doivent naître dès que possible dans tous les domaines de l'activité du parti : lutte armée et action militaire, éducation et culture, travail parmi les jeunes et parmi les femmes, pénétration dans l'armée, et ainsi de suite. L'objectif de ce travail est d'obtenir que le parti communiste exerce une influence non seulement idéologique mais aussi organisationnelle sur la plus grande partie de la classe ouvrière. En conséquence, dans leur travail au sein des syndicats, les communistes tendent à élargir au maximum la base de ceux-ci, comme de toutes les organisations de nature analogue, en combattant toute scission et en luttant pour l'unification organisationnelle là où la scission existe déjà, à condition d'être assurés d'un minimum de possibilité de travailler pour la propagande et pour le noyautage communistes. Dans des cas spéciaux, cette activité peut aussi être illégale et clandestine.

Les partis communistes, tout en cherchant, au moyen de la conquête de la majorité des ouvriers organisés, à s'assurer la direction des centrales syndicales, indispensable levier de manœuvre dans les luttes révolutionnaires, acceptent néanmoins dans tous les cas de suivre avec discipline les décisions de la direction, et n'exigent pas que dans leurs statuts ou dans des accords spéciaux, ces organisations syndicales (ou similaires) s'engagent officiellement à se soumettre à un contrôle du parti.

IV. Le front unique

L'offensive capitaliste et ses caractères actuels offrent aux partis communistes des possibilités tactiques particulières pour accroître leur influence sur les masses. C'est de là que vient la tactique du front unique.

L'offensive capitaliste a un double objectif ; d'une part détruire les organisations prolétariennes capables de mener une offensive révolutionnaire, d'autre part intensifier l'exploitation économique des travailleurs pour s'efforcer de reconstruire l'économie bourgeoise. L'offensive capitaliste heurte donc directement les intérêts des prolétaires, même de ceux qui ne sont pas encore acquis à la conscience et à l'encadrement révolutionnaires, et elle attaque même les organisations qui n'ont pas de programme révolutionnaire et sont dirigées par des éléments opportunistes. Comprendre qu'accepter la lutte, même défensive, équivaut à poser un problème révolutionnaire et à aligner les travailleurs sur un front de combat contre la classe bourgeoise et ses institutions, la bureaucratie qui encadre ces organismes sabote même la pure et simple résistance défensive, et renonce au programme illusoire d'amélioration graduelle des conditions de vie du prolétariat.

Fondamentalement, les conditions créées par la première vague révolutionnaire de l'après-guerre subsistent même là où des expériences bourgeoises « de gauche » sont en cours. La tactique du front unique s'applique aussi bien à cette phase « pacifique » qui se déroule dans le cadre de la crise historique générale du capitalisme.

Cette tactique permet aux partis communistes de mener à la lutte même la partie des ouvriers qui n'a pas une conscience politique développée. Les partis communistes ont la possibilité d'inviter ces couches de travailleurs à des actions unitaires pour ces revendications concrètes et immédiates qui consistent dans la défense des intérêts menacés par l'offensive du capital.

Dans ce but, les communistes proposent une action commune de toutes les forces prolétariennes encadrées dans les organisations les plus diverses.

Cette tactique ne doit jamais entrer en contradiction avec la tâche fondamentale du parti communiste : la diffusion au sein de la masse ouvrière de la conscience que seul le programme communiste et l'encadrement organisationnel autour du parti communiste la conduiront à son émancipation.

La perspective du front unique est double. L'invitation au front unique servira pour une campagne contre les programmes et l'influence des autres organisations prolétariennes, si elles refusent l'invitation à agir lancée par les communistes ; dans ce cas, l'avantage du parti communiste est évident. Si au contraire on aboutit réellement à une action à laquelle participent toutes les organisations prolétariennes, et tout le prolétariat, le parti communiste se propose de réussir à prendre la direction du mouvement, quand les conditions générales permettront de le mener à une issue révolutionnaire. Quand cela n'est

pas possible, le parti communiste doit s'efforcer par tous les moyens — à travers les vicissitudes de la lutte, un succès partiel, ou l'échec, si celui-ci est inévitable — de faire acquérir aux masses la conviction que le parti communiste est le mieux préparé pour faire vaincre la cause du prolétariat. Si le parti communiste a fait auparavant une campagne sur les propositions précises qui garantiraient le succès de la lutte, il pourra, grâce à ses forces luttant au premier rang dans l'action commune, faire en sorte que les masses se forgent la conviction que la victoire sera possible lorsque les organisations non communistes n'auront plus sur elles d'influence prépondérante.

La tactique du front unique est donc un moyen de conquérir au parti une influence idéologique et organisationnelle prépondérante.

La tendance instinctive des masses à l'unité doit être utilisée lorsqu'elle peut servir à un emploi favorable de la tactique du front unique ; elle doit être combattue lorsqu'elle conduirait au résultat opposé.

L'important problème tactique du front unique présente donc des limites au-delà desquelles notre action serait en contradiction avec son but. Ces limites doivent être définies en ce qui concerne le contenu des revendications et les moyens de lutte à proposer, et en ce qui concerne les bases organisationnelles à proposer et à faire accepter comme plate-forme aux forces prolétariennes.

Les revendications que le parti communiste avance pour le front unique ne doivent pas entrer en contradiction avec les programmes des divers organismes dont on propose la coalition, et doivent pouvoir être atteintes par des méthodes de lutte qu'aucun de ces organismes ne refuse par principe.

C'est de cette manière seulement qu'on pourra faire une campagne contre les organisations qui refuseraient d'adhérer à la proposition de front unique : et dans le cas contraire, c'est de cette manière seulement qu'on pourra utiliser le développement de l'action au profit de l'influence communiste.

Toutes les revendications qui peuvent être poursuivies au moyen de l'action directe du parti peuvent être avancées : défense des salaires et des contrats de travail de l'industrie et de l'agriculture, lutte contre les licenciements et le chômage, défense effective du droit d'association et d'agitation.

Comme moyens de lutte on peut proposer tous ceux que le parti communiste ne refuse pas pour ses propres actions indépendantes, et donc toutes les formes de propagande, d'agitation et de lutte par lesquelles la classe prolétarienne s'oppose nettement et ouvertement au capital.

Enfin, les bases de la coalition doivent être telles qu'au cas où les autres organisations prolétariennes, sans avoir accepté les propositions communistes — dont l'ensemble doit être connu des masses — engagent cependant une action générale prolétarienne (par exemple en utilisant les moyens de lutte conseillés par le parti communiste, tels que grève générale, etc., mais pour d'autres objectifs), le parti com-

muniste, sans rester à l'écart de l'action commune, puisse toutefois faire retomber la responsabilité de la direction de la lutte sur les autres organisations en cas de défaite du prolétariat.

Le parti communiste n'acceptera donc pas de faire partie d'organismes communs à différentes organisations politiques, agissant avec continuité et avec une responsabilité collective à la direction du mouvement général du prolétariat. Le parti communiste évitera également d'apparaître comme co-participant à des déclarations communes avec d'autres partis politiques, lorsque ces déclarations contrediront en partie son programme et seront présentées au prolétariat comme le résultat de négociations pour trouver une ligne d'action commune.

Spécialement dans les cas où il ne s'agit pas d'une brève polémique publique par laquelle on invite les autres organisations à l'action en prévoyant avec certitude qu'elles s'y refuseront, mais où il est au contraire possible d'aboutir à une lutte en commun, le centre dirigeant de la coalition devra consister en une alliance d'organismes prolétariens à caractère ouvert, de façon que cette direction se présente aux masses comme susceptible d'être conquise par les différents partis qui agissent au sein des organisations ouvrières. Les syndicats et autres organisations économiques peuvent en fournir la base, mais aussi les Soviets qui surgissent, ou dont on lance le mot d'ordre, dans une situation révolutionnaire avancée.

C'est de cette façon seulement qu'on assurera l'efficacité de la tactique du front unique même dans une action qui, du fait de l'influence des opportunistes, aboutirait à une victoire incomplète ou à une défaite de la classe ouvrière.

Toute interprétation du front unique comme une coalition des états-majors des partis communistes avec ceux d'autres partis soi-disant ouvriers est à repousser comme opportuniste. Le parti communiste doit démontrer constamment, non seulement par la critique théorique mais par son attitude politique et tactique, qu'il n'existe pas de parti de la classe ouvrière en dehors de lui, et que la social-démocratie de toute nuance ne représente que l'aile gauche de l'armée bourgeoise.

D'après ce qui précède il est clair qu'il ne s'agit nullement de repousser le contact personnel avec les chefs opportunistes pour des motifs sentimentaux ou moraux, mais de repousser le front unique « par en haut », afin de faire de la tactique de front unique le levier de véritables luttes révolutionnaires de masse.

V. Le gouvernement ouvrier

Les revendications immédiates qui intéressent le prolétariat peuvent également être liées à la politique de l'Etat.

Ces revendications doivent être formulées par le parti communiste et proposées comme objectif pour une action de tout le prolétariat, conduite à travers une pression extérieure exercée sur le gouvernement par tous les moyens d'agitation.

Quand le prolétariat se trouve amené à constater que, pour satisfaire ses revendications, il faut que le gouvernement en place soit changé, le parti communiste doit baser sur ce fait sa propagande pour le renversement du pouvoir bourgeois et la dictature prolétarienne, tout comme il doit le faire lorsque les travailleurs constatent que leurs revendications économiques ne trouvent pas leur place dans le cadre de l'économie capitaliste.

Lorsque le régime gouvernemental se trouve placé dans une situation critique par le rapport des forces sociales, il faut faire de son renversement non une simple formule de propagande, mais une revendication concrète accessible à la masse. Une telle exigence pourra être formulée comme la revendication du passage du pouvoir politique des mains du gouvernement existant, fondé sur la représentation parlementaire, à une organisation du prolétariat qui puisse devenir sa représentation et de laquelle les couches sociales non productrices seraient, naturellement, exclues. Cette revendication (le pouvoir aux Soviets, aux Comités de Contrôle, aux Comités de l'Alliance Syndicale) peut être présentée aux travailleurs de tous les partis et sans parti représentés dans de tels organismes. Tous les travailleurs seront amenés à l'accepter, même contre leurs chefs. Cette revendication entre dans le cadre de la tâche politique propre au parti communiste, car sa réalisation implique la lutte révolutionnaire et la suppression de la démocratie bourgeoise, et sa proposition entraîne dans cette voie toute la masse prolétarienne. Mais on ne peut exclure qu'un tel mot d'ordre extraparlémentaire puisse être lancé même au Parlement ou au cours d'une campagne électorale.

Parler de gouvernement ouvrier comme d'un gouvernement de coalition des partis ouvriers, sans indiquer quelle sera la forme de l'institution représentative sur laquelle ce gouvernement pourra s'appuyer, ce n'est pas lancer une revendication que les ouvriers peuvent comprendre, mais seulement une formule de propagande qui introduit la confusion dans la préparation idéologique et politique de la révolution. Les partis sont des organisations constituées pour prendre le pouvoir, et les partis qui forment le gouvernement ouvrier ne peuvent être ceux qui sont pour la conservation des institutions parlementaires bourgeoises.

Parler de gouvernement ouvrier en déclarant, ou en n'excluant pas qu'il puisse naître d'une coalition parlementaire à laquelle participerait le parti communiste, c'est nier en pratique le programme politique communiste, c'est-à-dire la nécessité de préparer les masses à la lutte pour la dictature.

La situation politique mondiale ne permet pas de prévoir la formation de gouvernements de transition entre le régime parlementaire bourgeois et la dictature du prolétariat, mais plutôt celle de gouvernements de coalition bourgeois, qui conduiront la lutte contre-révolutionnaire pour la défense du système avec la plus grande énergie ; la participation éventuelle des sociaux-démocrates n'atténuerait pas cette action, mais la combinerait avec la tactique trompeuse des apparentes concessions « de gauche ».

S'il devait y avoir des gouvernements de transition, c'est une nécessité de principe pour le parti communiste de laisser aux partis sociaux-démocrates la responsabilité de les diriger, tant qu'ils naissent sur la base des institutions bourgeoises. C'est la seule façon pour le parti communiste de pouvoir se consacrer à la préparation de la conquête révolutionnaire du pouvoir et à la succession du gouvernement de transition. C'est pour cela qu'il faut repousser le mot d'ordre d'agitation du gouvernement ouvrier comme s'il était synonyme de la dictature du prolétariat.

Quand les organes capables de s'emparer dans leur développement du pouvoir politique n'ont pas encore surgi et qu'on ne peut encore lancer le mot d'ordre de leur formation, la seule parole du parti communiste dans la question de l'Etat et du pouvoir ne peut être que la dictature du prolétariat.

VI. Rapports avec la paysannerie

La tactique du front unique doit naturellement s'étendre jusqu'à envisager le problème des rapports avec les classes paysannes, réglé en principe par les thèses du II^e congrès, mais loin d'être résolu dans la pratique par tous les partis communistes.

Parmi les revendications qui fournissent la base du front unique il faut donc inclure les revendications salariales des ouvriers agricoles, la défense des métayers et des petits fermiers contre les propriétaires fonciers, et la protection du petit paysan propriétaire travaillant lui-même son terrain contre l'exploitation et l'expropriation dont le menacent les gros propriétaires fonciers et le fisc.

La forme des organisations du front unique doit leur permettre de surgir non seulement dans les centres industriels, mais aussi dans les petites villes agricoles et dans les campagnes. C'est pour cela que le parti communiste, après avoir étendu son organisation aux régions et aux milieux ruraux, fera tout son possible pour aider la formation d'organisations économiques paysannes, qui devront être noyautées par les groupes communistes. Il faudra de même s'efforcer de canaliser la tendance à la constitution de « partis paysans » (petits propriétaires travailleurs) vers la formation d'organismes de défense de type « syndical » des paysans. C'est là le seul moyen d'empêcher les gros propriétaires fonciers et leurs instruments politiques de contrôler les organisations paysannes, et de travailler à conquérir le mouvement paysan à l'influence communiste.

Les revendications concernant le passage du pouvoir aux organes prolétariens doivent faire apparaître clairement que les paysans y seront eux aussi représentés ; mais le parti ne renonce pas à souligner constamment dans sa politique et dans son agitation le rôle dominant de la classe ouvrière proprement dite dans la révolution. On peut avancer, par exemple, le mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux conseils d'ouvriers et de paysans pauvres ».

VII. La conquête des masses inorganisées

L'existence d'organisations économiques puissantes et florissantes est une condition favorable pour le travail de pénétration au sein des masses. L'aggravation de la crise de l'économie capitaliste crée une situation objectivement révolutionnaire. Mais au moment où, après la prospérité apparente de l'immédiat après-guerre, la crise est apparue dans toute sa gravité, la capacité de lutte du prolétariat s'est révélée insuffisante. C'est pourquoi nous assistons aujourd'hui dans de très nombreux pays à une véritable hémorragie des syndicats et de toutes les organisations analogues, et il est prévisible que dans les autres pays ce phénomène ne tardera pas à se produire.

En conséquence, la préparation révolutionnaire du prolétariat est rendue plus difficile, malgré l'extension de la misère et du mécontentement.

Au premier plan se pose le problème de l'encadrement, derrière les partis communistes, des masses de chômeurs et des éléments prolétariens réduits à une situation chaotique par la paralysie de la machine productive. Il est possible que d'ici quelque temps ce problème apparaisse comme plus grave que celui de la conquête des ouvriers suivant les autres partis prolétariens par l'intermédiaire des organisations économiques qu'ils dirigent — problème auquel la tactique du front unique propose une solution satisfaisante. Il faut même s'attendre à ce que la décadence économique s'accompagnant d'une intensification de l'action unitaire contre-révolutionnaire de toutes les forces bourgeoises, les organisations économiques prolétariennes non communistes se vident plus rapidement. Les données du problème de la conquête des masses en seront modifiées.

Il faudra réaliser une nouvelle forme d'organisation des intérêts prolétariens, le travail révolutionnaire devant toujours s'appuyer sur des situations réelles concrètes. Dans la phase actuelle se présente la tâche d'encadrer autour des comités et des organes du front unique les couches de prolétaires sans travail et non organisés, avec des formes de représentation adéquates. Le parti communiste devra être le centre de la lutte et de l'attaque contre la centralisation réactionnaire du capitalisme, qui tend à écraser une classe ouvrière éparpillée, dispersée, et définitivement abandonnée à elle-même par la bureaucratie opportuniste.

Cette perspective n'est pas contredite par l'ouverture, à la suite des événements politiques d'Angleterre, de France et d'autres pays, d'une période apparemment « pacifique ». Les communistes ne doivent pas en attendre une possibilité plus large d'organisation et d'agitation dans les syndicats et autres organisations réformistes, puisque ces organisations sont elles-mêmes ébranlées et menacées par la situation.

Nos organes en langue espagnole

EL PROGRAMA COMUNISTA

revue trimestrielle
au sommaire du N° 33

- ¡ Acuérdate de las dos guerras imperialistas !
Siguiendo el hilo del tiempo.
- Introducción.
- La « invariancia » histórica del marxismo.
- El falso recurso del activismo.
- Teoría y acción.
- El programa revolucionario inmediato.
- Las revoluciones múltiples.
- La revolución anticapitalista occidental.
- La cuestión agraria. Elementos marxistas del problema (y II).
- El volcán del Medio Oriente: El largo calvario de la transformación de los campesinos palestinos en proletarios.
- Nota de lectura: ETA, o la imposible amalgama de nacionalismo y comunismo.

EL COMUNISTA

journal mensuel
au sommaire du N° 36

- Contra el fascismo y la democracia.
¡ Por una autodefensa de clase !
- Carta de Argelia.
Irremediables resquebrajamientos en el « frente de clase ».
- El divorcia y la democracia burguesa.
- El MC entre la impotencia y el seguidismo.
- Directivas para la táctica antimilitarista 5 (1921).
- Las movilizaciones de los parados de Madrid.
- Los obreros eventuales y los bonzos sindicales.
- IRTF.
- Estado de excepción en Euskadi.
- Partido revolucionario y acción económica.

EL PROLETARIO

Suplemento para Latinoamérica
au sommaire du N° 8

- La destrucción de las FF.AA., primer paso de la revolución.
- La preparación revolucionaria exige el boicot de las elecciones y del parlamento.
- En Brasil: Los pelegos ya tiene su partido.
- Pasado y presente de la doctrina Carter.
- Los imperialismos preparan la guerra.
- Carta de España (3).
- La guerrilla venezolana: De la sierra al parlamento.
- La siniestra cara de la democratización peruana.
- Delicias del « socialismo » cubano.

La fin de la phase révolutionnaire bourgeoise dans le « Tiers Monde »

La seconde guerre impérialiste, venant après la défaite du mouvement prolétarien sous les coups de la contre-révolution stalinienne, l'enfonça complètement dans l'abîme. Ce n'était pas le formidable cycle d'expansion de l'après-guerre qui pouvait le réveiller. Au contraire, les élans étaient destinés à échouer sur lui. Pour que la lutte reprenne, il fallait d'une part un parti, même petit, mais ayant acquis, grâce à sa continuité d'action sur la base de la théorie marxiste *entièrement restaurée*, un certain degré d'influence sur les masses et donc sur les situations et d'autre part une nouvelle crise internationale du capitalisme qui endommage les amortisseurs sociaux mis en place par les grands impérialismes. Voilà quelles étaient nos « perspectives de l'après-guerre » (1).

Mais nous n'ignorions pas que la seconde guerre avait en même temps ouvert une formidable brèche dans la domination des vieux impérialismes européens, qui s'étaient acharnés les uns contre les autres. Nous savions que si la marche de la révolution communiste était momentanément interrompue, le jeu des forces sociales que mettait en mouvement la pénétration du capitalisme dans les continents dominés ne s'arrêtait pas, que la révolution bourgeoise, anti-féodale et anti-impérialiste, dont le cœur se trouvait en Orient, devait poursuivre son cours inexorable, même si l'histoire nous privait encore de la possibilité de greffer sur son élan, comme cela avait été le cas en Russie, une victoire prolétarienne et communiste.

C'est tendu vers ce mouvement social vivant que notre parti consacra une longue série de Réunions Générales et de travaux à rétablir l'intégralité de la théorie marxiste et à restaurer notre vision

(1) « Les perspectives de l'après-guerre en relation avec la plate-forme du parti » *Prometeo* n° 3, 1946, repris dans *Per l'organica sistemazione dei principi comunisti*, ed. *Il Programma Comunista*, Milan 1973, page 151. Ce texte sera prochainement traduit dans cette revue.

historique des mouvements nationaux (2). Il est tout à fait symptomatique que l'appréciation du facteur national ait constitué l'une des pierres de touche qui, lors de la scission de 1952, permit au parti de se donner une orientation ferme et homogène sur laquelle il travaille depuis. Nous nous sommes également efforcés de faire l'étude des grandes révolutions en cours, de leur trajectoire et de leurs perspectives (3), sur le modèle du travail fondamental effectué pour la Russie (4).

Il était nécessaire de rappeler tout d'abord que la destruction des vieux rapports féodalo-impérialistes est une *prémisse objective* du communisme : « *La condition centrale pour que le socialisme triomphe est le capitalisme lui-même, proclamions-nous en 1946, même si le parti révolutionnaire, dès sa première apparition, mène contre lui une guerre acharnée et, au fur et à mesure que le rapport des forces le permet, gravit les échelons qui vont de la critique scientifique à l'opposition de principe, à la polémique et à l'insurrection armée* » (5).

Il fallait également rappeler que la lutte politique contre les forces féodal-impérialistes déblaie le terrain de la lutte prolétarienne. « *Dans les pays d'Asie, où domine encore l'économie agraire de type patriarcal et féodal* », écrivions-nous en 1953, « *la lutte politique des « quatre classes » est un facteur de victoire dans la lutte communiste internationale, même quand elle aboutit dans l'immédiat à l'instauration de pouvoirs nationaux et bourgeois : tant par la formation de nouvelles aires où seront à l'ordre du jour les revendications socialistes, que par les coups que ces révoltes portent à l'impérialisme*

(2) Pour ne citer que les plus importants :

Pour mettre les points sur les i (Raddrizzare le gambe ai cani - 1952), paru en éditorial de *Programme communiste* n° 55.

Facteurs de race et de nation dans la théorie marxiste (Réunion générale de Trieste 1953), Editions Prométhée, Paris, 1979.

Les révolutions multiples (Réunion générale de Gênes - 1952) paru dans *Le Prolétaire* n° 164.

Pression raciale sur la paysannerie, pression de classe des peuples de couleur (1953), publié dans *Le Prolétaire* n° 165.

Les luttes de classes et d'Etats chez les peuples de couleur, champ historique vital pour la critique révolutionnaire (Réunion générale de Florence - 1958), *Il Programma Comunista* n° 3 à 6, 1958.

Rapport de la Réunion générale de Turin (1958), paru dans *Le Prolétaire* n° 166.

L'éclatant réveil des « peuples de couleur » dans la vision marxiste (Réunion générale de Bologne - 1960), *Il Programma Comunista* n° 1 et 2, 1961.

La question nationale et coloniale (Réunion générale de Paris - 1972), *Le Prolétaire* n° 143.

(3) En ce qui concerne la Chine, voir notamment le rapport à la réunion générale de Florence, 1958, cité en note (2).

(4) « *Russia e rivoluzione nella teoria marxista* » paru dans *Il Programma Comunista* n° 21 de 1954 à 8 de 1955 et *Struttura economica e sociale della Russia d'oggi* paru dans *Il Programma Comunista* n° 10 de 1955 à 12 de 1957 et repris aux éd. *Il Programma Comunista*, Milan, 1976.

(5) « *Les perspectives de l'après-guerre* », *op. cit.*, p. 151.

euro-américain » (6). Il était indispensable de déterminer par l'étude les *limites d'espace et de temps* dans lesquelles le facteur national agit révolutionnairement, et donc de préciser les « aires » dans lesquelles les luttes de classes bourgeoises et d'Etats avaient encore une portée subversive, alors que dans la vieille Europe, Marx avait déjà clos ce cycle avec l'alignement des bourgeoisies française et allemande contre la Commune de Paris.

Il fallait enfin restaurer l'attitude traditionnelle du marxisme révolutionnaire dans de tels mouvements sociaux. L'erreur classique est ici de conclure du caractère capitaliste-bourgeois de la lutte à la subordination du parti prolétarien à l'idéologie et au programme bourgeois : c'est aussi bien l'erreur du *frontisme*, qui prêche l'union avec d'autres partis sous prétexte de lutte immédiate commune, que celle de l'*indifférentisme*, qui s'abstient de la lutte elle-même pour... ne pas être influencé par son idéologie ! Le prolétariat participe à la lutte *sous son propre drapeau* et considère le capitalisme comme son adversaire *dès le début*, même lorsqu'il l'aide à naître. Sa perspective est de regrouper ses forces dans la lutte bourgeoise elle-même et de s'emparer du pouvoir dès que possible, de ne s'arrêter à aucune étape, de déclarer *la révolution en permanence* jusqu'à ce que toutes les classes possédantes soient soumises à sa dictature de classe, et ce à l'échelle internationale (7).

En 1848-50, la scène était celle de la lutte antiféodale en Europe, où le prolétariat lançait déjà ses premières ruades. Le reste du monde n'était pas encore en mouvement, malgré les fulgurants éclairs de la révolte des Taïping en Chine.

En 1917-26 la scène était désormais celle de la lutte prolétarienne contre les grands Etats bourgeois qui dominaient le monde entier. En même temps, les masses paysannes de l'Orient se dressaient contre l'impérialisme. La victoire de l'alliance entre ces deux mouvements aurait hâté la transformation moderne de l'Orient en lui épargnant les misères dont elle s'accompagne nécessairement sous le joug capitaliste-impérialiste.

Et dans la période qui vient, une fois passée la grande vague de luttes anti-impérialistes du second après-guerre et au moment où nous escomptons un réveil prolétarien, où en est arrivé l'Orient dans sa transformation capitaliste et bourgeoise ? Quelles forces vont peser dans la balance entre la bourgeoisie impérialiste et le prolétariat com-

(6) *Les révolutions multiples*, 1953, reproduit dans *Le Prolétaire* n° 164.

(7) Nous renvoyons le lecteur à la fameuse « Adresse du Conseil central à la Ligue » de mars 1850 où cette tactique est parfaitement définie par Marx pour l'Allemagne de l'époque et que Lénine, en disciple scrupuleux, n'a fait que reprendre pour la Russie du début du siècle. Ce texte a été publié en français dans *Karl Marx devant les jurés de Cologne*, Œuvres complètes de Karl Marx, éd. Costes, Paris 1939, et plus récemment par les *Cahiers Spartacus*, 2^e série, n° 36, 1970.

muniste ? Quels caractères devra prendre la lutte prolétarienne dans telle ou telle région, quel « héritage » la bourgeoisie a-t-elle laissé au prolétariat, et dans quelle mesure exacte a-t-elle « déblayé le terrain » pour la lutte prolétarienne ?

Telles sont les questions brûlantes que nous avons commencé à aborder dans l'un des rapports à la Réunion Générale du Parti de l'automne 79. Cependant, avant même de répondre à ces questions, le rapport a dû reprendre la conception marxiste des cycles historiques et des différentes aires où ils se déroulent. Il a fallu ensuite parcourir tout le cycle ascendant de la domination bourgeoise à partir de l'expérience des révolutions du XIX^e siècle, les heurts révolutionnaires qui se succèdent jusqu'à ce que la bourgeoisie ait épuisé toute capacité progressive ; tout cela pour *déterminer le moment où le prolétariat se trouve être la seule classe ascendante.*

Cycles et aires

L'idée de cycles historiques successifs est au cœur même du matérialisme historique qui considère l'histoire humaine comme une *succession de modes de production* : communisme de tribu, esclavage antique et féodalisme (si l'on considère l'Europe), mode de production « asiatique » en Orient, capitalisme, enfin communisme de l'espèce.

Le capitalisme naît lui-même dans une société précapitaliste. Il bouleverse complètement les vieux rapports de production, industrialise la société, doit se heurter aux rapports politiques et juridiques existants, ce qui entraîne des révolutions politiques qui libèrent la société du poids des vieilles classes dominantes contre lesquelles est dirigée la machine de l'Etat moderne. C'est la *phase de jeunesse* du capitalisme. Dès lors, le développement des forces productives s'opère en grand, l'appareil de production prend une puissance sans précédent, le capitalisme s'empare de toute la société qu'il modèle à son image. C'est la *phase de stabilisation* des rapports sociaux par laquelle le capitalisme traverse l'âge mûr. Enfin apparaissent avec le temps les risques de la vieillesse. Les crises périodiques deviennent de terribles attaques où s'affrontent désormais les monstres productifs et étatiques pour le repartage de la planète entière. Le capitalisme est devenu lui-même un obstacle au développement de forces productives qu'il a engendrées. Cette phase a été définie par Lénine comme l'« *Impérialisme, stade suprême du capitalisme* » c'est-à-dire la phase sénile qui est, en même temps, l'« *antichambre du socialisme* ».

Le capitalisme connaît donc historiquement trois phases classées (8). Cependant, le simple fait de parler de phases et de cycles

(8) Voir à ce sujet « *Éléments d'orientations marxistes* » et les « *Trois phases du capitalisme* » 1947, *les textes du parti communiste international*, n° 4, Ed. programme communiste.

du capitalisme fait apparaître immédiatement la multiplicité des *cycles capitalistes réels*, pour la bonne raison que les rapports bourgeois n'ont pas été introduits en même temps dans toutes les régions du monde : au XVIII^e siècle l'Angleterre était déjà bourgeoise et industrielle, avec une majorité de la population travaillant hors de l'agriculture, alors que la Russie en était encore à développer le ser-vage. Au XX^e siècle, l'Europe était déjà secouée par des crises de vieillesse impérialiste, alors que des continents entiers commençaient à peine à connaître les premières secousses sociales consécutives à la pénétration des rapports marchands et bourgeois dans toute une gamme de vieux rapports sociaux, dont certains ne dépassaient pas encore le stade tribal patriarcal. L'idée de cycles et de phases est donc inséparable, dans la théorie marxiste, de celle d'aires où sont parcourus ces phases et ces cycles. Il ne suffit donc pas d'étudier les *limites historiques* des différentes phases du capitalisme, il faut encore préciser les *limites géographiques* où elles ont cours. D'où le concept d' « aires » qu'à défaut de terme plus évocateur nous avons utilisé pour servir à la délimitation de la tactique du parti prolétarien (9).

Le cycle politique des différentes bourgeoisies correspond naturellement à celui de l'économie capitaliste : la bourgeoisie est révolutionnaire, puis réformiste, enfin contre-révolutionnaire. Cependant, ce cycle politique ne coïncide pas nécessairement avec le cycle économique dans chaque pays. Il peut être allongé ou retardé. Il est plus souvent raccourci. On se place en effet ici, non plus du point de vue des rapports entre forces productrices et rapports de production, où si l'on veut du point de vue des *tâches révolutionnaires objectives* à accomplir, mais du point de vue de la *capacité de la classe bourgeoise* à affronter ces tâches.

Une illustration typique de ce décalage est donnée par la Russie du début du siècle ; pour tous les marxistes, les tâches immédiates y sont antiféodales et capitalistes, mais la bourgeoisie se révèle incapable d'y faire face et c'est le prolétariat qui doit prendre le pouvoir pour les réaliser. Naturellement, il a également apporté son grain de sel dans le chaudron de la révolution, en effectuant une tâche purement communiste : celle de mettre fin à la guerre impérialiste. Du reste, la couardise de la bourgeoisie dans sa propre révolution avait déjà été mise en évidence par Marx et Engels dans l'Allemagne de 1848.

A quoi tient donc ce décalage entre cycle politique bourgeois et cycle économique du capital ? Pour le comprendre il faut tenir compte du fait que si le premier est bien le *reflet* du second, il n'en est

(9) Après avoir passé en revue un certain nombre de termes peu satisfaisants, nous avons écrit « Nous continuerons donc à utiliser le terme aire que les Américains ont introduit pour désigner des parties du monde habité où vivent une économie, une monnaie, une influence politique, même si l'expression « champ historique » nous déplaisait moins. Il s'agit en fait, chaque fois, de lier un périmètre géographique déterminé à un intervalle chronologique déterminé » (Russia e rivoluzione », 7...).

pas le reflet *mécanique*. Il en est la *traduction* sur le terrain d'une *lutte des classes*. Il s'ensuit que ce qui est déterminant du point de vue des phases historiques, c'est le *degré de maturité atteint par les antagonismes de classes*. Or si cette maturité est conditionnée par celle du sous-sol économique, elle l'est également par d'autres facteurs, comme l'ensemble des classes en présence et les rapports des luttes existant dans et entre les différents pays, dans la mesure où les événements d'un pays ou d'une aire réagissent sur ceux des autres pays et des autres aires.

C'est ainsi que l'insurrection du prolétariat parisien coupa les ailes révolutionnaires de la bourgeoisie allemande dans ses velléités anti-féodales, alors que les révolutions des bourgeois et du « peuple » en France soulevèrent plusieurs fois la révolte des gentilhommes polonais contre le tsarisme. Tout cela se passait à l'intérieur de la même aire ou du même groupe d'aires. Si nous prenons maintenant des aires différentes, on sait que le soulèvement parisien du 18 mars 1871 entraîna le déclenchement immédiat de l'insurrection anticoloniale (8 avril 1871) qui couvait en Algérie, tout comme l'affaiblissement des vieux impérialismes européens entraîna la vague d'émancipation coloniale du second après-guerre ; réciproquement, Marx espérait comme contre-coup de la révolution antiféodale en Chine en 1853 une crise économique et sociale, et la révolution prolétarienne en Angleterre. On pourrait donner une infinité d'illustrations de ces réactions et interactions réciproques entre les différentes classes et les différentes aires.

« Dans l'examen des situations, avons-nous écrit en pensant à de grandes périodes historiques et non à de simples péripéties, il faut donc évidemment tenir compte :

- a) de la coexistence dans le même pays des différents types fondamentaux de technique productive (servage, petite culture libre, artisanat libre, industrie, et services collectifs) ;
- b) des différentes classes sociales, dont le nombre est toujours supérieur aux deux protagonistes de l'époque historique en cours ;
- c) du rapport de forces politique, en fonction de la classe qui est la plus armée, la plus autonome et qui domine les autres » (10).

Cette dernière idée est fondamentale. C'est précisément celle que Lénine met en relief dans un article qui est pour cette étude un texte de référence, puisque la discussion porte justement sur la délimitation des phases historiques et ses conséquences pour le parti. Il est donc utile de citer longuement :

« A. Potressov a intitulé son article : « A la limite de deux époques ». Il est hors de doute que nous vivons à la limite de deux époques ».

(10) « Leçons des contre-révolutions », 1957, publié en français dans *Programme communiste* n° 63, juin 1974.

ques, et les événements historiques d'une importance considérable qui se déroulent sous nos yeux ne peuvent être compris que si l'on analyse, en tout premier lieu, les conditions objectives du passage de l'une à l'autre. Il s'agit de grandes époques historiques : il y a et il y aura dans toute époque des mouvements partiels, particuliers, dirigés tantôt en avant, tantôt en arrière ; il y a et il y aura des écarts par rapport au type moyen et au rythme moyen du mouvement. Nous ne pouvons savoir à quelle allure ni avec quel succès se déploieront les mouvements historiques d'une époque donnée. Mais nous pouvons savoir et nous savons quelle classe se trouve au centre de telle ou telle époque, et détermine son contenu fondamental, l'orientation principale de son développement, les particularités essentielles de son cadre historique, etc. C'est seulement sur cette base, c'est-à-dire en considérant tout d'abord les traits distinctifs essentiels des diverses « époques » (et non des épisodes particuliers de l'histoire de chaque pays) que nous pouvons déterminer correctement notre tactique ; et seule la connaissance des traits fondamentaux d'une époque permet d'envisager les particularités de détail présentées par tel ou tel pays » (11).

L'important est donc de savoir quelle classe se trouve au centre de telle ou telle époque période ou phase, et cela non pour tel ou tel pays pris en particulier, mais pour des aires entières qui peuvent s'étendre sur des continents entiers et même les dépasser. Les alignements des classes débordent donc largement le cadre des frontières nationales. La révolution de 1848 était bien bourgeoise et nationale, mais son champ d'action était européen. La vague d'émancipation anticoloniale du second après-guerre n'a pas été chinoise, ni algérienne, ni cubaine : elle a balayé en tous sens et à plusieurs reprises toute la « zone des tempêtes ».

C'est donc en tenant compte de ce critère général, considéré à l'échelle non d'un pays mais d'une aire entière, que le marxisme a déjà analysé hier la trajectoire de la bourgeoisie euro-américaine. On pourrait se référer à de nombreux textes pour en indiquer les époques ou phases classiques. Celui de Lénine déjà cité nous suffira ici :

« La classification courante des époques historiques, fréquemment indiquée dans la littérature marxiste, maintes fois reprise par Kautsky et adoptée par A. Potressov dans son article, est la suivante : 1) 1789-1871 ; 2) 1871-1914 ; 3) 1914-? [...] La première époque qui va de la grande Révolution française à la guerre franco-allemande, est celle où la bourgeoisie est en plein essor, où elle triomphe sur toute la ligne. Nous avons affaire ici à la bourgeoisie montante, à l'époque des mouvements démocratiques bourgeois en particulier, à l'époque où les institutions périmées de la société féodale et absolutiste disparaissent ».

(11) Lénine, « Sous un pavillon étranger », Œuvres, t. 21, pp. 143-144.

sent rapidement. La seconde époque est celle où la bourgeoisie, parvenue à une domination sans partage, commence à décliner ; c'est l'époque de la transition qui mène de la bourgeoisie progressiste au capital financier réactionnaire et ultra-réactionnaire. C'est l'époque où une nouvelle classe, la démocratie moderne, prépare et rassemble lentement ses forces. La troisième époque, qui vient à peine de commencer, place la bourgeoisie dans la même « situation » que celle des seigneurs féodaux au cours de la première époque. C'est l'époque de l'impérialisme et des ébranlements impérialistes ou découlant de l'impérialisme » (12).

Lénine écrit plus loin avec encore plus de force illustrative :

« *Naguère classe avancée et ascendante, la bourgeoisie est devenue une classe décadente, déclinante, moribonde, réactionnaire. C'est une tout autre classe qui, sur le vaste plan de l'histoire, est devenue la classe ascendante* » (13).

Pour utiliser la même image, dans la phase révolutionnaire et ascendante de la bourgeoisie, le prolétariat est lui-même ascendant. Les deux classes vont *dans le même sens*, la première tirant l'autre, au moins au début, et l'entraînant sur la scène historique où les premières disputes commencent avec les premiers « coups de tête » prolétariens. Dans la seconde phase, le prolétariat continue à aller de l'avant, mais il se retrouve de plus en plus souvent seul, c'est-à-dire opposé à la bourgeoisie, dont la courbe commence à décliner. Enfin, dans la troisième période, la courbe de la bourgeoisie présente une branche descendante tandis que celle du prolétariat continue à être ascendante : les deux courbes se séparent donc irrésistiblement, l'antagonisme entre les deux classes devient si puissant qu'il n'admet plus d'autre issue historique immédiate que l'élimination de la bourgeoisie.

La question qui se pose aujourd'hui pour les vastes aires secouées par la révolte anti-impérialiste, c'est de savoir où en est la trajectoire de la bourgeoisie : est-elle encore ascendante, commence-t-elle à décliner ou est-elle devenue irrémédiablement décadente ? En d'autres termes, le prolétariat peut-il encore considérer que d'autres forces vont dans le même sens que lui (et dans ce cas, où les trouve-t-on, sur quel terrain et pour combien de temps), ou bien est-il devenu là aussi *la seule classe ascendante* ?

Phases, principes et tactique

Cependant, avant de passer à l'étude économique et historique proprement dite, il est indispensable de se prononcer sur l'importance que revêt un changement d'époque, de période ou de phase pour le parti prolétarien.

(12) Id., *Ibid.*, p. 145.

(13) Id., *Ibid.*, p. 148. Nous invitons le lecteur désireux d'approfondir la question à reprendre intégralement l'article de Lénine.

Il devrait être clair que pour une armée en campagne, *le but et la stratégie* ne changent pas si les alliés du moment changent et même si la configuration du terrain de la bataille se modifie. Seule *la tactique* est modifiée avec le changement de l'alignement des forces. Il en va de même pour le parti prolétarien, qui est l'état-major d'une armée en guerre, et la plus féroce de toutes, la guerre civile. Son but, son programme de transformation de la société, ses principes, c'est-à-dire les armes impératives de sa victoire, sont fixés *dès le début*. Mais les *voies d'approche* de la bataille décisive, la nature des combats où se regroupent les forces de l'armée prolétarienne, les rapports avec les autres forces capables de contribuer à la préparation du terrain de l'assaut final, changent avec les situation historiques.

Aujourd'hui, toutefois, le juste rapport entre phases, principes et tactique a été complètement détruit par la contre-révolution stalinienne. C'est au point que Lénine est présenté par toute la faune parasitaire du « marxisme universitaire » de l'Est comme de l'Ouest comme le génial inventeur du rôle du facteur national dans l'histoire, facteur que les pauvres Marx et Engels auraient sous-estimé, et même parfaitement ignoré hors d'Europe par une sorte d'aveuglement « eurocentriste » (14).

A côté de cette erreur que l'on pourrait qualifier de « *situationniste* », il en existe une autre qui guette aussi le parti au tournant des phases historiques. C'est celle de la simplification, du *schématisme*, le genre d'erreur qu'a dû précisément combattre Lénine au début du siècle en particulier par l'article déjà amplement cité plus haut (15). L'erreur de « l'économisme impérialiste » peut être formulée ainsi : « du fait que la phase sénile du capitalisme est atteinte, c'est-à-dire que le monde entier est sous la coupe de l'impérialisme, les tâches immédiates de la révolution sont partout anticapitalistes et communistes ».

Du point de vue historique, une telle bêtise n'est pas nouvelle : elle élargit à l'échelle du monde ce que les chauvins français de type

(14) Nous n'inventons rien : « *La vision eurocentriste avec laquelle Marx et Engels analysèrent le problème des colonies persiste dans le filon des théories de l'impérialisme qui mûrirent par la suite dans le mouvement socialiste, au moins jusqu'aux écrits de Lénine qui datent du début de la première guerre mondiale (...). Naturellement Marx se garda bien de tomber dans une banale justification du colonialisme* » écrit Renato Monteleone dans sa présentation des écrits de Kautsky rassemblés dans le volume intitulé *La questione coloniale*, Ed. Feltrinelli, Milan, 1979. Bref, il est insinué que si Marx ne tombait pas dans la justification « banale » du colonialisme, le marxisme ne serait pas pour autant exempt de ce reproche. Nous devons revenir sur la réfutation de cette ridicule accusation à la mode dans un prochain travail.

(15) « Sous un pavillon étranger », *op. cit.*, il faut aussi signaler que de grands marxistes comme Rosa Luxemburg en personne ne parvinrent pas à dépasser ce type d'erreur. Elle vit en particulier dans la fin du cycle révolutionnaire de la bourgeoisie en Pologne non seulement le dépassement de la « vieille solution » donnée par Marx à la question polonaise, mais carrément la fin de la revendication de la nationalité. C'est cette erreur que Lénine combattit contre la grande militante révolutionnaire elle-même.

proudhonien faisaient au niveau de l'Europe en 1848 : puisque la France a fait sa « révolution politique », pensaient-ils, la « révolution sociale » est désormais à l'ordre du jour *partout*. Il y a ici une confusion totale entre les tâches politiques et les tâches économiques.

Il n'était en effet pas impensable dans le premier après-guerre que le prolétariat puisse s'emparer du pouvoir dans les principaux pays impérialistes et associer à lui les révolutions paysannes et anti-impérialistes de l'Orient. Cette formule s'est même réalisée en raccourci dans la Russie de 1917. Mais affirmer que l'on peut immédiatement transformer les rapports sociaux dans un sens communiste, c'est tout autre chose. En Russie, Lénine a lui-même affirmé que c'était impossible sans la révolution en Europe et la transformation consécutive des paysans parcellaires russes en ouvriers de grandes exploitations modernes. Le problème est donc celui du *développement réel*, de la maturité économique de la société. Il est clair pour le marxisme que dans le passage de l'économie naturelle au travail de l'espèce unie, le capitalisme est une force de transformation révolutionnaire, même si c'est de façon contradictoire, et que son résultat, la grande industrie et le travail associé, sont une *condition économique du socialisme*. Nous n'avons donc nulle gêne théorique à considérer que les aires du capitalisme le plus sénile atteint sur une partie de la planète puissent coexister avec des aires où le tissu social est encore susceptible d'être utilement transformé par le capitalisme. La transformation réelle des rapports sociaux, aucun décret ne peut l'accomplir. Le prolétariat peut seulement, en s'emparant du pouvoir à l'échelle de la planète, la raccourcir et en réduire, voire supprimer, les effets catastrophiques pour les masses (16).

Cela ne signifie nullement que sous la domination de l'impérialisme on doit passer partout, dans toutes les nouvelles aires défrichées, par les phases qu'a connues le « type pur » européen. Les formes de passage à la société moderne peuvent varier considérablement d'une région à l'autre, pour cette simple raison qu'elles sont différentes *au départ*. Ainsi, le capitalisme est né spontanément dans la société féodale européenne. Dans les sociétés orientales où le marché existait, mais ne pénétrait pas les campagnes, et où l'artisanat était encore lié à l'agriculture, il fut greffé sur le marché dès lors que les villages purent être ouverts aux marchandises occidentales. Dans les sociétés d'Afrique Noire et d'Amérique du Sud où le marché était pratiquement inexistant, le peuplement blanc a soumis toute une gamme de communautés paysannes plus ou moins primitives à un *esclavage de type colonial*, et les voies de passage au plein capitalisme y ont donc été encore différentes (17).

(16) Nous renvoyons le lecteur à l'article intitulé « Le marxisme et la Russie », paru dans *Programme communiste* n° 68.

(17) Nous renvoyons le lecteur à l'article intitulé « Marxisme et sous-développement » paru dans *Programme communiste* n° 53-54.

De plus, la vitesse du parcours peut varier. Il n'y a aucune raison pour que les cycles des jeunes capitalismes se calquent sur le « modèle » européen, car ces pays sont contraints d'adopter au plus tôt les méthodes concentrées et sophistiquées du capital impérialiste, non seulement pour des motifs de simple concurrence économique, mais également pour des raisons de rapports de force militaires. Il leur faut donc parcourir les étapes du développement capitaliste à *marches forcées*. Le Japon est une illustration parfaite de ce phénomène. Enfin, les affres de cette course effrénée des jeunes capitalismes sont encore aggravées par le poids du capitalisme avancé et des rapports impérialistes sur le marché mondial, déjà devenu trop étroit pour eux.

Il s'ensuit que plus les pays jeunes cherchent à rattraper leur retard industriel, plus les lois du capitalisme se manifestent violemment sur leur organisme encore fragile. C'est ainsi que la surpopulation relative que le capitalisme mondial produit spontanément vient ici s'ajouter à celle dont souffrent ces pays du fait de leur place difficile dans la concurrence internationale, ce qui provoque l'effroyable « marginalisation » de masses humaines énormes entassées dans les bidonvilles d'immenses cités, sans espoir de travail et sans autre avenir que la sous-alimentation chronique et la misère absolue.

De cette interaction des différentes aires sous la coupe de l'impérialisme naît donc le *besoin de la révolution communiste*, avant même que le tissu social ne soit devenu entièrement mûr pour une transformation communiste immédiate dans les aires économiquement en retard. En effet, ces dernières souffrent *tout autant*, pour paraphraser Marx, de l'excès de développement du capitalisme mondial que du *manque* de développement local.

La grande série des aires

Notre parti a présenté dans de nombreux textes la série des différentes aires (18), mais c'est sans doute dans *Russie et Révolution* que la question a été traitée le plus à fond (19).

La première aire est constituée par l'Angleterre, berceau du capitalisme et où la bourgeoisie s'empare du pouvoir dès 1649.

Le cas de l'Europe occidentale et centrale est particulièrement intéressant. Le « coup de tonnerre » de 1789 a produit ses répercussions dans toute l'Europe, mais la Sainte Alliance a fait succomber la révolution après 26 ans de combat, sans pouvoir toutefois rétablir les vieux rapports sociaux en France. Ce pays garda donc la physionomie d'une aire spécifique jusqu'à l'approche de 1848, où le marxisme

(18) On peut citer notamment *Pour mettre les points sur les i, Facteurs de race et de nation dans la théorie marxiste* et *Les révolutions multiples*, textes déjà mentionnés à la note (1), ou les *Leçons des contre-révolutions*, évoqués à la note (10).

(19) *Russia e rivoluzione nella teoria marxista, op. cit.*

avance la perspective de la *révolution en permanence* : le prolétariat, en s'emparant du pouvoir à Paris, devait donner le signal de la révolution allemande, où le prolétariat aurait coiffé la bourgeoisie au poteau ; la révolution pourrait alors vaincre la résistance de la grande forteresse bourgeoise, l'Angleterre, et l'Europe prolétarienne unie serait en mesure de déclarer la guerre révolutionnaire à la Russie des tsars, encore barbare et féodale. C'est seulement après sa démolition que la victoire du prolétariat serait assurée. La défaite du prolétariat parisien ne confina pas seulement la révolution européenne de 1848-50 dans un horizon bourgeois. Elle eut pour conséquence la contre-révolution féodale, qui unifia toute l'aire européenne.

Les guerres nationales prirent alors le relais des révolutions populaires avec les heurts de 1859, 1866, 1870, tandis que l'Amérique elle-même achevait sa révolution bourgeoise avec la victoire de 1865 sur la sécession sudiste. Ces événements couronnés par la Commune de Paris de 1871 firent désormais de l'Amérique du Nord, de l'Europe occidentale et centrale et de l'Angleterre, une seule et même aire qui parviendra de façon unitaire à la phase impérialiste en entraînant le Japon et la Russie dans son sillage.

Les leçons de ce cycle sont particulièrement intéressantes pour aujourd'hui, puisqu'on y voit par exemple le poids formidable que le tsarisme, extérieur à l'aire européenne, et le prolétariat, facteur interne mais non bourgeois, exercent sur l'alignement des forces bourgeoises elles-mêmes à l'échelle du continent : la défaite de la révolution libérale en Europe centrale a donné à la bourgeoisie française, déjà aux prises avec un prolétariat combatif, un regain d'élan progressistes, tandis que l'insurrection de Juin à Paris a annihilé complètement les velléités de lutte politique de la bourgeoisie allemande, venue en retard dans son aire. En fin de compte l'unification, l'*homogénéisation politique* d'une aire s'opère à travers les avances et les retards des différentes classes, pour tendre à un alignement général des classes qui permet de circonscrire les limites des différentes aires.

A la fin du XIX^e siècle, on assiste à la naissance d'une aire révolutionnaire bourgeoise chez les Slaves du Sud et en Russie, qui touche à sa fin avec les guerres balkaniques et la révolution turque de 1912, et la victoire du pouvoir prolétarien en Russie en 1917. Dans une certaine mesure, nous avons pu considérer, comme Lénine l'a déjà fait avant nous, la Russie comme faisant partie d'une grande aire européenne, ceci par rapport à l'aire asiatique : c'est ce qui explique l'incapacité totale de la bourgeoisie russe à accomplir ses propres tâches : elle a poussé à fond les tendances de la bourgeoisie allemande, parce qu'elle était liée à l'Europe par mille fils sociaux et politiques.

Le cas du Japon, sorte d'Angleterre de l'Extrême-Orient, est un peu à part ; la transformation bourgeoise y fut entamée en 1868, mais la guerre russo-japonaise a montré qu'au début du XX^e siècle il avait déjà pris une longueur d'avance sur son énorme voisin continental.

L'Amérique latine forme indéniablement une aire particulière. S'émancipant de la tutelle espagnole en contrecoup, des guerres napo-

léoniennes, elle est tombée ensuite sous la coupe anglaise qui l'intègre de plus en plus au marché international avant que les Etats-Unis en fassent leur chasse gardée. A l'exception de la révolution mexicaine de 1911, cette région n'a pas connu de grandes révolutions comme ce fut le cas de l'Europe ou de l'Asie. L'émigration ouvrière européenne (en particulier espagnole et italienne) a produit au début du siècle un mouvement ouvrier combatif, qui a rapidement été submergé par la conjugaison du reflux révolutionnaire prolétarien international et d'une industrialisation qui s'est servie des guerres impérialistes comme d'un tremplin. La vague sociale de l'après-guerre répond en Amérique latine aux résultats de cette transformation capitaliste qui exigeait des changements politiques correspondants. Il y eut les soulèvements en Colombie, en Bolivie, et au Guatemala. Il y eut enfin la révolution cubaine de 1959, qui a pris d'autant plus de relief que la vague anti-impérialiste s'appuie là sur des rapports véritablement coloniaux.

L'Orient, allant dans la terminologie du XIX^e siècle de la Chine au Maghreb, s'est éveillé à la lutte nationale bourgeoise dans le sillage de l'Europe orientale. La défaite militaire de la Russie devant une puissance asiatique et la révolution de 1905 en Russie ont eu leurs contrecoups en Iran avec la révolution constitutionnelle de 1905, en Turquie avec le mouvement des Jeunes Turcs en 1908, en Chine avec la révolution républicaine de 1911, la lancée en 1906 du terrorisme et de la lutte populaire anti-coloniale, la naissance du mouvement national en Egypte en 1907, et en Indonésie en 1908.

Dès lors, tous ces événements devaient réagir les uns sur les autres et s'épauler mutuellement. La première guerre impérialiste, par la brèche qu'elle ouvrait dans le mur des forteresses impérialistes et, il va sans dire, la révolution bolchévique, donnèrent un formidable élan à l'ensemble de l'Asie. La vague grossit, entraîna massivement la paysannerie et, surtout, la classe ouvrière put trouver autour de l'Internationale de Lénine un pôle d'organisation dès ses premiers pas sur la scène politique. Le prolétariat n'attendit pas que la bourgeoisie ait épuisé ses capacités de lutte pour s'affronter à elle. Il se posa directement en concurrent dans la conduite de la révolution antiféodale et anticoloniale et dans la direction des révoltes paysannes ; il lutta sans auto-censure pour ses propres revendications face à la bourgeoisie. Le résultat fut une bataille immédiate. Ce furent la répression du mouvement prolétarien en Turquie par Kemal Pacha en 1922, en Egypte par Zaghlul Pacha et le Wafd en 1923, le coup d'arrêt donné en Inde au mouvement national lui-même dès qu'il passe à la fin 21 à l'affrontement violent avec l'impérialisme, et le prêchi-prêcha de Gandhi sur la non-violence. Ce fut, en Chine, la paralysie du mouvement prolétarien par la tactique funeste de l'entrée dans le Kuomintang qui livra ouvriers et paysans chinois à l'holocauste de Tchiang Kaïchek.

Les massacres de millions de paysans du Hunan et du Hubei par les troupes du Kuomintang en 1926, de centaines de milliers de prolétaires chinois à Canton et Shanghai en 1926-27 et l'éli-

mination de tout mouvement prolétarien organisé, parallèle à la répression des grèves et des insurrections populaires en Indonésie fin 1926 début 1927, ne marqua pas seulement la fin de la possibilité de la *révolution double* greffée sur la révolution anti-coloniale en Asie. Elle sonna aussi le glas de la vague anti-coloniale du premier après-guerre, en *même temps* que la fin de celle de la révolution prolétarienne en Europe et en Russie. Seuls quelques mouvements ont pu prendre leur essor dans les années trente, comme en Indochine, en Palestine et en Algérie.

Dès lors, c'est la seconde guerre qui devait ouvrir une nouvelle brèche au mouvement social. La bourgeoisie, débarrassée d'un mouvement prolétarien indépendant et de l'aile radicale du mouvement paysan, va pouvoir montrer toute sa capacité historique progressive sans être fondamentalement gênée par la contestation sociale. Après la *grande occasion* manquée des années 20 où le prolétariat n'a pas pu saisir le pouvoir, s'est donc ouvert un nouveau cycle bourgeois dans ce qui devait devenir la « zone des tempêtes ». Nous avons déjà vu une certaine unification de toute l'aire allant de l'Égypte à la Chine. Dans le second après-guerre, cette aire s'unifia davantage encore en s'intégrant le Maghreb, et ses luttes se répercutèrent en Afrique Noire, qui participa à la vague d'indépendance, ainsi qu'en Amérique latine, qui connut elle-même une sorte de *regain* anti-impérialiste.

Le problème qui se pose maintenant à nous est celui de la fermeture du cycle révolutionnaire bourgeois dans les pays qui ont été secoués par cette grande vague anti-impérialiste. Nos maîtres l'ont étudié pour le cycle européen et nous nous référerons à eux, tout en tenant compte des caractéristiques propres au XX^e siècle, où ce cycle est parcouru sous la coupe de l'impérialisme.

Révolution bourgeoise et « suppléments de révolution »

Il serait absurde d'imaginer la révolution comme un phénomène instantané qui étendrait d'un seul coup toutes ses conséquences dans tous les domaines de la société. La révolution — et cela est vrai aussi bien pour la révolution communiste que pour la révolution bourgeoise bien que dans une acception différente — n'est pas un acte unique, mais une succession plus ou moins longue de bouleversements révolutionnaires qui s'étendent sur une période historique entière.

Si l'on prend l'Angleterre, que la myopie bourgeoise intéressée cite comme exemple de transformation pacifique par des réformes et non par des révolutions, on oublie trop souvent qu'elle fut secouée de 1648 à 1688 par une formidable instabilité sociale, une suite de révolutions, de guerres civiles et de contre-révolutions, de nouvelles révolutions. C'est au terme de cette période agitée longue de quarante années que la bourgeoisie anglaise mit définitivement la main sur le pouvoir d'Etat. C'est seulement alors qu'elle put prendre toutes les mesures indispensables à la victoire définitive et au plein développement de l'industrie. Elle le fit *par le haut*, grâce au *pouvoir d'Etat*, où si l'on

veut par des réformes et non par des révolutions modifiant la nature de l'Etat. Ce qui n'alla d'ailleurs pas sans batailles politiques, notamment pour éliminer du pouvoir le secteur le plus archaïque de la bourgeoisie, les propriétaires fonciers, avec lesquels la bourgeoisie manufacturière partageait le pouvoir au départ.

Le cas de la bourgeoisie française est également éloquent : vingt-six ans de révolutions de 1789 à 1815, sous forme de révolutions politiques d'abord, de guerres révolutionnaires ensuite, mais la bourgeoisie bien que socialement victorieuse ne parvint pas à imposer son pouvoir. Chassée par la contre-révolution en 1815, elle dut « refaire la révolution ». Il fallut 1830 et 1848 pour que la bourgeoisie industrielle soit portée *directement* au pouvoir, et pour peu de temps, car l'empire la « déposséda » politiquement. C'est seulement à partir de 1870 qu'elle détient en personne et définitivement le pouvoir. Après la « grande révolution » de 1789-95, qui est elle-même une série d'actes révolutionnaires et d'insurrections, on assiste donc aux « révolutions constitutionnelles » de 1830, 1848, 1870, qui déplacent le pouvoir d'une fraction de la bourgeoisie à l'autre et qui représentent des conditions utiles au développement historique (20).

L'exemple américain nous est également précieux, car il se passe rien moins que quatre-vingt-neuf années entre le début de la guerre d'indépendance en 1776 et la victoire sur la sécession sudiste qui, comme l'a affirmé Marx, a bien « valeur de révolution bourgeoise ». Les propriétaires fonciers qui ont la main sur les Etats du Sud n'étaient pas des landlords anglais. Leur mode de production de maîtres d'esclaves épuisait littéralement la nature et les hommes et l'extension du commerce de coton entraînait leur expansion dans l'Ouest et vers le Nord au risque de paralyser les marchés agricoles et le marché du travail, et donc d'asphyxier l'industrie au Nord. Une solution révolutionnaire était par conséquent inéluctable. Cet exemple nord-américain permet donc de montrer combien il serait faux de prétendre fermer *a priori* la phase révolutionnaire de la bourgeoisie avec l'indépendance nationale, en se fondant sur une comparaison superficielle avec l'Europe occidentale où cette fermeture a effectivement coïncidé avec la constitution en grands Etats nationaux (21).

Une période plus longue encore a séparé en Amérique latine la période de l'indépendance et celle de l'élimination du poids politique

(20) « La grande erreur des Allemands, écrivait Engels le 17 août 1883 à Bernstein, c'est de se représenter la révolution comme quelque chose qui se règle en une nuit. En fait, c'est un processus de développement des masses dans des conditions accélérées, processus s'étendant sur des années. Chacune des révolutions qui s'est faite en une nuit (1830) s'est bornée à éliminer une réaction d'emblée sans espoir ou a conduit directement au contraire de ce qu'elle s'efforçait de réaliser (cf. 1848, France) » (Marx-Engels *La commune de 1871*, UGE, Paris, 1971).

(21) Pour la fermeture du cycle national en Europe, voir l'article intitulé « Le rôle de la violence dans l'histoire » paru dans *Programme communiste* n° 81, et surtout *Facteurs de race et de nation dans la théorie marxiste*, op. cit.

des vieilles classes liées à des formes antédiluviennes d'exploitation. En tenant compte de ces précédents, il est bien difficile d'affirmer que la période de transformation capitaliste révolutionnaire est aujourd'hui terminée en Afrique noire où la vague des indépendances finit à peine, même s'il est vrai que l'impérialisme moderne permet de raccourcir considérablement les cycles historiques.

La Russie enfin a connu trois révolutions en douze ans seulement : 1905, février 1917, octobre 1917, et une guerre civile qui a duré trois ans. La période révolutionnaire a été ici considérablement raccourcie par le radicalisme du prolétariat qui, en s'emparant du pouvoir a pu réaliser de façon radicale toutes les revendications habituellement contenues dans les programmes démocratiques bourgeois, sans compter les mesures qui lui sont spécifiques. La bourgeoisie n'a tenu le pouvoir entre ses mains que huit mois, de février à octobre, avant que, avec la victoire du stalinisme que nous avons pu après coup considérer comme assurée en 1926 avec le triomphe de la funeste « théorie du socialisme dans un seul pays », ses forces finissent par submerger le parti prolétarien et le captent pour ses propres besoins.

Théoriquement, dans toute cette période et même pendant un certain temps encore après sa clôture, alors qu'elle commence à décliner sans pour autant se refuser déjà à toute réforme sérieuse (22), la bourgeoisie est encore plus ou moins intéressée à la réalisation des revendications contenues dans son programme, et effectuée par l'une ou l'autre de ses fractions : grande bourgeoisie libérale, moyenne et petite bourgeoisie industrielle, petite bourgeoisie artisanale, marchande ou intellectuelle, paysannerie moyenne. La gamme de revendications à satisfaire est extrêmement variée, mais il s'agit de celles contenues dans le programme de la démocratie petite-bourgeoise, expression radicale de la révolution bourgeoise. Il peut s'agir de la liquidation du poids des vieilles classes et de l'Eglise, aussi bien dans la société avec les réformes agraires, que dans l'Etat avec les revendications républicaines, laïques, nationales et aujourd'hui anti-impérialistes. Il peut s'agir d'assurer la participation la plus large des masses à la vie politique par les fameuses libertés de presse, d'association, de réunion, le suffrage universel, ainsi que par la suppression des discriminations concernant les nationalités mineures, les femmes et naturellement la classe ouvrière et la paysannerie (23).

(22) Même après 1870 en France, la lutte pour les réformes n'excluait nullement de nouvelles « révolutions constitutionnelles », du moins avant 1889. Quant à l'Allemagne, Engels s'attendait encore en 1885 à ce que, tout comme en 1850, la « démocratie pure » prenne tout d'abord le devant de la scène dans la révolution à venir. Il l'explique notamment dans « quelques mots sur l'histoire de la ligue des communistes », octobre 1885, in « Karl Marx devant les jurés de Cologne », *Œuvres complètes de Karl Marx*, Ed. Costes, Paris, 1939, p. 94.

(23) On peut renvoyer le lecteur au célèbre programme d'Erfurt de 1891 et à sa *Critique* par Engels (In Marx Engels, *Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt*, Ed. sociales).

Plusieurs erreurs classiques découlent d'une incompréhension de l'attitude du prolétariat vis-à-vis de *ces réformes*, attitudes qui dérivent toutes de celles déjà relevées vis-à-vis des revendications de la révolution bourgeoise en général, dont les réformes ne sont en fait que le prolongement, la « queue historique ». La première, qui dérive du *frontisme*, est une « théorie des étapes », mise en vogue par le menchévisme et poussée à son paroxysme ensuite par le stalinisme et le maoïsme ; selon elle, le prolétariat n'a *aucune revendication propre* à avancer *tant* qu'existent des revendications nationales ou démocratiques insatisfaites. Tout juste peut-il se faire l'exécuteur testamentaire de ces revendications, si la bourgeoisie renâcle à la tâche. Au fond, la confusion apportée par le stalinisme entre révolution bourgeoise et révolution socialiste, qui ravale le programme de cette dernière à un programme purement bourgeois (c'est-à-dire démocratique et national) se distingue à peine du vieux *réformisme* qui voyait la réalisation du socialisme dans l'accomplissement des réformes démocratiques bourgeoises, et contre lequel Rosa Luxemburg mena une bataille théorique et pratique impeccable. L'autre erreur, symétrique, est une erreur de type *indifférentiste*, qui accepte bien la révolution bourgeoise comme une concession à la doctrine, une sorte de moindre mal, mais se refuse obstinément à soulever des revendications non immédiatement communistes dès que l'Etat est bourgeois, comme si le capitalisme et les revendications bourgeoises étaient non un besoin du développement historique mais une simple tromperie de l'histoire.

La méthode du prolétariat communiste consiste à soulever les *revendications pressantes* nécessaires au plein développement des forces productives modernes, et surtout *pour débayer le terrain de la lutte des classes entre lui et la bourgeoisie*. Pour cela, le prolétariat se doit d'exiger des solutions radicales, là où la bourgeoisie hésite même à utiliser son pouvoir contre les vieilles classes et les restes de leur poids dans l'Etat comme dans les rapports sociaux eux-mêmes. Alors que la bourgeoisie cherche à faire de ces besoins pressants des masses un moyen de perfectionnement de sa machine d'Etat, non seulement contre les vieilles classes mais déjà et principalement contre le prolétariat, ce dernier fait de l'agitation pour ces revendications *un instrument de préparation et de mobilisation révolutionnaire* ; il les considère comme une occasion de ralliement et d'entraînement des forces prolétariennes, une occasion de *démarcation* des différentes classes et des partis correspondants dans la lutte politique *contre l'Etat bourgeois*, et un *levier pour sa propre révolution*.

Dans toute cette période *intermédiaire* du point de vue de l'alignement des forces bourgeoises et de leurs rapports avec l'Etat, on ne peut plus parler véritablement de *révolution double*, du moins au sens où nous avons utilisé ce terme pour l'Allemagne de 1848 ou la Russie de 1917. Quand elle se termine, la seule perspective qui vaille est celle de la *révolution prolétarienne*, qui peut cependant avoir à assumer des tâches sociales et politiques non encore communistes.

Comment déterminer quand la bourgeoisie cesse d'être une classe ascendante

Il s'agit maintenant de délimiter globalement la phase où le prolétariat qui lie déjà la réalisation de ces réformes la plus favorable aux masses à sa propre révolution se trouve pratiquement seul à faire avancer l'histoire et devient donc l'héritier des tâches bourgeoises non encore réalisées.

Retournons dans ce but à Lénine, dont nous avons repris la classification des grandes périodes historiques classiques : « *Il va de soi, remarque-t-il, que ces délimitations, comme en général toutes les délimitations dans la nature ou dans la société, sont conventionnelles et mobiles, relatives et non absolues. Et c'est seulement d'une manière approximative que nous prenons les faits historiques les plus saillants, les plus marquants, comme des jalons des grands mouvements historiques* » (24).

Quels sont les « *faits saillants* » qui permettent de fixer des bornes, des limites à la phase révolutionnaire dans l'aire européenne ? Le coup d'envoi de la grande « révolution » en 1789, et la Commune de Paris en 1871, avec entre les deux l'élan brisé de 1848, où un fossé sanglant s'ouvrait à Paris entre le prolétariat révolutionnaire et la démocratie bourgeoise. Comme on le remarque, les faits historiques les plus marquants résultent des luttes des classes en France. Cela n'a été sans faire tourner la tête des chauvins français qui, faute d'apporter au monde la révolution comme ils s'en vantaient en considérant la France comme le « peuple élu », lui ont du moins fait cadeau du mot *chauvinisme*, qui se prononce de la même manière, à la française, dans toutes les langues...

Pour nous, qui ne croyons en aucune mission morale ni aucun messianisme, si des événements français ont scandé l'histoire de toute l'aire européenne, du moins jusqu'en 1871, cela tient au fait que la révolution venait en France à son heure. Elle venait au moment où la bourgeoisie était déjà suffisamment développée pour pouvoir déployer tous ses talents. Et elle s'appuyait sur l'expérience accumulée de la révolution anglaise du XVII^e siècle et de l'indépendance américaine dont elle était un écho direct, c'est-à-dire qu'elle se présentait avec un programme déjà complet et expérimenté. Elle pouvait donc avoir l'audace de la jeunesse en même temps que déjà la maturité donnée par ses devancières. La bourgeoisie allemande viendra, elle, en retard dans son aire : elle se dresse au moment où le prolétariat, fort de l'expérience de ses frères des autres pays, aspire déjà à sa propre révolution.

Pour en venir aux révolutions du XX^e siècle, Lénine prévoyait déjà que la bourgeoisie chinoise ferait preuve de bien plus de qualités révo-

(24) Lénine, I., *Ibid*, p. 145.

lutionnaires que la bourgeoisie russe (25). Notre diagnostic a été le même, puisque nous avons écrit en 1953 : « *La révolution bourgeoise en Chine est venue à son heure dans son aire continentale, comme la révolution française.* »

La révolution capitaliste russe s'est produite en retard par rapport à l'histoire de son aire continentale : elle a brûlé les étapes en parvenant au capitalisme d'Etat » (26).

Dans une certaine mesure, on peut en dire de même de la révolution algérienne, qui est venue à point nommé à l'autre bout de l'aire continentale du vieux monde, au cœur des chasses gardées de l'impérialisme européen et français en particulier, et qui a entraîné dans son sillage l'Afrique noire. C'est sans doute une des caractéristiques de ces révolutions *qui viennent à l'heure* que l'irruption des masses payannes sur la scène historique, bien que cela se soit passé dans des formes différentes en France, en Chine et en Algérie.

Il s'ensuit que les événements chinois ont une importance considérable pour toute l'Asie dont ils scandent véritablement l'histoire. Cela s'est déjà vérifié avec la révolution de 1911 et de 1919, plus encore avec la défaite de 1926-27 qui a marqué le coup d'arrêt de la vague révolutionnaire du premier après-guerre. La victoire de la révolution chinoise en 1949 a secoué à son tour toute l'Asie et au-delà l'Afrique et l'Amérique latine.

Venons-en maintenant à la question vitale. La Chine a-t-elle connu par la suite de grands événements qui nous permettent de reconnaître la fin d'une phase historique ? Nous avons écrit, en 1975, lors du retrait des troupes américaines du Vietnam : « *Le cycle d'éveil de l'Asie ne s'est fermé que pour se rouvrir sur un plan plus élevé* » (27). Ce n'était pas un diagnostic émis à la légère : tous les événements ultérieurs vont venir le confirmer. C'est que la révolution vietnamienne n'est que le prolongement de la révolution chinoise. Le départ des Américains était assurément dû à la détermination nationale de la bourgeoisie vietnamienne, mais également à l'assurance que la Chine était désormais capable de jouer un rôle *stabilisateur* dans toute la région. Il est édifiant de voir la bourgeoisie chinoise, qui a présenté pendant toute une époque l'impérialisme américain comme l'ennemi numéro un — et il l'était en

(25) Lénine parlait en 1912 de la bourgeoisie chinoise et de son représentant Sun Yat Sen comme d' « *une classe ascendante et non déclinante qui ne craint pas l'avenir mais croit en lui et lutte pour lui avec abnégation* ». Et il ajoutait : « *Elle est pourrie, la bourgeoisie occidentale, déjà confrontée à son fossoyeur, le prolétariat. En Asie, par contre, il y a encore une bourgeoisie capable de représenter une démocratie conséquente, sincère et militante, une bourgeoisie qui est la digne compagne des grands prédicateurs et des grands hommes d'action de la fin du XVIII^e siècle français* » (« Démocratie et populisme en Chine », Œuvres, t. 18, p. 164).

(26) *Stalin-Malenkov : toppa non tappa* (Staline-Malenkov : un rapiécage non une étape), article publié dans le n° 6 de notre bimensuel en langue italienne *Il Programma Comunista*, de 1954.

(27) *Le Proletaire*, n° 196, 17 mai 1975.

effet, parce que véritable vainqueur de la guerre impérialiste aussi bien sur ses ennemis que sur ses alliés —, finir non seulement par se réconcilier avec lui, mais même par *s'aligner sur le même front impérialiste*. La situation est comparable aujourd'hui, bien que dans une mesure moindre, à l'autre bout de l'aire, où la bourgeoisie algérienne est poussée par un cours contradictoire à se réconcilier avec l'ennemi d'hier, l'impérialisme français.

Il faut rapprocher cet événement de l'attitude de la bourgeoisie française par rapport à la Russie au siècle dernier. Engels vit dans l'alliance franco-russe de 1891 un indice certain du déclin politique irrémédiable de la bourgeoisie française, qui avait été pendant un siècle le plus fort pilier — mais pas toujours le plus conscient ni le plus courageux — de la lutte contre la réaction tsariste. Le parallèle entre l'alignement français d'hier et l'alignement chinois d'aujourd'hui sur l'ordre établi est frappant et donne un critère sûr.

Un autre fait significatif que nous avons interprété comme annonciateur de la fin d'un cycle historique est lié au Proche-Orient. Nous avons vu pendant toute une période historique les bourgeoisies arabes agiter le drapeau de l'unité de la nation arabe. Elles la réclamaient d'une manière que nous avons considérée comme totalement impraticable, puisqu'elles prétendaient la réaliser par le haut (28), par une réforme, par l'entente entre les Etats en place, alors que l'intérêt du prolétariat et des masses exploitées et pauvres des villes et des campagnes aurait exigé une unification *par le bas*, par la destruction de tous les Etats en place. Cela signifiait non seulement une révolution agraire radicale, mais également l'affrontement ouvert et général avec les monstres impérialistes, ce qui était sans doute très difficile et d'une issue extrêmement douteuse étant donné la paix sociale qui régnait dans les métropoles, mais surtout les bourgeoisies arabes, faibles et couardes, voulaient l'éviter à tout prix.

Quoi qu'il en soit, après la guerre de 1973, la bourgeoisie égyptienne s'entendait directement avec Israël, c'est-à-dire avec la tête de pont de l'impérialisme dans la région, stigmatisé à juste titre comme l'ennemi à abattre pendant toute la période précédente. L'entrée contre-révolutionnaire des armées syriennes au Liban en 1976 montra ensuite à ceux qui pouvaient encore nourrir des illusions sur son caractère progressif, que la bourgeoisie syrienne, champion par excellence de la nation arabe, préférait encore l'ordre et le statu quo social à l'unité. A cette époque, l'OLP elle-même, en rassemblant derrière elle la bourgeoisie et les notables palestiniens, avait déjà abandonné de fait la revendication de la destruction de l'Etat colonial d'Israël, montrant ainsi qu'elle préfère l'ordre établi impérialiste, dans lequel elle tente de se faire sa petite place, aux « désordres » sociaux provoqués par la lutte

(28) Voir « *La chimère de l'unité arabe réalisée par l'entente entre les Etats* », *Il Programma Comunista* n° 10 (1957) et « *Les causes historiques du séparatisme arabe* », *Programme communiste* n° 4.

pour une revendication désormais trop radicale et qui n'est plus avancée que les jours de fête pour tromper les masses.

Que la bourgeoisie elle-même abandonne la revendication qu'elle avait mise pendant toute une période historique *au centre* de son programme n'est pas une petite chose. Hier, c'est précisément en s'appuyant sur le fait que la bourgeoisie polonaise elle-même ne mettait plus en avant la revendication de l'unité nationale, que Lénine après Mehring, Luxemburg et Kautsky, a démontré que la bourgeoisie avait épuisé son rôle historique dans l'aire européenne (29).

La domination de la bourgeoisie en tant que classe

C'est à travers des manifestations comme celles que nous venons d'étudier que se constitue *un front social commun* des classes dominantes. Pour que ce front soit stable et non occasionnel, il faut que la bourgeoisie ait *pour l'essentiel* façonné la société à son image, que les oppositions entre les différentes fractions bourgeoises soient limitées au minimum par la réalisation plus ou moins complète du programme des réformes bourgeoises. La peur du prolétariat fait le reste.

Comme Engels le remarquait à propos des luttes de classes en France, les différentes fractions bourgeoises avaient déjà démontré leur capacité à taire leurs oppositions face au danger prolétarien, notamment en 1849-51, mais ce « *gouvernement de toute la classe bourgeoise* » était, « *de par sa nature même, passager* » (30). Il en va autrement de la défaite du boulangisme en 1889 : les oppositions s'éteignaient, les vieilles fractions devaient abandonner leurs privilèges et leurs velléités politiques propres, comme cela s'était déjà passé en Angleterre, bref, « *pour la première fois, pouvait dire Engels, vous allez avoir un véritable gouvernement de la bourgeoisie tout entière* » (31), la « *domination de la bourgeoisie française en tant que classe* » (32).

Il est clair que le prolétariat n'est pas indifférent à cette lutte entre fractions bourgeoises et qu'il peut en tirer d'autant plus de profit qu'il parvient à rester *sur une position de classe indépendante*, sans prendre les concessions de telle ou telle fraction pour une preuve d'amour envers lui. Cette opposition entre fractions a cependant sur le prolétariat un *effet trompeur*, effet qui diminue lorsque cette opposition elle-même disparaît. Réciproquement, pour se réaliser en dépit des problèmes sociaux non réglés et des réformes trop délicates, cette unification a besoin d'un aiguillon : la lutte prolétarienne. Et si les « *coups de tête* » d'hier, aussi bien en juin 1848 qu'en mars 1871, poussaient à une union encore « *passagère* », la croissance régulière du

(29) Voir notamment l'article de Lénine intitulé « La question nationale dans notre programme », 1903, *Œuvres*, t. 6, les pages 479-482.

(30) Lettre à Laura Lafargue, 8 octobre 1889, *Correspondance* Engels Lafargue, t. II; Ed. sociales, Paris 1957, p. 339.

(31) Id., ibid., p. 339.

(32) Lettre à Laura Lafargue du 29 octobre 1889, *op. cit.*, t. II, p. 317.

prolétariat comme mouvement social puissamment organisé à la fin du XIX^e siècle devait contribuer à cimenter le *front commun de l'ordre établi*.

« *Ce dont je vous félicite le plus, écrivait Engels à Paul Lafargue en 1892, c'est qu'en France aussi la « masse réactionnaire unique et compacte » de Lassalle, la coalition de tous les pactes contre les socialistes commence à se former [...]. C'est le meilleur signe de progrès, c'est la preuve qu'on vous craint, non pas comme force émeutière à action accidentelle, mais comme force régulière, organisée, politique* » (33).

Une telle « unification » politique ne signifie nullement que toute friction ait disparu entre partis bourgeois, qui ont encore des visées différentes puisqu'ils représentent des intérêts capitalistes différents : « *ici en Angleterre, s'exerce la domination de la classe bourgeoise tout entière, mais cela ne veut pas dire que conservateurs et radicaux ne forment qu'un bloc, au contraire, chaque parti prend la relève de l'autre* » (34). En effet, les antagonismes réels reposant sur des intérêts économiques divergeants, que la marche chaotique du capital tend à opposer au lieu de les unir, demeurent, mais toutes les fractions cherchent au moins à mettre au-dessus de leurs querelles leur intérêt commun, leur privilège social. On est alors à l'heure « *du parlementarisme à son apogée : deux partis se disputant la majorité et devenant à tour de rôle gouvernement et opposition* » (35), tous deux aussi indispensables par conséquent au fonctionnement de la machine de l'Etat.

Pour expliquer comment se constitue aujourd'hui ce *front social unifié* dans les pays de jeune capitalisme, il faut encore analyser deux phénomènes : d'abord le rôle de l'impérialisme comme facteur d'unification et de centralisation dans l'évolution historique des vieux capitalismes, et ensuite son poids dans le processus de stabilisation politique des jeunes bourgeoisies.

A l'heure où Engels écrivait, le phénomène d'*unification sociale et politique* de la bourgeoisie se manifestait pour ainsi dire à *l'état pur*, sans l'intervention de cet agent centralisateur qu'est le capital financier, qui allait encore renforcer la cohésion des forces politiques bourgeoises en s'appuyant sur la concentration capitaliste elle-même. Grâce à la participation de toutes les fractions de la bourgeoisie à un Etat dont le maniement revient de plus en plus exclusivement à quelques grands intérêts capitalistes, la bourgeoisie est parvenue par la suite à se doter en même temps d'une véritable *main de fer* pour tenter de contenir les antagonismes sociaux grandissants et, grâce à l'illusion du « pluralisme, de l'alternance démocratique », d'amortisseurs politiques efficaces.

(33) Lettre d'Engels à Paul Lafargue du 9 mai 1892, *op. cit.*, t. III, p. 184.

(34) Lettre d'Engels à Laura Lafargue du 29 octobre 1889, *op. cit.*, t. III, p. 347.

(35) Id., *ibid.*, p. 347.

Ce système a été poussé à ses conséquences extrêmes par la participation à l'Etat des bureaucraties ouvrières achetées « par les miettes tombées de la table des festins impérialistes », qui livrent à l'ordre établi une classe ouvrière réduite à l'impuissance par le réformisme. Cette tendance, réalisée de façon brutale et violente par les *fascismes* historiques là où ils ont dû briser la classe ouvrière par la force, s'est accomplie de façon encore plus parfaite dans les démocraties impérialistes occidentales, qui ont vaincu les Etats fascistes, mais bénéficié de leurs enseignements. Elle s'est également réalisée sous des formes particulières dans les pays de l'Europe orientale. La contre-révolution stalinienne n'a pu y vaincre la révolution prolétarienne qu'en utilisant l'arme de celle-ci, la dictature du parti unique, et l'a introduite à la pointe des baïonnettes dans les « démocraties populaires », de même qu'à l'Ouest la « démocratie libérale » faisait partie de l'équipement des chars Patton.

La tendance à la formation d'un seul parti bourgeois *achevant* la constitution d'un front social commun de la bourgeoisie est déjà parfaitement contenue dans la démocratie en tant que dictature de classe, comme il ressort des commentaires d'Engels lui-même. Après avoir affirmé qu'en France « *conservateurs et radicaux ne forment qu'un bloc* » et « *qu'au contraire, chaque parti prend la relève l'un de l'autre* », il ajoutait en effet : « *Si les choses devaient suivre leur cours classique et lent, alors la montée du parti prolétarien les forcerait finalement sans aucun doute à fusionner contre cette opposition nouvelle et extra-parlementaire. Mais il n'est pas probable que les choses se passeront ainsi : leur développement connaîtra des accélérations violentes* » (36).

Rapports entre jeunes bourgeoisies et impérialisme

Le phénomène d'unification des forces bourgeoises dans les pays de jeune capitalisme n'a pas besoin de parcourir le long cheminement que nous venons de suivre dans les pays de vieux capitalisme. Le processus y est en même temps plus court et plus complexe.

Nous avons déjà vu que les nouvelles aires parviennent au plein capitalisme plus vite que les vieilles, car le poids de l'impérialisme les condamne à rattraper leur retard à marches forcées (37). Mais ce n'est pas tout. Les forces qui se heurtent sur ce terrain modifié sont également transformées. Au XIX^e siècle, le rempart de la réaction était le tsarisme, le féodalisme russe, qui représentait l'ennemi politique mais plus encore *social* des bourgeoisies européennes : il y avait entre elles et lui le *fossé d'un mode de production*.

Au XX^e siècle, l'élément féodal-patriarcal existe encore. Mais d'abord, il a mondialement et localement un poids *moins grand*, et ensuite, là où il *subsiste*, il se trouve désormais *subordonné* à l'im-

(36) Id., *ibid.*, p. 347.

(37) Voir la partie intitulée « Phases, principe et tactique », pp. 30 à 33.

périalisme qui s'est asservi politiquement les vieilles classes. Or si l'impérialisme est pour les bourgeoisies ascendantes un adversaire politique et militaire bien plus coriace que ne pouvait l'être hier le tsarisme, il entretient avec elles des rapports sociaux tout à fait différents : rapports de concurrence économique, naturellement, et surtout rapports d'opposition politique tant qu'existe l'oppression coloniale-nationale, mais absence d'antagonisme social. Les vieilles bourgeoisies impérialistes n'ont pas un mode de production différent des jeunes. Elles sont le produit achevé et sénile d'un mode de production dont les nouvelles bourgeoisies ne sont encore qu'une expression adolescente bien que déformée. Il existe entre elles une sorte d'« opposition de générations », mais une identité de société.

Entre la classe bourgeoise et la vieille classe féodale il y avait déjà malgré l'opposition radicale des modes de production un *élément de complicité sociale*, du fait que *toutes deux sont des classes exploiteuses* et que la bourgeoisie hérite en partie et perfectionne les méthodes d'oppression utilisées par les Etats précédents. Cette complicité est mille fois plus grande encore entre les jeunes bourgeoisies et les vieilles qui, bien que leurs adversaires, sont aussi leurs alliées de classe et leurs modèles face aux « classes dangereuses ».

Cette collusion s'est manifestée partout, bien qu'à des degrés très divers, et la lutte nationale s'est souvent terminée sur un compromis pour éviter la radicalisation sociale ; ce fut le cas dans l'Inde de 1947, la Chine de 1949, l'Algérie de 1962 et plus près de nous, la Palestine de 1974-76. Il est clair que dans ce processus de convergence, le stalinisme et la social-démocratie ont joué un rôle actif en tant qu'agents directs de l'ordre impérialiste mondial. De plus, les lendemains de la victoire et l'expérience des indépendances ont uniformément démontré que les jeunes classes bourgeoisies, même les plus radicales, ont su rapidement oublier leurs réticences vis-à-vis de leurs aînées et appliquer aux masses exploitées les bonnes vieilles méthodes qui passaient jusque-là pour caractéristiques de la colonisation.

Il faut dire que la domination impérialiste, surtout lorsqu'elle s'est faite directe, carrément coloniale, a mis en place des Etats dont la fonction est d'instaurer les conditions de l'accumulation de capital, même à partir de formes sociales très archaïques. De tels Etats au service de l'impérialisme lui confèrent d'incomparables privilèges politiques et économiques auxquels la bourgeoisie locale opprimée ne peut pas ne pas se heurter. Cependant cet Etat se donne immédiatement des formes centralisées d'administration et de contrôle social et doit mettre sur pied beaucoup plus vite que'en Europe un réseau de communications et une administration modernes, une école obligatoire, une législation sociale, etc., dans un sens il est *en avance sur le développement de la société et de la bourgeoisie elle-même* et réalise, grâce au poids social du capital financier, bien des réformes que la bourgeoisie européenne, pour pouvoir se développer, avait dû imposer par la lutte politique aux vieilles classes. Ainsi, même si les jeunes bourgeoisies se heurtent nécessairement à la *forme coloniale* de l'Etat et

aux privilèges politiques de l'impérialisme, ce dernier leur a considérablement mâché la tâche sociale. Au lieu d'avoir à « modeler la société à leur image » elles se dépêchent de se modeler sur une société au moins partiellement préexistante.

Il s'ensuit que si leur opposition nationale à l'impérialisme les a souvent contraintes à de formidables mobilisations des masses dans des guerres nationales d'envergure, comme en Indochine ou en Algérie, ces bourgeoisies ont eu à faire preuve de bien moins de *combativité sociale* que leurs aînées du XIX^e siècle. Si l'on ajoute à cela l'étroitesse de leur base sociale, leur formidable handicap dans la concurrence avec les bourgeoisies déjà assises, et la timidité qui en résulte vis-à-vis des vieilles classes patriarcales-féodales, on comprend qu'elles se soient en fin de compte laissées arracher par les masses exploitées moins de concessions sociales et politiques que leurs aînées (38).

Unification tourmentée mais accélérée des jeunes classes bourgeoises

L'épuisement rapide des capacités progressives de la bourgeoisie entraîne des querelles perpétuelles entre les fractions bourgeoises incapables d'imposer par elles-mêmes les réformes indispensables à la marche de la société. Dans ces conditions, la mise en œuvre de ces réformes revient à des dictatures militaires plus ou moins ouvertes, qui s'appuient sur l'élément de centralisation et de discipline que représentent le capital financier et l'impérialisme. Ces « gouvernements forts » parviennent d'autant mieux à vaincre les résistances des différentes fractions bourgeoises qu'ils les soulagent toutes de la peur d'une explosion sociale et d'une irruption des masses exploitées sur la scène politique.

L'Amérique latine des vingt dernières années nous donne de ce phénomène un choix d'exemples presque embarrassant, sans doute parce que le processus y est très avancé, vu que la pénétration du capitalisme a été plus précoce dans cette aire et que les bourgeoisies n'y sont précisément plus si jeunes. D'un côté, les vieilles castes semi-coloniales, inscrites dans la société et l'Etat, s'agrippent désespérément à leurs privilèges devant la colère populaire et ont besoin d'une injonction péremptoire de leur maître impérialiste pour faire les concessions les plus élémentaires, comme le montre l'exemple d'El Salvador. De l'autre côté, la petite bourgeoisie, même guérillériste, en vient à trahir les besoins les plus pressants des masses, notamment en matière agraire ou en ce qui concerne les libertés politiques, tant est puissant le besoin de l'ensemble des fractions bourgeoises d'assurer *avant tout* le renforcement de la machine de l'Etat, comme le confirme l'exemple du Nicaragua.

(38) Voir la série intitulée « La question des libertés politiques » publiées dans notre organe bilingue pour les pays du Maghreb : *el oumami* n° 6 et 7.

Que la tendance à la fusion de tous les partis bourgeois en un seul se soit aujourd'hui considérablement renforcée, c'est incontestable. Le parti bourgeois unique était avec le fascisme l'*aboutissement* et le *complément* de la formation d'un front social bourgeois. Avec le stalinisme, il devint le moyen d'évincer le prolétariat du pouvoir. Il s'est désormais transformé dans la grande vague anticoloniale en un *instrument d'unification* des efforts de la bourgeoisie dans sa lutte contre l'impérialisme et, en même temps, contre les tendances à l'affirmation des intérêts radicaux des masses exploitées ; il est devenu un *accélérateur* de la « domination de la bourgeoisie en tant que classe ».

Ce processus est encore renforcé par le besoin de l'ensemble de la société bourgeoise de bander toutes ses forces pour faire une place à l'économie nationale sur un marché mondial déjà archiconcentré. La fonction de l'Etat comme « puissance économique » selon l'expression de Marx est donc portée à un degré encore plus grand que partout ailleurs. Et comme cette puissance a besoin d'être tenue en main par une force elle-même concentrée, c'est l'armée qui, avec sa structure fortement hiérarchisée, se trouve souvent désignée pour cette tâche ; là où le mouvement social n'a pas encore produit de parti unique, c'est elle qui en tient lieu, ou bien elle en crée un qui n'est que son ombre.

Ainsi, la tendance à la formation d'un parti bourgeois unique se fraie la voie même à travers ces dictatures militaires ; en liquidant les influences des classes archaïques, dans l'Etat sinon dans la société, l'armée déblaye le terrain social pour l'unification stable de la bourgeoisie ; et dans ces conditions, les dictatures militaires tendent à être soutenues par le « consensus démocratique » des partis bourgeois, comme en Argentine ou au Brésil, ce qui les renforce considérablement.

On obtient alors toute une gamme de formes politiques qui ne se distinguent que par les poids respectifs de la hiérarchie militaire et du parti unique, et les façons de s'unir plus étroitement.

La forme idéale de domination de la bourgeoisie comme « classe une et indivisible », représentée à la fin du siècle dernier par le « parlementarisme à son apogée », tend donc à devenir aujourd'hui pour les jeunes bourgeoisies du XX^e siècle impérialiste, une sorte de *militarisme plébiscitaire* ou de *dictature militaire consensuelle*.

Il est clair que lorsque nous parlons de la bourgeoisie, il s'agit de tout l'arc des classes et sous-classes bourgeoises, qui comprend en particulier la propriété foncière bourgeoise, la bourgeoisie financière et commerciale plus ou moins liée à l'impérialisme, la moyenne et petite bourgeoisie industrielle liée à l'Etat national, sous-traitante de grands trusts internationaux ou ayant son propre mot à dire sur le marché local, national ou même international, mais aussi la petite bourgeoisie urbaine, artisanale, commerciale ou intellectuelle, les couches moyennes salariées liées à la gestion du capital, la paysannerie riche et moyenne, ainsi que les petits propriétaires. Nous n'opposons nullement la petite bourgeoisie à la bourgeoisie du point de vue de l'accomplissement des tâches bourgeoises. Tout au plus se révèle-t-elle sur le plan politique

la fraction bourgeoise la plus extrême. En effet si l'on regarde les révolutions les plus significatives parce que les plus radicales, comme celles de la Chine ou de l'Algérie, on voit que ce n'est nullement la bourgeoisie libérale qui a tenu le devant de la scène, mais bien la petite bourgeoisie ; comme dans la France jacobine, c'est elle qui a fourni le parti de la révolution bourgeoise. Cette constatation est d'une grande importance aujourd'hui où de nombreux courants admettent bien que la bourgeoisie a épuisé son rôle révolutionnaire, mais prêchent le bras-dessus-bras-dessous avec la petite bourgeoisie pour terminer les tâches bourgeoises antiféodales et anti-impérialistes, même dans des pays où elle participe déjà d'une manière ou d'une autre à l'Etat (39).

S'il était donc juste au début du siècle d'attendre en Orient un cycle révolutionnaire bourgeois plus brillant qu'il ne fut dans l'aire russe, la bourgeoisie s'y est tout de même comportée avec la couardise caractéristique des cadettes arrivées après leurs grandes aînées euro-américaines sur la scène de l'histoire.

A la limite de deux époques

Il est manifeste aujourd'hui que nous assistons à la fin de la grande vague du mouvement anti-impérialiste du second après-guerre, qui a été marqué par la constitution de grands Etats nationaux dans la vaste aire géographique centrée sur la Chine et allant de la Corée au Maghreb, mais dont les secousses se reflétaient jusqu'en Afrique noire et en Amérique latine. L'unification apocalyptique de la péninsule indochinoise, l'entrée contre-révolutionnaire des troupes syriennes au Liban, le tarissement des mouvements guérilléristes en Amérique latine et l'impuissance avérée du sandinisme, l'incapacité de la « révolution islamique » à résoudre les problèmes sociaux qui ont mis les masses iraniennes en mouvement et le carnage perpétré au Kurdistan sous un masque anti-impérialiste, l'aplatissement de la guérilla qui accepte au Zimbabwe de servir de décorum au pouvoir blanc, tous ces événements tragiques constituent des signes de ce tournant.

La question qui se pose désormais est la suivante : après la première vague orientale de 1905-1927 et la grande vague du second après-guerre, en gros 1945-1975, la nouvelle vague sociale qui secouera les continents de capitalisme neuf prendra-t-elle le même caractère d'une vague avant tout bourgeoise, c'est-à-dire anti-féodale et anti-impérialiste ? Toute l'étude que nous avons entreprise tend à montrer que la fin de cette vague arrive à un moment où les continents économiquement « arriérés » ont précisément considérablement mûri et « avancé » du point de vue capitaliste. Nous avons rassemblé dans un tableau quelques données caractéristiques de la maturité du développement capitaliste. On peut voir que toutes concordent pour faire de la part de la

(39) Nous l'avons montré en particulier dans la note intitulée « Le programme des « Fedayin » iraniens, ou les limites du démocratisation » paru dans *Programme Communiste* n° 81.

population active non agricole dans la population totale un critère relativement fiable du degré de transformation capitaliste du tissu social.

COMPARAISON DU DEGRE DE DEVELOPPEMENT CAPITALISTE DES DIFFERENTES AIRES

	Population	PNB	Population active non agricole dans la population active totale	PNB par habitant	Consommation d'énergie par habitant
	1977 millions hab.	1977 milliards \$	1977 %	1977 \$	1976 kg équiv. charbon
Amérique Nord	240	2.091	97	8.710	11.364
Europe Occidentale	371	2.102	88	5.670	4.268
Europe Est	108	354	70	3.280	5.336
URSS	259	861	81	3.320	5.233
Japon	113	737	87	6.520	3.679
Océanie	22	121	93	5.500	4.818
NORD	1.113	6.266	86	5.630	6.081
Afrique du Sud	27	38	71	1.410	3.345
Amérique Latine	342	437	64	1.280	1.030
Proche-Orient	220	316	50	1.440	851
Extrême-Orient	978	453	39	460	759
Sud-Est Asiatique	330	115	37	350	238
Subcontinent Indien	832	129	33	155	187
Afrique Centrale	300	100	27	330	111
SUD	3.029	1.588	39	525	540
MONDE	4.142	7.854	53	1.900	2.057

Sources : World Bank, 1979 World Bank Atlas (Washington, 1979) pour la population, le PNB et le PNB per capita ; FAO, Production Yearbook, vol. 31, 1977 (Rome, 1978) pour la population active agricole ; United Nations, World Statistics in Brief, 1978 (New York, 1978) ; Banque Mondiale, Rapport sur le développement dans le monde, 1978 (Washington, 1978) pour la consommation d'énergie par habitant.

Au XIX^e siècle, des pays comme les Etats-Unis, l'Allemagne et la France ont passé le cap de 50 % de population active non agricole dans la période 1860-1880, soit à peu près au moment où l'on considère que se termine la transformation révolutionnaire du capitalisme. Vers 1870, l'Italie en était à 40 %, l'Espagne et la Hongrie à 30 %. Le Japon, lui, a passé ce cap vers 1930 et la Russie dans les années 50, à l'heure où le stalinisme a laissé la place au krouchtchévisme. Le parallèle avec les nouvelles aires capitalistes est instructif, même si la comparaison doit tenir compte du fait que des zones de développement capitaliste très avancé et concentré y coexistent avec de vastes secteurs archaïques souvent encore semiféodaux et patriarcaux. L'Amérique latine dans son ensemble passe ce cap des 50 % à la fin des années 50, soit au moment de la révolution cubaine, le Proche-Orient (considéré du Maroc à l'Iran, Turquie comprise) au milieu des années 70.

Si l'on compare maintenant les pays qui ont formé l'épicentre des bouleversements politiques au XIX^e siècle et au XX^e, proportionnellement, la population active chinoise travaillant dans l'agriculture est comparable en 1975 à celle de la France de 1848-50 et au rythme actuel, elle descendra en 2000 au niveau de la France de 1880. Le subcontinent indien et le Sud-Est asiatique se trouvent aujourd'hui dans une situation comparable à celle de l'Allemagne ou des Etats-Unis de 1850, l'Afrique noire à celle de l'Europe méridionale de la même époque. L'Afrique noire, qui est l'aire globalement la plus retardataire, a aujourd'hui une population active non agricole qui égale cependant celle du subcontinent indien, du Sud-Est asiatique ou de la Chine du début des années 60, ou encore de la Russie de 1927-28, à la veille de la grande industrialisation stalinienne.

Aujourd'hui, déjà, le problème de la transformation socialiste de ces aires se pose en d'autres termes que pour la Russie de 1917. Le suréquipement des pays riches permettra d'accélérer cette *transformation* qui sera de plus en plus l'œuvre du prolétariat de tous les continents.

Or nous avons vu que si les cycles économiques s'accélérent, les cycles politiques tendent à se raccourcir davantage encore, et que la capacité progressiste des bourgeoisies de la « zone des tempêtes » était en train de s'épuiser. Peut-on imaginer dans ces conditions qu'une nouvelle vague révolutionnaire — c'est-à-dire non un simple épisode, mais un mouvement s'étendant sur vingt ou trente années — prenne les caractères d'une nouvelle « phase éruptive du mouvement anti-colonial », surtout si l'on tient compte du fait que les luttes prolétariennes stimulées par la crise pointent à l'horizon ? Au terme de cette étude, la simple énonciation d'une telle hypothèse révèle combien elle est improbable. Si les grandes phases historiques sont déterminées par de « grands événements historiques », il est certain que la fin d'une vague révolutionnaire en est un. C'est pourquoi nous pouvons considérer que la fin de la guerre d'Indochine borne bien cette phase essentiellement caractérisée par l'« éveil de l'Asie », qui s'est donc étalé de 1905 à 1975. La coïncidence de la fin de ce grand cycle historique avec

la fin du cycle d'accumulation de l'après-guerre et l'entrée dans une ère de crises capitalistes de tous ordres a une énorme importance, parce qu'elle doit stimuler la lutte prolétarienne dans les pays de jeune capitalisme à un moment où nous attendons également de la crise le retour de la lutte de classe indépendante dans les métropoles impérialistes d'où la contre-révolution stalinienne l'a chassé pendant plus de cinquante années.

Dans cette hypothèse, la prochaine vague révolutionnaire révélera certes la maturité plus grande de certaines régions, et le retard d'autres où pourront encore se manifester une sorte de *regain* anticolonial, et des avancées et reculs inévitables dans des mouvements locaux et partiels. Elle devra inévitablement frayer sa voie dans un terrain encombré par une multitude de tâches encore bourgeoises, qui résultent du poids des vieux rapports sociaux et de la domination de l'impérialisme sous des formes plus ou moins archaïques. Mais dans l'ensemble, cette vague assumera dans les pays de *jeune capitalisme* un caractère *prolétarien* accusé. En attendant qu'elle prenne son essor, nous sommes « à la limite de deux époques », comme le montre l'impuissance politique des partis petits-bourgeois qui cherchent à canaliser le mouvement social aussi bien en Iran qu'en Amérique centrale.

Le vrai résultat des révolutions bourgeoises, c'est l'apparition du prolétariat

Pendant des décennies, nous avons combattu tous les courants qui ne voyaient dans les batailles nationales de la « zone des tempêtes » que la permanence de la lutte pour la « liberté », la « nation », la « démocratie » et autres valeurs bourgeoises « éternelles », et sympathisaient avec elles dans cette mesure exclusivement. Nous avons dû combattre également les courants qui les condamnaient sous prétexte qu'elles étaient nationales, démocratiques et donc bourgeoises. Pour nous, marxistes révolutionnaires, ces luttes ne frayaient pas seulement la voie à la domination de nouvelles bourgeoisies ; elles frayaient aussi la voie à un prolétariat moderne, vigoureux, jeune, plein d'audace, révolutionnaire, qui ne brandissait le drapeau de la « nation » et de la « démocratie » que pour empoigner plus vite le sien dès que le terrain social et politique serait déblayé : « *la bourgeoisie produit avant tout ses propres fossoyeurs* », proclamait le *Manifeste* (40). Tel est bien le fruit des luttes de classe du XX^e siècle dans les continents économiquement en retard.

Il est difficile de chiffrer avec précision l'évolution de la classe ouvrière dans les différentes aires ; même là où elles existent, les statistiques bourgeoises utilisent des critères variables et fluctuants. Une évaluation très approximative (qu'on essaiera de préciser ultérieurement) permet cependant d'indiquer des ordres de grandeur. On voit

(40) Marx et Engels, *Manifeste du Parti Communiste*, Ed. Sociales, Paris, 1972, pp. 65-67.

alors que si les ouvriers d'usine des seuls pays industrialisés sont passés entre la fin des années 20 et celle des années 70 de 50 à 100 millions, leur nombre est passé de 10 à 50 millions environ dans les nouveaux continents. La croissance de la classe ouvrière y a été très forte, puisque le nombre d'ouvriers d'usine a été multiplié par cinq dans les pays de jeune capitalisme alors qu'il a seulement doublé dans les pays industrialisés. Et on n'a retenu ici que des ouvriers employés dans des industries manufacturières, à l'exclusion des mines, du bâtiment et des travaux publics et des autres catégories. Si l'on tenait compte de tous ces ouvriers actifs de l'industrie, de leur famille et des chômeurs qu'ils font vivre, on pourrait certainement arriver à cette conclusion que la classe ouvrière industrielle est dès à présent numériquement au moins aussi importante dans les pays de jeune capitalisme d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine que dans les pays de capitalisme sénile. Il est certain que la taille *moyenne* des industries y est moins forte, mais elle est compensée par un poids relatif plus grand des grandes concentrations industrielles et urbaines.

De plus, les jeunes classes ouvrières ne manquent pas une occasion de manifester leur existence : depuis les émeutes du Caire en janvier 1977, les affrontements de janvier 1978 en Tunisie, les grandes grèves de 78 et 79 au Pérou et au Brésil, la mise en mouvement de la classe ouvrière iranienne que ne parvient pas à calmer la « révolution islamique », chaque mois de cette année 80 apporte des signes de vitalité ouvrière. Le prolétariat entre en lutte, que ce soit dans la brèche ouverte par les étudiants, à Tizi-Ouzou en avril ou à Kwangju en mai, à côté d'eux comme au Cap ou à Durban en juin, ou seul comme dans la puissante révolte d'Izmir en février, ou dans la magnifique grève des métallurgistes de Sao Paulo en avril-mai. Il n'est pas jusqu'à la Chine qui ne soit touchée par l'agitation ouvrière, même si on se montre officiellement très discret sur ce phénomène (41).

Ensuite, le grand cycle révolutionnaire bourgeois, en créant d'immenses Etats, comme la Chine qui compte à elle seule près du quart de l'humanité, simplifie d'autant la tâche du prolétariat en lui évitant d'avoir à disperser ses efforts dans de multiples batailles politiques locales, comme c'est encore le cas dans d'autres régions. Mais même dans les zones où la bourgeoisie n'a pas eu la force de dépasser la balkanisation favorisée par le jeu de l'impérialisme, les tendances séparatistes des vieilles classes et sa propre couardise, au Moyen-Orient arabe par exemple, le brassage des populations sous l'action du capital est tel que le terrain se déblaie lentement mais sûrement pour fondre toutes les nationalités en une seule. De plus,

(41) « Les entreprises chinoises, à tous les niveaux, lit-on dans *Le Courrier des Pays de l'Est*, n° 219 de juin 1978, semblent avoir connu de graves problèmes de discipline au cours de ces deux dernières années : grèves, factions diverses, arrêts de travail sans cause précise (sic!), rythme de travail très ralenti. La politique de reprise en main a porté sur les changements opérés au niveau de la direction (...) mais aussi sur le rétablissement de règles et de réglementation du travail. »

le grand courant des migrations internationales n'a jamais été aussi massif, assurant un flux ininterrompu entre les pays de jeune capitalisme et les vieilles métropoles impérialistes du Vieux comme du Nouveau Monde, apportant le sang neuf de la révolte sociale aux vieilles classes ouvrières encore paralysées par les défaites passées et le poids des « garanties sociales ».

Enfin, et c'est le plus important, avec la fin de la vague anti-impérialiste, les jeunes bourgeoisies savent elles-mêmes, en s'alignant sur l'ordre établi international, les justifications anti-impérialistes au nom desquelles elles ont réussi à exiger du prolétariat le sacrifice de ses revendications propres. « *La classe ouvrière avait, a, aura toujours ses propres problèmes, mais pendant la Révolution, elle a oublié ses propres revendications dans un acte de foi extraordinaire* », déclarait au moment de l'indépendance algérienne Khider, secrétaire général du FLN (42). Ceux qui se sont engraisés de la misère des masses ouvrières peuvent-ils demander encore, vingt ans après, de tels « actes de foi » ? La répression qui sévit en Algérie après les émeutes de Tizi-Ouzou donne à cette question une réponse sans équivoque.

Comme nous l'avons maintes fois noté avec enthousiasme ces dernières années (43), cette classe ouvrière qui vibre encore de la spontanéité révolutionnaire qu'elle a acquise dans la lutte contre l'impérialisme est déjà poussée par la crise à avancer ses propres revendications, ne serait-ce que sur le plan immédiat, et à les défendre avec fougue et héroïsme, dans des conditions où elle a tout à conquérir à commencer par les libertés d'association, de grève, de presse, que la bourgeoisie s'est bien gardée de lui concéder pour sa participation à la lutte nationale. Nous voyons dans la révolte de ces jeunes classes ouvrières l'image de l'avenir qui attend tôt ou tard l'ensemble de la classe ouvrière des pays « avancés », quand auront fini de s'écrouler les « assurances » et les « garanties » concédées par les bourgeoisies impérialistes pour endormir le prolétariat des vieux capitalismes avec l'aide des faux partis « ouvriers », réformistes et social-impérialistes.

Quel « héritage » nous laisse la bourgeoisie

Lénine écrivait en 1907, en reprenant Engels et en considérant l'expérience de plus d'un siècle de révolutions : « *Il a été vérifié que pour atteindre vraiment ses objectifs immédiats, ses objectifs bourgeois déjà tout à fait mûrs, pour assurer définitivement les conquêtes bourgeoises minimum, la révolution devrait dépasser de beaucoup ces objectifs. On peut imaginer le mépris qu'aurait eu Engels pour*

(42) Cité par François WEISS, *Doctrine et action syndicale en Algérie*, Ed. Cujas, Paris 1970, p. 87.

(43) Nous renvoyons notamment le lecteur aux articles « D'Izmir en Turquie, un encouragement à reprendre la guerre de classe » paru dans *Le Prolétaire* n° 308, « Leçons des luttes ouvrières récentes » dans *Le Prolétaire* n° 312 et « Le Parti face à ses tâches internationales » dans *Le Prolétaire* n° 315.

les recettes petites-bourgeoises qui, d'avance, voulaient maintenir la révolution dans son cadre purement et étroitement bourgeois, afin, disaient les mencheviks caucasiens dans leur résolution de 1905, que « la bourgeoisie ne se détourne pas », ou, comme le disait Plékhanov à Stockholm, qu'il y ait « une garantie contre la restauration » (44), et comme le répètent jusqu'à l'écoeurement aujourd'hui encore les héritiers de Staline et de Mao, et tous les démocrates socialisants partisans de fondre le prolétariat dans des « fronts nationaux », même lorsqu'ils ont perdu tout semblant de potentialité révolutionnaire.

La remarque de Lénine a été plus que confirmée par l'expérience des cinquante dernières années où le prolétariat n'a pu fournir le volant d'inertie capable de faire aller les révolutions au-delà de leurs objectifs bourgeois, et où elles sont donc restées bien souvent *en-deçà* de ce qu'on pouvait théoriquement en attendre. C'est la raison pour laquelle, au terme de son cycle, la bourgeoisie nous « laisse en héritage » une quantité de tâches non encore réalisées et qu'il est du devoir du prolétariat de prendre en charge. Nous allons dresser un tableau rapide de ces tâches dans les différentes aires et sous-aires de jeune capitalisme. Il ne faut pas croire cependant que la délimitation des différentes aires soit définitive, ni l'énumération de ces tâches — dont nous ne mentionnerons que les plus cruciales suivant les aires — complète et interchangeable.

Amérique Latine

(Amérique du Sud et du Centre)

Formes de pouvoir : Différentes combinaisons de fractions bourgeoises, depuis la prédominance de castes semi-coloniales jusqu'au partage du pouvoir entre secteurs de la grande bourgeoisie foncière et industrielle fortement alliée à l'impérialisme, avec une tendance grandissante à l'unification « démocratique » des fractions autour de gouvernements forts.

Revendications bourgeoises : Mouvements paysans de révolte contre la grande propriété foncière archaïque (États andins, Brésil, Caraïbes Mexique) restes de mouvements anticoloniaux (Amérique centrale).

Extrême-Orient

(Chine, Corée, Mongolie)

Formes de pouvoir : Forte tendance à la stabilisation de la bourgeoisie et à son unification politique sous la forme du parti unique, par élimination des scories du romantisme petit-bourgeois de la période révolutionnaire (Chine), cliques bourgeoises liées à l'impérialisme (Mongolie, Corée, Taïwan).

(44) Lénine, « Pour bien juger de la révolution russe », *Œuvres*, t. 15, pp. 57-58.

Revendications bourgeoises : en dehors de celles énoncées plus loin pour toutes les aires, à l'état de traces, sauf en Mongolie, Corée, à Taïwan et, sans doute, quelques régions de la Chine occidentale.

Asie du Sud-Est

(Indonésie, Malaisie, Philippines, Péninsule indochinoise)

Formes de pouvoir : Vaste gamme de formes allant de la dictature militaire de cliques mises en place par l'impérialisme et s'appuyant sur des combinaisons de classes plus ou moins archaïques ou modernes (Thaïlande, Indonésie) à la domination de la bourgeoisie sous forme de parti unique (Vietnam).

Revendications bourgeoises : Révoltes paysannes dirigées contre la vieille propriété foncière inégalement transformée par le haut, révoltes contre les privilèges impérialistes et, secondairement, révoltes de minorités nationales opprimées.

Subcontinent indien

(Inde, Ceylan, Pakistan, Bangladesh, Afghanistan et divers petits Etats)

Formes de pouvoir : Combinaisons variées et encore instables de propriété foncière plus ou moins transformée, de moyenne bourgeoisie industrielle, de grande bourgeoisie financière, avec formes de pouvoir semi-archaïques (Etats himalayens) ou cliques bourgeoises mises en place par l'impérialisme (Afghanistan).

Revendications bourgeoises : Révoltes contre la vieille propriété foncière et les restes de servage ; égalité sociale et politique (problème des castes), acuité des questions religieuses, féminine, des nationalités mineures opprimées (Inde du Nord-Est, Pakistan), révoltes anticoloniales (Afghanistan).

Proche-Orient

(Iran, Turquie, Arabie et Croissant fertile, Egypte, Maghreb)

Formes de pouvoir : Combinaisons de fractions bourgeoises avec début de tendance à la stabilisation et à l'unification politique dans certains pays, mais restes importants de vieilles classes dans d'autres (péninsule arabe).

Revendications bourgeoises : Révoltes contre les restes de vieilles propriétés foncières ; question confessionnelle et laïcité de l'Etat, question de la République, égalité des droits, questions féminine et religieuse très aiguës, révolte de minorités nationales opprimées (Kurdistan) et contre les restes de régime colonial direct (Israël).

Afrique du Sud

Formes de pouvoir : Alliance de la grande bourgeoisie financière et de formes de propriété minière et foncière utilisant les rapports colonial-esclavagistes.

Revendications bourgeoises : Elimination de l'apartheid et de la domination blanche, Etat unitaire, égalité des droits, élimination des restes esclavagistes, tribaux, etc.

Afrique Centrale

(Afrique au Sud du Sahara, à l'exclusion de l'Afrique du Sud)

Formes de pouvoir : De la domination coloniale à peine voilée à des formes d'association avec l'impérialisme laissant davantage de place aux vieilles castes locales transformées par le haut et surtout aux classes bourgeoises naissantes.

Revendications bourgeoises : Révoltes contre les restes de servage et d'esclavage colonial, contre le poids des privilèges tribaux, l'inégalité ethnique ; révolte contre les privilèges de l'impérialisme et toute la gamme de formes plus ou moins anciennes de domination, pour l'émancipation de la race noire du joug de l'impérialisme blanc.



A ce rapide survol qui doit servir de base au travail du parti, il faut tout de suite ajouter la revendication de la *nationalisation de la terre*, centrale en matière agraire, et authentiquement bourgeoise par son contenu, mais que les révolutions bourgeoises du XX^e siècle n'ont pas davantage réalisée que celles du XIX^e siècle. Ensuite, celle des *libertés politiques*, c'est-à-dire des droits de réunion, d'associations, de presse, etc., qui font théoriquement partie du programme de la démocratie bourgeoise, mais que la vague révolutionnaire bourgeoise du XX^e siècle n'a en général pas concédés au prolétariat et aux masses exploitées des villes et des campagnes, à la différence de ce qui s'est passé au siècle dernier.

Il n'est pas exclu que la bourgeoisie avance encore à un moment ou à un autre certaines de ces revendications, en particulier celles qui concernent l'Etat, comme l'instauration de la république ou des libertés politiques. Mais elle le ferait en les isolant des autres et en les privant de tout tranchant révolutionnaire. Mieux, elle les conçoit comme de simples réformes accordées pour tromper le prolétariat et obtenir son appui à l'Etat ainsi démocratisé, bref comme un instrument pour renforcer encore sa domination de classe. En tout état de cause, le prolétariat fait de ces revendications, qu'elles soient politiques ou sociales, un *levier* de son émancipation révolutionnaire et n'attend leur satisfaction complète que de sa propre dictature de classe. *Toutes ces revendications font désormais partie du programme immédiat de la révolution prolétarienne mondiale.*

Soixante ans après Bakou

Toute une période historique se clôt donc dans le mouvement social, mais également dans la vie de notre petit parti, qui s'est reconstitué dans les années cinquante en restaurant l'ensemble de la doctrine

marxiste, y compris avec ses perspectives historiques. En ce qui concerne l'Orient, il avait dû reprendre celle qui avait été définie en juillet 1920 à Moscou et complétée en septembre de la même année par le Congrès des Peuples de l'Orient à Bakou.

La perspective était alors « *l'union des centaines de millions de paysans d'Orient avec les prolétaires d'Occident* » pour la destruction de l'impérialisme mondial et l'instauration de la *République universelle des Soviets* (45). Elle est désormais *l'union des centaines de millions de prolétaires des vieux et nouveaux mondes* entraînant derrière eux, dans la lutte contre les forteresses impérialistes et toute la chaîne mondiale des Etats bourgeois, les masses aussi nombreuses de paysans pauvres et exploités des continents dominés.

Le *but immédiat* est l'Etat prolétarien, qu'on aurait appelé la « République mondiale des Conseils des ouvriers et des paysans pauvres » dans les conditions de 1920, c'est-à-dire à une époque qui a donné la forme jusqu'ici la plus élevée de cet Etat. Cependant, étant un *instrument de lutte* dans une période de transition révolutionnaire, il ne saurait, pas plus demain qu'hier, tirer sa force organisatrice de canons constitutionnels ou de schémas représentatifs, mais seulement de sa nature de *dictature de classe*, centralisée à l'échelle internationale grâce à la *direction sans partage* du *parti communiste mondial*.

L'Etat prolétarien ne se contentera pas de liquider rapidement les vieux rapports féodalo-patriarcaux et l'oppression impérialiste dans les continents dominés. Il devra prendre *partout* toutes les mesures immédiates assurant la pleine participation des prolétaires et des paysans pauvres à la marche de l'Etat, ainsi que toutes les mesures économiques et sociales contenues depuis toujours dans l'arsenal prolétarien pour arracher les larges masses à la misère provoquée par le capitalisme.

Une des tâches urgentes sera l'institution despotique d'un *plan unique mondial* qui, en violant les lois du marché, mettra à la disposition de l'ensemble du monde, l'ensemble des richesses aujourd'hui accumulées dans une poignée de pays hyperprivilegiés aux dépens de l'immense majorité des pays économiquement dominés. La mise au service de l'humanité entière des formidables capacités productives détenues par les pays riches, tant dans le domaine agricole qu'industriel, donnera à la dictature prolétarienne les moyens de parer aux besoins urgents des masses miséreuses des pays pauvres en nourriture et en produit de première nécessité, avant même que le *transfert brutal des moyens des productions* aujourd'hui accaparés permette de jeter les bases d'une organisation rationnelle de la production à l'échelle de la planète. Cette action deviendra plus harmonieuse et plus consciente à mesure que le marché pourra disparaître et que s'opérera la transformation communiste de la société.

(45) Voir le *Premier Congrès des Peuples de l'Orient*, Bakou 1920, Réédition en fac-similé François Maspéro, Paris, 1971.

Le rôle contre-révolutionnaire de la démocratisation en Espagne et Amérique Latine

Il y a quelque quatre ans, l'Etat espagnol commençait sa démocratisation graduelle, qui confirmait une fois de plus l'analyse marxiste : la dialectique de l'histoire fait alterner la démocratie et le fascisme, les *subordonnant* et les *intégrant* à la stratégie générale de la classe dominante.

Même sur la toile de fond d'une guerre civile entre le prolétariat et la bourgeoisie, l'Italie et l'Allemagne étaient passées de la démocratie au fascisme sans que l'appareil d'Etat s'en trouve ébranlé ; quant à la transformation inverse, elle y a été un sous-produit de la défaite militaire. En Espagne, par contre, le passage du fascisme à la démocratie s'est réalisé de façon on ne peut plus *pacifique*, confirmant l'analyse marxiste faite en 1946.

« Le fait même que les hiérarchies politiques qui dominent aujourd'hui [écrivions-nous alors (1)] n'aient pas éprouvé le besoin d'une phase de dictature et de terreur politique pour extirper le fascisme démontre qu'il n'y a pas une antithèse historique et politique entre elles et lui ; il démontre qu'en ce qui concerne ses résultats, le fascisme ne peut pas être éliminé de l'histoire par des courants politiques bourgeois ou collaborant avec la bourgeoisie ; que sous le masque stérile et impuissant de la négation du fascisme, les anti-fascistes d'aujourd'hui sont ses continuateurs et ses héritiers qui s'approprient passivement toutes les mo-

difications que le fascisme a réalisées dans le milieu social italien. »

En tant que forme *politique* de la domination bourgeoise, le fascisme est l'expression, dans des conditions historiques correspondant à une situation de guerre civile, des tendances les plus totalitaires du capitalisme à l'échelle internationale, que ce soit dans le domaine économique, social ou politique. Dans d'autres conditions historiques, ces mêmes tendances s'expriment dans des formes différentes, à savoir la *démocratie toujours plus blindée* (2).

Loin de voir dans la restauration démocratique espagnole un retour à l'ancienne démocratie libérale de la fin du siècle dernier, un tour en arrière de la roue de l'histoire, nous avons pu suivre dans ses manifestations *la fascisation croissante de l'ensemble des rapports sociaux et politiques*, réalisée par la consolidation et le renforcement des leviers politiques et syndicaux de la stratégie démocratico-bourgeoise.

Ce n'est pas un hasard si le « pluralisme politique » s'est traduit *immédiatement* dans les faits par la signature du pacte de Montcloa, véritable programme économique, social et politique de gouvernement pour l'ensemble de l'arc-en-ciel parlementaire. Pour qui sait lire en marxiste à travers l'agitation électorale, ce pacte représente l'acte de naissance du *parti unique de la démocratie*, capable de restaurer de façon *unitaire* cette discipline poli-

(1) « La classe dominante italiana e il suo Stato nazionale », *Prometeo*, série I, n° 2, août 1946. Republié dans le recueil *Per l'organica sistemazione dei principi comunisti*, Edizioni Il programma comunista.

(2) « Le cycle historique de l'économie capitaliste » et « Le cycle historique de la domination politique de la bourgeoisie ». Dans « Les trois phases du capitalisme », *Prometeo* n° 5 et 6, repris dans une brochure du Parti.

tique et sociale qui est la raison d'être du fascisme, mais qu'il n'arrivait plus à imposer (3).

« Du point de vue social [affirme un de nos textes classiques (4)] on peut définir le fascisme comme la tentative de la bourgeoisie de se donner une conscience collective de classe, et d'opposer ses propres formations et bataillons politiques et militaires aux forces de classe qui la menacent et qui se concentrent dans la classe prolétarienne. » Le fascisme renforçait l'Etat au moyen du parti unique de la bourgeoisie ; la démocratie blindée le fait à travers la mobilisation de tous les partis parlementaires autour d'un programme unique. Le fascisme défendait l'Etat au moyen de la violence ouverte, celle de ses organes officiels et celle des bandes blanches ; la démocratie blindée ne dédaigne nullement ces méthodes, mais elle fait mieux : en même temps qu'elle lance ses campagnes « antiterroristes » pour la délation et le renforcement des organes de répression, elle installe des amortisseurs et des canaux d'évacuation de la colère prolétarienne, elle développe à tous les niveaux de l'Etat la « participation des citoyens », des conseils municipaux au parlement, et orchestre de véritables orgies électorales.

« Du point de vue économique

(3) Un an auparavant, le PCE l'affirmait déjà, avec sa clarté habituelle : « Le pays recherche, préoccupé, la façon de sortir d'une situation où de lourds nuages noirs bouchent l'horizon [...]. C'est pour cela que les secteurs les plus réalistes de la droite économique et politique ont commencé à se poser le problème des interlocuteurs valables. C'est pour cela que l'opposition a commencé à s'unir, le regard fixé sur la rupture démocratique négociée. Il s'agit de combler le vide politique [...] de remplir ce vide par un pouvoir largement représentatif [...] un pouvoir qui puisse représenter le pays réel. [Alors] notre pays pourra tranquillement respirer. » Pilar Brabo, dans *Cambio* 16 du 12 avril 1976.

(4) « Le cycle historique... », *op. cit.*

[poursuit le texte cité] le fascisme peut être défini comme une tentative d'autocontrôle et d'autolimitation du capitalisme, visant à freiner par une discipline centralisée les conséquences les plus désastreuses des phénomènes économiques qui rendent les contradictions du système insolubles. » Les partis du pacte de Montcloa, eux, ont régulé (ou prétendu réguler...) à l'échelle générale la restructuration du capitalisme espagnol, les rapports ouvriers-patrons et les normes de la vente de la force de travail à travers l'alliance entre le grand capital et ses agents « ouvriers ».

Rien d'étonnant, alors, si la nouvelle Constitution espagnole reflète, proclame et érige en modèle une synthèse qui, loin de dépasser le contenu réformiste du fascisme, l'intègre aux formes creuses de la démocratie, en d'autres termes, si elle est un modèle de ce que nous avons appelé *démocratie corporatiste* (5).

Sur le terrain syndical, le corporativisme fasciste a laissé la place à un syndicalisme jaune, mille fois plus efficace dans son rôle antiprolétarien. Le droit d'association a été reconnu... aux organisations de collaboration de classe. On assiste alors à un ensemble de faits allant dans le même sens : le pacte social, qui était explicite hier, est implicite aujourd'hui ; la mobilisation de tout l'éventail syndical, des CO à l'UGT en passant par l'USO et les syndicats maoïstes, organisations aux stratégies parfois différentes mais qui convergent toutes pour soumettre les sursauts ouvriers aux exigences de la « paix sociale », au nom bien sûr de la démocratie ; la répression qui s'abat sur les franges de prolétaires réfractaires aux charmes des « exigences supérieures de la Nation », répression dans laquelle les bonzes se retrouvent au coude à coude

(5) Voir les articles « Notre « salut » à la nouvelle Constitution espagnole » dans le n° 29 de *El Programa Comunista*, et « A bas la Constitution ! » dans le n° 17 de *El Comunista*.

avec la Guardia Civil (les exemples ne manquent pas : Chantiers navals à Cadix, Ascon à Vigo, abattoirs de Madrid, métallurgie en Biscaye, hospitaliers de Madrid, etc.) ; la loi sur les Relations dans l'entreprise, et maintenant le projet gouvernemental de régulation du droit de grève, tous deux en parfaite continuité avec le fascisme (6). Tout cet ensemble de faits ne constitue pas seulement le énième démenti de la prétendue convergence entre les besoins de l'associationnisme ouvrier et la démocratie, mais aussi la énième confirmation de la tendance à la fascisation croissante des syndicats dans le régime démocratique. Il montre une fois de plus la nécessité de lier dialectiquement la lutte pour la renaissance des organisations syndicales *de classe* et la lutte révolutionnaire pour la dictature prolétarienne, seule capable de renverser le processus d'intégration des syndicats dans le réseau de l'Etat bourgeois, intégration caractéristique du syndicalisme fasciste.

La social-démocratie et le stalinisme, ces piliers essentiels d'une démocratie viable, ont fourni directement ou indirectement toutes les garanties possibles à la classe dominante espagnole et à ses protecteurs internationaux ; ces courants, qui se sont forgés dans les guerres civiles, les guerres internationales et en contact étroit avec leurs compères européens, étalaient ainsi un cynisme proportionnel à leur maturité contre-révolutionnaire. De leur côté les maoïstes, alors même qu'ils signaient la fameuse déclaration de principe de l'« opposition démocratique » (7), se permettaient d'afficher un « révolutionnarisme » démagogique et cynique,

tandis que les trotskystes faisaient parade d'un révolutionnarisme qui, moins cynique, était tout aussi démagogue.

Les premiers avaient prétendu lutter pour une « démocratie révolutionnaire », pour le renversement violent du fascisme, pour l'instauration d'une « dictature ouvrière et populaire », présentées comme autant d'étapes essentielles vers la victoire du socialisme. La réalité prosaïque a été bien différente. Ils se sont mobilisés, oui, mais pour apporter leur appui au rétablissement de la *paix sociale* (8) ; ils ont mené des campagnes violentes contre les « terroristes » ; ils ont mis leurs syndicats à la disposition des « nouveaux plans de développement » d'un capitalisme dont la crise est la preuve matérielle qu'il faut *le détruire* ; ils leur font accomplir, en attendant, la tâche infâme de « récupération » des explosions ouvrières qui échappent aux grandes confédérations.

Les trotskystes avaient réaffirmé une fois de plus leur préférence pour un régime démocratique, en inscrivant en 1962 à leur programme la revendication de la démocratie parlementaire et de l'Assemblée Constituante ; ils présentaient (9) cependant la démocratie comme « un sous-produit d'une montée révolutionnaire

(8) Ces Don Quichotte de la république « populaire démocratique » se sont dépêchés d'appeler à voter pour... la Constitution monarchique ! Quelques mois auparavant, ils avaient signé conjointement avec l'extrême droite, le parti gouvernemental UCD, le PSOE et le PCE, une déclaration où ils s'engageaient à « agir solidairement et avec toute leur énergie au cas où se produirait un acte violent quel qu'il soit, de quelque bord qu'il vienne, qui pourrait affecter la coexistence démocratique » (*El País*, 10 juin 1978).

(9) Voir la Résolution adoptée par le Secrétariat international de la IV^e Internationale en juillet 1962 et le texte « L'Espagne, maillon le plus faible de la chaîne capitaliste européenne » (1^{er} juin 1972) republiés dans *Espagne, l'agonie du franquisme, Cahier Rouge* n° 5.

(6) Voir *El Comunista* n° 13 et 23.

(7) Il s'agit de la déclaration du 14 janvier 1976 signée, entre autres, par le PSOE, le PCE et les trois partis maoïstes, le PTE, l'ORT et le MC ; cette déclaration affirme qu'il est « indispensable de parvenir à une rupture du régime afin que ne se produise pas la rupture de la société ».

du prolétariat », et prétendaient « rejeter l'éventualité [...] d'un mouvement de masse qui se satisferait d'obtenir les libertés démocratiques en s'installant dans le cadre traditionnel de la démocratie bourgeoise parlementaire ». Eh bien, ces trotskystes ont fini (c'était fatal...!) par faire du fameux « sous-produit » l'alpha et l'oméga de leur programme, en axant leur lutte sur le « perfectionnement » de la démocratie, et sur l'« épuration » de ses organes législatifs, judiciaires et répressifs entachés de résidus franquistes.

Trotsky disait que la réalité ne pardonne pas la moindre erreur théorique. Tandis que la démagogie cynique du maoïsme dévidait ses filets contre-révolutionnaires, la démagogie « romantique » du trotskysme était balayée par les forces matérielles. Il finissait non seulement par donner de « bons conseils » aux syndicats et partis « ouvriers » contre-révolutionnaires, dont l'unité parlementaire et gouvernementale était présentée comme l'expression de l'unité de la classe ouvrière, mais par dénoncer ouvertement les prolétaires qui se soulevaient spontanément et violemment contre le front unique de la démocratie (10).

De tout le prolétariat des pays industrialisés, européens en particulier, le prolétariat espagnol est celui qui a été le moins touché par le virus et les traditions de la démocratie. L'accumulation de violents antagonismes sociaux a été telle que les éphémères démocraties de 1873 et de 1931 ont présidé au déchaînement de guerres civiles. Dans ce pays, la bourgeoisie a dû maintenir sa domination de classe en exerçant ouvertement sa dictature sur un prolétariat dont les révoltes — faisant écho aux luttes révolutionnaires du prolétariat européen — ont éclaté avec violence en 1856, 1873, 1934 et 1936.

La bourgeoisie espagnole était pri-

se dans les tenailles d'un développement capitaliste accéléré, qui rendait plus aigus les antagonismes déjà très violents dans les villes et les campagnes ; elle devait faire face à un prolétariat qui porte en lui un vif sentiment de classe et une haine sociale qui lui ont été inculqués par le feu et le sang ; elle faisait l'objet de conseils et de pressions des bourgeoisies tant européennes qu'américaine, pour qui le régime franquiste ne représentait plus un élément de force mais de faiblesse et de déséquilibre dans l'ensemble des Etats et des forces politiques de l'Occident. La bourgeoisie espagnole a donc essayé, tardivement, en pleine crise mondiale, d'introduire pour la troisième fois la démocratie, et de faire acquérir au prolétariat ses réflexes débilissants. Mais elle dispose de beaucoup moins d'atouts que la bourgeoisie italienne, par exemple, qui, après le *Blitzkrieg* fasciste et l'occupation alliée, a pu faire coïncider la « soif de démocratie » inculquée aux masses par le stalinisme avec presque trente ans de prospérité économique ; qui a donc disposé de toute une période pour tisser une camisole sociale et politique solide, à même de tenir étroitement liées les grandes masses, et de modeler les réflexes de collaboration de classe de générations de prolétaires. L'Espagne, elle, constitue un des maillons faibles du capitalisme euro-américain.

L'adoption de la Constitution et les dernières élections parlementaires et municipales mettent fin à un cycle. Il ne s'agit nullement de la prétendue « normalisation démocratique » (il y a deux ans nous avons montré que le régime alors en vigueur méritait la qualification de *démocratie-type*), mais du déploiement complet des fonctions anti-prolétariennes de la démocratie et de la liquidation des « illusions virginales » de l'« extrémisme » démocratique.

Au cours des dernières années, le prolétariat espagnol a déployé de son côté une énergie énorme pour

(10) Voir « Las luchas en el metal », *El Comunista* n° 14.

défendre ses conditions matérielles d'existence et son droit d'association ; mais il était privé d'une direction décidée à livrer bataille contre le front unique des forces de la démocratie. C'est cela, plus encore que la crise, qui peut expliquer la baisse de la courbe des mouvements de grève, l'isolement tragique et en même temps la radicalisation des luttes ponctuelles (Ascon, Hôpitaux, Fasa Renault...).

Cette situation présente cependant l'avantage de la clarification. Devant un prolétariat qui devra nécessairement rechercher la voie de la lutte de classe, seules les positions programmatiques et les prévisions historiques des communistes ressortent confirmées par une période riche en expériences sociales et politiques.

La dernière phase du processus de démocratisation en Espagne coïncide, dans l'ensemble, avec la phase initiale de ce processus dans toute une aire de l'Amérique latine. Inspirée par l'impérialisme US et soutenue par la bourgeoisie locale, la démocratie moderne y manifeste ses tendances fondamentales, jouant un rôle totalement contre-révolutionnaire : elle fait son apparition au Pérou, s'annonce au Brésil et en Bolivie, et, bien qu'elle n'y soit pas encore à l'ordre du jour, on peut facilement suivre au Chili et en Argentine (11) la lente formation de ses préalables politiques.

La démocratie mexicaine se met au goût du jour en légalisant le PC stalinien. De son côté la bourgeoisie brésilienne avance un programme de démocratisation de l'Etat, graduelle, pacifique et contrôlée, bien entendu, et montre en même temps à travers son porte-parole Severo Gomes (deux fois ministre des régimes militaires au cours des quatorze dernières années) qu'elle a clairement conscience de la fonction historique de cette démocratisation :

« Il faut reconnaître que nous vi-

vons dans une société de classe et donc dans une société où existe de façon permanente le conflit de classe. Il faut légaliser, institutionnaliser et reconnaître cette réalité, et disposer d'un système politique capable d'ajuster et de résoudre ces conflits permanents [...] Le problème consiste à obtenir que les organisations [politiques et sociales respectent...] les lois qui réglementent l'action des différents groupes et des différentes formes d'expression et de lutte au sein de la société. Alors on pourra admettre la constitution de telles organisations, mais ce qui est important pour leur survie, c'est leur façon de renforcer le régime démocratique, les institutions et l'ordre juridique du Pays [...] Je pense que nous sommes à la veille d'une grande décision nationale. Ou bien nous avançons en poursuivant une vision différente [de l'actuelle] pour incorporer la grande majorité des Brésiliens [à la démocratie], ou bien la survie du régime capitaliste lui-même dans notre pays sera compromise. » (12)

Face au réveil d'un mouvement spontané de résistance ouvrière, on accélère la formation d'un syndicalisme démocratique formellement indépendant de l'Etat en remaniant le syndicat étatique dépendant du Ministère du Travail (13). La social-démocratie européenne appuie fébrilement non seulement la formation de ces syndicats jaunes para-fascistes, mais aussi celle d'un grand « parti du travail » avec les Brizzola et Cie. De leur côté, maoïstes et trotskystes s'enivrent de la perspective de la Constituante (ce « sous-produit de la montée révolutionnaire ») et plus généralement de la démocratie... octroyée par le bon vouloir de la bourgeoisie et de l'impérialisme.

Mais c'est le Pérou qui montre le mieux le rôle de la démocratie, qui

(12) Voir *Conjuntura Brasileira*, oct.-nov.-déc. 1978. Souligné par nous.

(13) Voir « Peleguismo democrático », *El Proletario* n° 4.

(11) Voir « La función del terror burgués », *El Proletario* n° 2.

s'y présente sous une forme d'autant plus pure que le capitalisme y est moins doté d'amortisseurs sociaux qu'ailleurs. Ici, la dictature militaire ouverte et répressive coexiste harmonieusement avec la plus haute expression de la démocratie, la Constituante; l'appui ouvert du stalinisme et des directions syndicales confédérales à la politique de l'Etat se combine avec la répression violente du mouvement ouvrier; et le rôle contre-révolutionnaire de la Constituante est enrobé dans la phraséologie démagogique d'une « extrême gauche » imprégnée jusqu'à la moelle de légalisme et de démocratisme (14).

Les bourgeoisies et les capitalismes nés en retard ne retracent pas le cycle productif de leurs devanciers, mais brûlent les étapes du développement qui amène la formation de la grande industrie à partir de l'artisanat. Les capitalismes faibles et périphériques, mais solidement intégrés au marché mondial et entraînés dans le tourbillon du développement bourgeois, ne parcourent pas non plus tout le cycle politique de leurs ancêtres européens. Ils brûlent, condensent, parfois même réussissent à devancer les étapes de leur développement politique, et tendent à faire leurs les formes les plus élevées de la domination capitaliste en même temps que les formes les plus modernes de la production capitaliste.

L'Espagne, relativement attardée, mais pourvue d'un prolétariat rebelle et classiste, a dû recourir à une synthèse de fascisme et de bonapartisme pour écraser le prolétariat et poursuivre le développement industriel de la société bourgeoise. Elle a dû ensuite s'appuyer sur le réseau étroit de relations politiques, financières, économiques et sociales qui la lient à l'Europe et à l'Amérique

et brûler les étapes pour pouvoir passer du régime franquiste à la forme la plus blindée de démocratie totalitaire de l'après-guerre.

En Amérique latine, le péronisme et le varguisme avaient su combiner les premiers pas du processus d'industrialisation avec une mixture originale de démocratie parlementaire, de fascisation syndicale et de régime prétorien. La démocratisation argentine de 1973-76 a fourni un exemple de démocratie blindée qui, bien que fragile, n'en a pas moins été efficace. En Espagne et en Amérique latine, le développement bourgeois impétueux des trois dernières décennies a transformé largement et profondément l'ensemble des relations sociales, et créé en même temps un prolétariat jeune et concentré qui est passé par la dure école de la violence et de la terreur bourgeoises. De la vieille Europe aux soubassements de l'empire américain, des mines de l'Asturie à celles du Pérou et de la Bolivie, des faubourgs industriels de Barcelone, de Madrid, Cadix, Vigo ou Bilbao, à ceux de Sao Paulo, de Lima, de Cordoba et tant d'autres, ce prolétariat a donné au cours des dernières années les signes de sa force potentielle immense. La bourgeoisie et l'impérialisme tissent fébrilement un filet invisible, mais néanmoins matériel et tenace, pour l'empêcher de bouger.

La tâche urgente qui nous incombe est donc précisément de créer les conditions *indispensables* à l'intégration de ces formidables réserves révolutionnaires dans la lutte de la classe ouvrière internationale, pour conduire celle-ci à la victoire : importer pour la première fois, dans l'aire ibéro-américaine, la doctrine, les principes et le programme de la révolution communiste mondiale; polariser autour d'eux, et par conséquent autour de la lutte politique du Parti, une avant-garde prolétarienne capable de se lier théoriquement, pratiquement et organisationnellement au *fil rouge* de l'émancipation prolétarienne, en dehors de la démocratie et contre elle.

(14) Voir « Los trotskistas y su via peruana al socialismo », *El Proletario* n° 3.

Notes de lecture

Léon Trotsky : Terrorisme et communisme

La réédition de ce livre par les Editions Prométhée répondait à un besoin pressant. En effet, ce texte qui est le plus clair, le plus tranchant et le plus puissant de Trotsky, était aussi le plus difficile à trouver. On comprend aisément pourquoi.

En 1936, Trotsky explique que ce texte avait joué un rôle important dans l'armement des jeunes partis communistes, puisqu'il explicitait et développait les positions de principe restaurées par l'Internationale communiste, mais que la « révision fondamentale des valeurs » qui avait eu lieu ensuite dans l'Internationale l'avait fait mettre à l'index. Aujourd'hui, la *révision fondamentale des valeurs* n'est plus l'apanage du stalinisme. Ceux-là mêmes qui se proclament encore « trotskystes » en arrivent à désavouer ouvertement les *principes* de la révolution prolétarienne, que Lénine définissait par la revendication de l'insurrection violente et l'exercice dictatorial du pouvoir, d'un pouvoir que le prolétariat ne partage avec personne, qui repose sur la terre et que ses armes inspirent à ses ennemis et qui doit nécessairement être dirigé par son parti. On comprend que le texte de Trotsky qui expose de la façon la plus intransigeante ces *principes* et leurs *conséquences pratiques* gêne au plus haut point ceux qui se couvrent de son nom pour revendiquer de plus en plus ouvertement les *principes démocratiques* qu'il pourfend. On comprend qu'ils préférèrent mettre en avant d'autres écrits de Trotsky, ceux où la limite entre ces deux « options » diamétralement opposées, celle de la révolution communiste et celle de la démocratie, est moins nette et tend parfois même à s'estomper.

En effet, *Terrorisme et Communisme* représente un *sommet* dans l'œuvre théorique de Trotsky, et ce n'est

pas étonnant. Même un dirigeant révolutionnaire de son calibre n'échappe pas complètement aux vicissitudes de la lutte des classes, aux flux et reflux de la lutte révolutionnaire. C'est au moment d'une formidable flambée révolutionnaire et alors qu'il était engagé à fond dans la bataille, qu'il a donné aussi sa contribution théorique la plus puissante.

Il est bien connu que pendant la longue période de préparation de la révolution russe, période pendant laquelle s'est forgé et trempé son instrument, le parti bolchévik, Trotsky a cherché d'une certaine façon à « concilier » menchéviks et bolchéviks, et s'est opposé à Lénine aussi bien sur le programme de la révolution en Russie que sur la conception même du parti. On trouve, en particulier, dans ses textes de cette époque une vision du parti fortement entachée de ce *libéralisme* et de ce *libertarisme* qu'il démolit sans l'ombre d'une hésitation en 1920. Mais, justement, voilà la différence entre les pseudo-révolutionnaires et celui qui, même s'il n'est pas débarrassé complètement des relents démocratiques, tend de toutes ses forces vers la révolution : quand sonne l'heure de vérité, quand la révolution est là, l'un passe ouvertement dans le camp de la contre-révolution en se retranchant derrière l'idéologie démocratique, l'autre va à la révolution et tranche alors les derniers liens qui le rattachaient encore à cette idéologie. Placé devant les exigences de la révolution en Russie et de la formidable vague révolutionnaire internationale du premier après-guerre, Trotsky devient, selon l'expression de Lénine, « le meilleur des bolchéviks », un dirigeant révolutionnaire au plein sens du terme.

Il faut dénoncer ici une légende qui, malgré sa mesquinerie extrême,

trouve aujourd'hui un certain écho : Trotsky aurait été évincé par Staline parce que celui-ci travaillait à administrer l'Etat et le parti, tandis qu'il « faisait des discours ». En dehors même du fait qu'il est stupide de chercher des causes personnelles aux phénomènes sociaux et politiques, et que les qualités des individus ne jouent que parce que l'histoire met *the right man at the right place*, cette explication est d'une imbécillité criante. Car Trotsky était non seulement un théoricien et un dirigeant politique du mouvement communiste, mais, aussi un formidable organisateur pratique. Il suffit de rappeler qu'il a dirigé l'insurrection d'Octobre et qu'il a été l'organisateur et le chef de l'Armée Rouge pendant toute la guerre civile. Au 3^e congrès de l'Internationale Communiste, Trotsky expliquera aux théoriciens de l'« offensive à tout prix et foin des conditions matérielles », qui avaient une vision beaucoup trop *poétique* de sa fonction, qu'elle ne consistait que rarement à « brandir le glaive de la révolution » ; que le plus souvent il s'agissait d'organiser l'approvisionnement de l'Armée Rouge en armes et munitions, et même en objets encore plus prosaïques mais indispensables, comme des boîtes et des... caleçons chauds. Même s'il exagérait un peu, pour doucher une vision irréaliste et romantique de la révolution, ces basses questions d'intendance relevaient effectivement de sa responsabilité, au même titre que le solide encadrement politico-militaire qu'il a donné à l'Armée Rouge.

Il n'est pas étonnant que Trotsky ait écrit *Terrorisme et Communisme* précisément au moment où il sillonnait les fronts de la guerre civile dans le train blindé qui lui servait de quartier général. Il n'est pas étonnant qu'il l'ait écrit entre les ordres de répartition des caleçons et les ordres du jour à l'armée, entre les instructions aux commandants d'unité et les directives aux commissaires politiques, entre les

ordres de mobilisation et les discours aux soldats. C'est que les grandes difficultés auxquelles se heurtaient tous ses efforts pour organiser, centraliser et discipliner l'Armée Rouge découlaient justement de la mentalité individualiste, démocratique et libertariste. C'est que sa tâche était précisément de transformer *une masse* de combattants, pleins d'abnégation et d'héroïsme, mais où chaque unité avait tendance à agir pour son propre compte et suivant ses propres impulsions, en *une armée* capable d'agir unitairement suivant un plan central.

Il est clair que la question fondamentale de la révolution, la question du centralisme et de la discipline, de *l'unité* d'orientation, de volonté et d'action, se pose de la façon la plus aiguë sur le terrain militaire. Or Trotsky n'organisait pas n'importe quelle armée, il organisait l'armée de la révolution prolétarienne. Cette question fondamentale, il ne pouvait la résoudre qu'en combinant *l'éducation politique* avec l'organisation pratique, et seulement en affrontant la question au niveau le plus élevé et *le plus général*. C'est parce que la guerre civile pousse tous les problèmes de la révolution jusqu'au bout que Trotsky a été obligé de combiner son action pratique avec un travail politique et théorique qui fonde cette action. Le livre de Kautsky lui a donné l'occasion de concentrer, de généraliser et d'approfondir des choses qu'il écrivait mille fois, dans mille Ordres du jour, à mille occasions, comme on peut le voir dans le recueil de ses *Ecrits militaires*.

A cette détermination s'en ajoutait une autre, internationale celle-là. Alors même qu'ils étaient plongés jusqu'au cou dans la direction de la révolution et la guerre civile en Russie, les bolchéviks tendaient toutes leurs forces vers la révolution mondiale et donc vers la formation de l'organe indispensable de cette révolution, l'Internationale Communiste. Et pour placer l'Internationale naissante sur la bonne voie, il fallait

se battre sur deux fronts. Si Kautsky est la cible déclarée du livre de Trotsky, il vise tout autant sinon plus des gens apparemment très éloignés de Kautsky, mais qui communient en réalité avec lui dans l'idéologie démocratique. Il vise et frappe au moins autant le « gauchisme » infantile et converge pleinement non seulement avec *Le renégat Kautsky...* de Lénine, mais aussi avec *La maladie infantile*.

Le seul point de non-coïncidence totale concerne la question des syndicats. Si Trotsky avait parfaitement raison de revendiquer la « militarisation du travail » contre le « travail libre », c'est-à-dire le *travail planifié centralement* contre le *marché du travail*, il allait trop vite. D'une part, il généralisait des mesures et des méthodes de « militarisation » du travail au sens littéral, qui étaient justifiées par le faible niveau de développement de l'économie russe et les dévastations de la guerre civile ; d'autre part, il oubliait qu'en Russie et en attendant l'élargissement de la révolution il fallait encore en passer par le développement du marché et du travail salarié. De plus, en revendiquant la « militarisation des syndicats », il oubliait leur caractère nécessairement *complexe* dans la période de transition. Si, en général, tous les communistes, Lénine en tête, leur demandent d'être la « courroie de transmission du parti », on ne peut pas donner à cette fonction un aspect *formel* de subordination mécanique. De plus, dans la mesure où la dictature du prolétariat ne peut pas abolir le salariat du jour au lendemain, les syndicats conservent, tout en participant à l'organisation de la production, une fonction de défense des salariés contre leur employeur, public ou privé. Le problème délicat de la soumission des intérêts particuliers et momentanés de telle catégorie à l'intérêt général de la classe ne peut donc pas être résolu par la soumission *formelle* des syndicats au parti, mais seulement par la vie et la lutte elle-même.

C'est là la seule faiblesse d'un

texte où, pour répondre aux besoins de l'armement théorique et politique de l'Internationale, Trotsky tire comme Lénine les leçons *universelles* de la révolution d'Octobre contre tous ceux, Kautsky ou Pannekoek, qui acceptaient à la rigueur la violence, la terreur, la dictature et la prééminence du parti dans la Russie prébourgeoise, mais les récusaient dans les pays démocratiques et civilisés. Certes, pas plus que Lénine, il ne met les « gauchistes », immédiatistes et spontanéistes, sur le même plan qu'un Kautsky : chez celui-ci la revendication d'une révolution pacifique et démocratique, d'une « dictature prolétarienne » qui ne dicte rien à personne mais exprime la démocratie universelle, qui repose non sur la terreur mais la liberté, n'est qu'une *escroquerie consciente* au service de la contre-révolution bourgeoise. Mais Trotsky démontre que la moindre concession à ces principes, la moindre concession au pacifisme ou au démocratisme, la moindre revendication d'autonomie et de liberté, le moindre refus de la violence et de la terreur de classe, et, point fondamental, la moindre hésitation devant la fonction centrale et primordiale du parti dans la révolution et la dictature, est un *danger mortel* pour la révolution.

Cette lutte contre toutes les variantes de démocratisme, de libéralisme et de libertarisme était et devait être au centre du travail de constitution et d'armement politique de l'Internationale. On la retrouve dans tous les écrits des bolchéviks de cette époque, et elle prépare la Résolution du 2^e congrès sur le *Rôle du parti communiste dans la révolution prolétarienne*. Le livre de Trotsky est une des plus puissantes contributions à cette lutte.

Il ne sert à rien de regretter que Trotsky lui-même ne soit pas toujours resté à la hauteur de *Terrorisme et Communisme*. Ce n'est pas seulement celui que Lénine avait appelé « le meilleur des bolchéviks », mais *l'ensemble* des bolchéviks, même

les meilleurs, qui a reculé *politiquement* sous la terrible pression de la contre-révolution montante avant d'être massacré par elle.

Les bolchéviques ont vite rencontré de grandes difficultés dans la direction pratique de l'Internationale Communiste. Elles provenaient en partie du fait que, devant la faiblesse du mouvement communiste européen dans lequel seule la Gauche italienne convergeait pleinement avec eux et apportait une contribution positive, ils ont été conduits à dicter à l'Internationale non seulement les *principes* généraux du communisme, mais aussi les solutions *tactiques* confirmées par leur expérience. Le hic, c'est que celle-ci concernait une révolution *double*, et donc des conditions historiques différentes de celles qui régnaient en Europe. De plus, conscients de la situation extrêmement dangereuse dans laquelle les plaçait l'isolement de la révolution en Russie, ils ont été tentés de *faire flèche de tout bois*, même de « vieilles planches pourries », pour essayer désespérément d'accélérer la révolution en Europe. Il en est résulté une recherche d'expédients tactiques et un cours oscillant, *tout à fait étrangers* à la ligne ferme du bolchévisme, qui ont contribué à affaiblir non seulement l'Internationale, mais le parti russe lui-même.

Or, plus que jamais, celui-ci aurait eu besoin de toute sa force. La révolution avait écrasé les armées blanches et les troupes d'intervention impérialistes. Mais, isolée dans un pays « arriéré », la dictature du prolétariat était menacée à l'intérieur par la montée des forces *capitalistes* qui jaillissaient spontanément du fonctionnement même de l'économie marchande. Et pourtant, comme Trotsky l'explique dans le discours de présentation de la NEP au 4^e congrès de l'Internationale, ils devaient non seulement tolérer, mais promouvoir le développement de l'économie marchande et salariale, c'est-à-dire capitaliste.

Plongés dans des débats confus sur la meilleure façon de sauvegarder la domination *politique* du prolétariat alors qu'ils ne pouvaient pas encore détruire les rapports capitalistes de production ; divisés sur la façon d'utiliser au service de l'Etat prolétarien, lui-même au service de la révolution mondiale, la grande industrie capitaliste étatisée et une agriculture encore largement précapitaliste ; se disputant sur l'attitude à adopter face aux classes de la société russe et sur la manière de contenir les forces sociales qui tendaient vers le capitalisme pur et simple, les bolchéviques n'ont pas reconnu ces forces lorsqu'elles ont envahi *le parti lui-même* sous le couvert d'une de ses tendances. Et lorsqu'ils ont flairé le danger, lorsqu'ils ont compris que le « centre stalinien » représentait en réalité un corps étranger au parti et à toute sa tradition, il était déjà trop tard : l'ennemi était maître du terrain et pouvait passer à la liquidation physique des vieux militants du parti.

Trotsky et toute la vieille garde bolchévique ont mené une lutte héroïque contre cet ennemi, mais une lutte conduite un peu « à l'aveuglette », parce qu'ils n'arrivaient pas à *identifier* véritablement l'adversaire. Cela leur était très difficile car celui-ci ne s'attaquait qu'aux conquêtes *politiques prolétariennes* de la révolution d'Octobre, sans évidemment revenir sur ses acquis de *révolution bourgeoise poussée jusqu'au bout* et de façon vraiment radicale par le prolétariat. Tant et si bien que jusqu'à la veille de son assassinat en 1940, Trotsky n'a voulu voir dans le stalinisme qu'une *excroissance parasitaire de l'Etat ouvrier*, tout en reconnaissant que son analyse serait à réviser si cette « bureaucratie » était capable de résister au choc de la guerre. Mais, alors même qu'il se battait comme un lion contre le « socialisme dans un seul pays », il n'a pas reconnu sous ce masque la contre-révolution, *bourgeoise* et non féodale évidemment, et la tendance au développement *capitaliste* de la Russie.

C'est cet aveuglement, plus encore que le rapport de force défavorable, qui a donné à la bataille de l'opposition bolchévique son caractère tragique. C'est lui aussi qui a déterminé sa confusion et ses faiblesses politiques. Trotsky avait montré que seul le *parti unique de la révolution* était à même d'animer et de diriger les organisations politiques immédiates de la classe, les soviets ; mais voilà que dans ce parti apparaissait et s'imposait une orientation politique *opposée* à sa nature et à sa fonction. Il avait démontré la nécessité du *centralisme* et de la *discipline* du parti pour unifier les luttes du prolétariat ; or voilà que ce centralisme et cette discipline étaient utilisés par une force hétérogène dans un but *opposé*. Il avait combattu à mort tous les relents de démocratisation et démontré la nécessité absolue de la *dictature* et de la *terreur prolétarienne* ; or dictature et terreur étaient sournoisement mises au service d'une cause *différente* et *opposée*. Et cette situation était d'autant plus horrible, qu'il sentait bien que des forces sociales se cachaient derrière le courant « liquidateur » du parti, mais ne parvenait pas à les saisir véritablement.

Dans cette situation aussi terrible que confuse, dans cette lutte contre un adversaire, « insaisissable » et presque « invisible », mais dont la force croissait sans cesse, Trotsky lui-même a été conduit à chercher désespérément un secours et un appui dans des forces et des principes dont il avait pourtant prouvé, *mieux que quiconque*, qu'ils ne peuvent pas servir la lutte révolutionnaire. Certes, s'il en a appelé au pluripartisme face au monopole d'un parti qui ne représentait plus le prolétariat, s'il en a appelé à la « démocratie soviétique » contre la dégénérescence du parti, Trotsky n'est jamais tombé au niveau du démocrate vulgaire. Il a toujours eu la force de s'arrêter sur la pente fatale, et oscillait constamment entre la revendication des positions révolutionnaires intransigeantes et les pires compromis

démocratiques. Plus exactement, il essayait désespérément de sauvegarder les *principes* révolutionnaires au milieu d'une *tactique* de plus en plus démocratoïde. Mais par cette position, forcément instable et intenable à la longue, il a *ouvert la porte* à tous les abandons. Les groupes et les courants qu'il a influencés et rassemblés sur cette base contradictoire, et qui n'avaient pas sa trempe révolutionnaire, ne pouvaient et ne peuvent que glisser toujours plus vers le pur et simple démocratisation. Il n'est pas étonnant qu'ils en arrivent aujourd'hui, comme Mandel dans son « Trotsky », à désavouer et à rejeter *tout* ce que Trotsky défend dans *Terrorisme et Communisme*.

C'est bien pour cela que la réédition de ce livre s'imposait. Depuis des décennies, le combat truqué entre le stalinisme qui revendique le parti, le centralisme, la dictature — mais au service de la conservation bourgeoise —, et le démocratisation pronant une révolution anticoncentraliste, pluraliste et libérale, occupe la scène politique et prétend monopoliser l'attention des prolétaires. A la jeune génération qui veut retrouver la ligne marxiste restaurée par l'Internationale Communiste, aux jeunes militants qui cherchent la véritable conception communiste des rapports du parti et de la classe, et veulent comprendre ce que sont la révolution et la dictature du prolétariat, Trotsky apporte ici l'expérience de la révolution d'Octobre éclairée par une doctrine historique qu'elle confirme, en convergence complète avec les positions défendues par notre courant.

Le Trotsky des années 30 n'a pas réussi, malgré sa volonté révolutionnaire immense et indomptée, à préparer le parti pour la révolution qui vient. En bonne partie parce que, sous le choc de la défaite, il avait quitté la voie qu'il avait lui-même tracée. Le Trotsky de 1920 peut y contribuer puissamment aujourd'hui : il est plus actuel et plus vivant que jamais.

Pierre Franck manipule l'histoire

Les militants « qui luttent aujourd'hui pour la victoire mondiale du socialisme » et qui s'imaginent retrouver dans les deux volumes de *l'Histoire de l'Internationale Communiste* de Pierre Franck (1) la trajectoire de la troisième organisation mondiale du prolétariat, et en particulier, « les événements pour lesquels elle avait été précisément créée, les analyses qu'elle en dressa, les théories et les politiques qu'elle élaborait, les interventions qu'elle fit, les problèmes qu'elle rencontra et les crises qu'elle traversa » (p. 8), se font des illusions : de tout cela les deux volumes ne leur offrent qu'un compte rendu pâle et incomplet, fragmentaire et aride comme un acte notarié.

On peut émettre, et ce fut le cas de notre courant, les plus graves réserves sur les formulations données successivement par l'Exécutif de Moscou à des directives tactiques comme le Front Unique ou le Gouvernement Ouvrier — formulations toujours mal définies, souvent contradictoires ou en tout cas hétérogènes, et justifiant parfois les interprétations les plus discordantes et les pires compromis qui de fait ne se firent pas attendre. Mais le désaccord dans ce domaine implique (2) la revendication totale et sans réserves de l'héritage historique de la III^e Internationale. Celui-ci serait resté impérissable même si l'histoire avait décrété la mort de la dictature prolétarienne en Russie et, avec elle, du Komintern, dès la fin de 1920. C'est ainsi que les thèses des deux pre-

miers congrès sur la démocratie bourgeoise et la dictature du prolétariat, sur le rôle du parti dans la révolution et dans la dictature, sur les conditions d'admission et sur les tâches du nouvel organisme, etc. (thèses que Franck ne cite jamais in extenso !), ont magnifiquement survécu au catastrophique triomphe du stalinisme. Or, Pierre Franck n'aime pas s'arrêter sur ce gigantesque patrimoine de principes, rétablis et précisés en toute cohérence avec le marxisme ; il ne se préoccupe même pas d'en rappeler au lecteur les lignes fondamentales.

On peut, à l'inverse, considérer les directives tactiques évoquées plus haut comme d'une importance primordiale et récuser les objections qui leur furent opposées, surtout par notre courant. Mais alors, on a le devoir d'expliquer leur sens véritable et d'exposer objectivement et en détail les objections. Or, Pierre Franck sait tout juste nous dire comment les directives de l'IC ne devaient pas être comprises, mais jamais comment les comprenaient Radek et Zinoviev, Trotsky et Boukharine, pour ne rien dire de Lénine tant qu'il put faire entendre sa voix. Quant aux objections, nous verrons plus loin qu'on les chercherait vainement dans ces pages ; pour les expliquer, l'auteur devrait ressentir l'énorme difficulté — claire alors pour tous les délégués — d'appliquer la théorie à l'action, les principes à la tactique, au lieu d'étaler la suffisance professorale de celui qui prétend posséder dieu sait quel talisman à l'effet assuré et à la vertu éprouvée, mais se refuse obstinément à le montrer.

On peut (ce n'est que trop facile, aujourd'hui !) reconnaître les erreurs commises de 1919 à 1923 par tel parti ou telle direction de parti dans des années riches de potentialités révolutionnaires et restées pourtant infécondes. Mais cette reconnaissance est

(1) Editions La Brèche, Paris, 1979, 2 vol., 944 p.

(2) En fait, en 1922-25, le débat portait justement sur la meilleure manière de concevoir l'activité du parti et l'organisation dans la plus stricte conformité avec les principes en sachant bien que, dans le cas contraire, tout s'écoule : « sans théorie révolutionnaire, pas d'action révolutionnaire ».

stérile, pis encore, elle alimente la chasse haineuse et mesquine aux « fautes » et aux « responsabilités » des individus et des groupes, si on ne se penche pas sur les ombres de l'époque, tout autant que sur ses lumières, comme sur une tragédie ou une épopée *collective*. Pour en tirer des leçons utiles, il faut remonter aux causes profondes des succès partiels et des défaites brûlantes : ils prenaient racine dans le processus de formation des différents partis communistes dans des situations où les facteurs locaux et internationaux s'enchevêtraient, aussi bien que dans le jeu difficile à déchiffrer des influences de la « périphérie » sur le centre de l'IC précédant celles en sens inverse, jeu qui s'explique seulement à la lumière de causes qu'il serait mesquin et surtout antimatérialiste de réduire à des facteurs *personnels*. Or telle est précisément la voie que Pierre Franck ne prend pas.

Enfin, on ne peut, devant la crise cruciale du PC russe entre 1924 et 1927, s'arrêter à la superstructure, aux phénomènes superficiels dont se repaît l'historiographie bourgeoise (et les mass médias), en renonçant ne serait-ce qu'à tenter de les ramener à des faits déterminants de la *structure*. Les excroissances bureaucratiques dans le parti et dans l'Etat, qui sont indéniées, n'expliquent rien ; elles ont besoin d'être *expliquées* à leur tour. Trotsky, lorsqu'il écrivit *Cours Nouveau*, le savait bien ; les trotskystes ne l'ont jamais bien compris. Quant à Pierre Franck, il n'essaie même pas de donner la moindre explication.

C'est donc tout ?, peut se demander le jeune militant après avoir parcouru les allées de ce qui apparaît ici moins comme un cimetière (après tout, le mur des Fédérés est bien le symbole d'une défaite, mais affrontée le visage découvert par des géants anonymes, non par des pygmées diplômés) que comme un champ de bataille *vide*. Un champ où l'histoire semble avoir attendu en vain les bataillons armés et organisés de la

classe ouvrière mondiale ; un champ où ne reste plus trace de leur combat, ni même les enseignements de leur défaite qui doivent armer les générations futures.

Il est vrai qu'au terme de son long et terne pèlerinage, le lecteur se trouve face à un « bilan » (3) où, surtout en ce qui concerne la théorie et le programme. Pierre Franck prétend condenser l'immense effort de l'Internationale Communiste. Mais, devant la lèpre opportuniste que la victoire du stalinisme, s'ajoutant à la persistante influence social-démocrate sur les grandes masses travailleuses, a inoculée au mouvement ouvrier et communiste mondial, est-il *suffisant* même si c'est évidemment *nécessaire*, de revendiquer, comme le fait l'auteur, un vague internationalisme prolétarien ? Le polycentrisme, l'eurocommunisme, les mille variations sur le même thème, ne sont qu'une face du processus historique à travers lequel le principe de la révolution violente, de la dictature et de la terreur rouges a été renversé au profit du principe antimarxiste (ou, si l'on préfère, antiléviniste) de la voie démocratique, pluraliste, démocratique au socialisme. La revendication de l'internationalisme prolétarien est inséparable de celle du parti mondial *unique* de la révolution communiste, de son rôle centralisateur et unificateur. On ne chasse pas la démocratie — et ses nécessaires corollaires pluralistes — par la porte des institutions parlementaires bourgeoises, pour la faire rentrer en tapinois par la fenêtre des institutions dictatoriales du prolétariat : le parti mondial *unique* ne tolère pas la pluralité *nationale* des partis.

Mais c'est précisément ce tour de passe-passe que font en général les trotskystes. Pour Pierre Franck, ce que l'Internationale nous a laissé de meilleur est un ensemble de mots d'ordre de transition donnés pour acquis malgré les ardentes discussions

(3) *Esquisse d'un bilan*, pp. 867-912.

suscitées en 1922-25 par leur indétermination ; il accomplit le miracle d'élever au rang de principes ce que l'on considérait alors comme des orientations tactiques, et de faire passer pour des opinions discutables et ayant besoin aujourd'hui de profondes rectifications à la lumière de l'expérience historique ce qui alors était et devait être des principes indiscutables, à commencer par celui de la dictature du prolétariat dirigée par le seul parti communiste. Ce principe — remarquera peut-être quelque naïf — est codifié dans les thèses sur le rôle du Parti Communiste dans la révolution prolétarienne, dans les Thèses sur les tâches fondamentales de l'Internationale Communiste, et dans tous les documents du 2^e congrès ? Pas du tout, répond Pierre Franck : ce sont les congrès ultérieurs qui ont été responsables d'une telle... aberration. Ce sont seulement des « raisons conjoncturelles (guerre civile, guerre étrangère) » qui imposèrent en Russie l'adoption de « mesures restreignant les libertés démocratiques » ; en principe « la notion d'un parti unique aurait paru étrange et étrangère » (p. 879) à Lénine, et avant lui à Marx ; ce fut apparemment par erreur ou par une sorte de capitulation devant les circonstances, que le premier écrivit *Le renégat Kautsky* et *Trotsky Terrorisme et communisme*. Si par conséquent, le V^e congrès se trompa, selon Franck, en identifiant le gouvernement ouvrier à la dictature du prolétariat (dont, comme on le dit alors, il devait être considéré comme un « synonyme »), le IV^e (4) se trompa aussi en laissant supposer — erreur encore plus grave — « que ce mot d'ordre se différenciat de la dictature du prolétariat en cela que seul

un gouvernement strictement communiste pouvait constituer la dictature du prolétariat » (p. 882).

Rappelons qu'au IV^e congrès notre courant s'opposa aux formulations du mot d'ordre de « gouvernement ouvrier » qui, au lieu de le présenter comme une arme de « mobilisation révolutionnaire de la classe laborieuse pour renverser la domination bourgeoise » dans le cadre d'une « situation politique transitoire et d'un rapport momentané des forces sociales », suggéraient la possibilité que « le problème essentiel des rapports sociaux entre la classe prolétarienne et l'Etat (...) se résolve autrement que par la lutte armée pour la conquête du pouvoir et pour l'exercice de celui-ci sous la forme de la dictature du prolétariat » (5). Au V^e congrès, il fut officiellement reconnu que malheureusement les thèses tactiques de l'automne 1922 avaient souvent été interprétées de cette manière, avec des conséquences pratiques qui, surtout en Allemagne en octobre-novembre 23, avaient été catastrophiques. Mais, ici et en 1979 — après les désastres qui se sont succédé dans l'intervalle, précisément sur le terrain de la rechute dans les illusions légalistes, parlementaires et réformistes — Pierre Franck, lui, donne pour évidente la perspective d'un régime intermédiaire entre dictature de la bourgeoisie et dictature du prolétariat. Et si on le suit, le « gouvernement ouvrier » et la dictature du prolétariat ont ceci de commun qu'ils naissent (par principe !) pluralistes et sont fermement décidés à le rester en dépit de tous les principes marxistes, et ne se distinguent que d'un point de vue purement formel et accessoire, comme le premier et le dernier stade d'un processus où le rôle décisif du parti dirigeant — le parti communiste, le seul qui interprète les intérêts et les objectifs historiques

(4) Toujours... bien informé, Pierre Franck parle de « 3^e et 4^e congrès », bien qu'il soit de notoriété publique que dans les thèses du III^e congrès on ne dit pas un mot du « gouvernement ouvrier » ni même du front unique, du moins dans son acception classique de décembre 1921.

(5) Discours de Bordiga, p. 115 du *Protokoll des IV. Kongresses der K.I.*, Hambourg 1923.

de la classe — s'évanouit, et est englouti dans le magma indistinct de la « démocratie ouvrière » et de la coalition de plusieurs partis.

Lisez ce passage, chef-d'œuvre de suivisme vis-à-vis des mythes démocratiques et des préjugés pluralistes aujourd'hui courants, et admirez-en le langage nébuleux, miroir fidèle de l'indétermination des idées : l'interprétation donnée par le IV^e congrès au mot d'ordre du gouvernement ouvrier « implique, selon nous, un pas dangereux en direction du « parti unique ». Le gouvernement des travailleurs peut être le produit d'une lutte généralisée des masses qui s'attaque à la structure du régime capitaliste [dire qu'il « peut l'être » signifie qu'il peut aussi ne pas l'être, mais résulter... d'une combinaison parlementaire!] et il constitue un mot d'ordre de transition dont le succès est encore incertain. S'il réussit, il débouche sur la dictature du prolétariat [comment, mystère! Mais les voies de la providence sont infinies], c'est-à-dire un régime qui repose sur des comités élus [qu'ils s'alignent sur le front de Noske ou sur celui de Liebknecht, c'est... l'histoire qui en décidera pourvu qu'ils soient élus!], mais ce n'est pas nécessairement un régime qui repose sur [encore des paroles limpides : toujours « reposer sur », jamais « être exercé par »!] un seul parti ; il peut être formé par une coalition de partis acceptant tous la dictature » (ib.).

De ce passage lapidaire on déduit : 1) que quoi qu'en aient jamais pensé Lénine et la III^e Internationale, le Parti Communiste n'est que l'un des nombreux partis dont le programme comporte la dictature du prolétariat ; 2) qu'il suffit simplement qu'il la « reconnaissent » (même Léon Blum, à Tours, n'hésitait pas à le faire, c'est Pierre Franck lui-même qui le rappelle!) pour justifier la naissance d'une... dictature de coalition ; 3) qu'il n'est pas vrai que, comme le disaient les thèses du II^e congrès, « ce n'est que dans le cas où le prolétariat est guidé par un Parti organisé et éprou-

vé, poursuivant des buts nettement définis et possédant un programme de mesures immédiates bien précises tant en politique intérieure qu'en politique extérieure, ce n'est que dans ce cas que la conquête du pouvoir politique peut être non un épisode fortuit et temporaire, mais le point de départ d'un travail durable d'édition communiste de la société par le prolétariat » (6) ; au contraire, le même objectif peut être atteint par un cartel de groupes et d'organisations — anarchistes, « autonomes », ouvriéristes, centristes, etc. — liés par le programme le plus nébuleux, le plus indéfini, par la vague notion de la dictature. Enfin, il n'est pas vrai que « les notions de parti et de classe doivent être distinguées avec le plus grand soin », au contraire, elles doivent être confondues ; c'est seulement à cette condition en effet que les « comités élus » de Frank, les « informes organisations ouvrières » des Thèses de 1920, pourront célébrer leur triomphe !

Le « gouvernement ouvrier » ainsi conçu est l'aboutissement nécessaire de la directive du front unique que les trotskystes conçoivent comme une alliance, fût-elle temporaire et pour des objectifs contingents, avec telle ou telle variante de l'opportunisme ouvrier. Ici, Pierre Frank a un instant de perplexité : comment faire, aujourd'hui où l'existence de deux grands partis opportunistes dont les programmes sont pratiquement les mêmes élimine la possibilité de « choix » qui, selon lui, existaient encore en 1920-1924, par exemple entre purs réformistes et maximalistes, entre social-démocrates et « indépendants » ? Mais cette perplexité est chassée aussitôt par la remarque qu'aujourd'hui une telle donnée soulève au plus « des problèmes d'adaptation du front unique aux conditions présentes du mouvement ouvrier, pays par pays » (p. 883) : en d'autres

(6) Thèses sur le rôle du parti dans la révolution prolétarienne, dans notre brochure *Parti et Classe*, pp. 31-32.

termes, puisque le réformisme social-démocrate et le réformisme stalinien sont des phénomènes non pas mondiaux, mais... locaux et prennent des formes et des contenus différents selon leur lieu de naissance, vive les *mille voies nationales* au front unique, puis au gouvernement ouvrier ! Vive le polycentrisme des... *adaptations tactiques* !

D'ailleurs, pourquoi devrait-on s'inquiéter, puisque l'histoire est le royaume de l'imprévisible, ou, pour reprendre l'image de Dante, puisque « la providence a de si grands bras » ? Dans la vision trotkyste du cycle de développement des révolutions nationales et coloniales, il est arrivé à Mao, à Liu, et à Chou de *s'imaginer* qu'ils étaient en train de créer « une *nouvelle démocratie* » pour une « *période relativement longue* », *quitte à découvrir* [!] *seulement huit ans plus tard, avec encore une certaine confusion* [il est généreux, l'ami Frank !] *dans leur pensée, qu'ils n'avaient pas accompli une révolution bourgeoise d'un type nouveau, mais une révolution permanente, ininterrompue* » (pp. 549-550). Mais, s'il en est ainsi, pourquoi ne pourrait-il pas arriver également à un réformiste « de type nouveau », à un anarchiste, à une ouvriériste, à un « autonome », etc., de faire le contraire de ce qui est inscrit dans son programme — quitte à le découvrir avec un grand étonnement après coup — en instaurant la plus ferme des dictatures révolutionnaires, même « de coalition », pour aller ainsi vers la société socialiste ? Vieux Hegel, tu n'avais pas tort de parler de « ruse de la Raison » : attendons avec confiance l'instauration d'un régime dictatorial par les antidictatoriaux, d'une terreur rouge décrétée malgré eux par ceux qui *nient* par principe la terreur, et du communisme par les anti-communistes *déclarés*.

*

Nous avons fait allusion à la désinvolture avec laquelle Pierre Frank manipule les faits historiques, sur-

tout quand il s'agit d'illustrer les positions de groupes et de courants qu'il voit d'un mauvais œil. Il serait trop long de faire la liste des « *bévues* » historiques qui parsèment ses deux volumes. Tenons-nous-en — non par... patriotisme de parti, mais par commodité — à celles qui nous concernent directement.

Notre abstentionnisme. Pour nous mette en... bonne compagnie, Pierre Frank soutient que les thèses présentées par Bordiga pour la fraction communiste abstentionniste du PSI, au II^e congrès de l'IC, obtinrent « *l'appui de certains délégués britanniques ainsi que de l'anarcho-syndicaliste allemand Souchy* » (p. 93). On sait au contraire que Bordiga demande explicitement que « *ses* » thèses ne soient votées que « *par les camarades d'orientation abstentionniste qui les acceptent en bloc et dans leur esprit, parce qu'ils partagent les affirmations marxistes qui en forment l'essence* » et qui n'ont « *rien de commun avec les arguments anti-parlementaires des anarchistes et des syndicalistes* » (7). Aussi ne furent-elles votées que par *trois* délégués, dont *aucun* n'était anarcho-syndicaliste, conseiller ou ouvriériste : le délégué belge, le suisse et le danois.

Origines de notre courant. Refaisant à sa manière l'histoire de la tendance de gauche en Italie, Frank écrit (p. 136) : « *Une tendance révolutionnaire de gauche s'était formée tardivement en mai 1920 autour d'Amadéo Bordiga* », sautant ainsi allègrement le fait *bien connu* que la fraction communiste abstentionniste existait, avec son organe propre, *Il Soviet*, depuis la fin de 1918, qu'elle s'était battue au Congrès de Bologne du PSI de l'automne 1919 et que ses origines remontaient à 1912,

(7) P. 707 du Protokoll allemand du II^e Congrès. Le rapporteur officiel, Boukharine, avait d'ailleurs reconnu lui-même que nos thèses se fondaient sur des arguments indéniablement marxistes : elles étaient discutables mais non hétérodoxes !

mais, surtout, escamotant son attitude durant la première guerre mondiale, entièrement parallèle à celle de Lénine, des Bolchéviks de la Gauche de Zimmerwald (8).

Le congrès de Livourne. Selon Frank, si pour les scissions de Halle et de Tours « on pouvait se poser la question de savoir si la rupture n'avait pas été faite trop à droite, il était en revanche clair qu'à Livourne elle s'était produite trop à gauche » (p. 140). Désolés, mais ceci n'était « clair » que pour... Paul Lévi, dont Frank lui-même doit reconnaître « l'attentisme » et les « tendances de droite sur le plan politique » (p. 141). C'est seulement plus tard que Moscou commença — malheureusement — à regretter Livourne et sa « rupture trop à gauche » !

Troisième congrès de l'IC et « théorie de l'offensive ». Que Terracini, — militant d'une origine bien différente de la nôtre, même s'il s'était alors rapproché de nous — ait défendu au III^e Congrès des positions « infantiles » complètement étrangères à celles de la direction du PC d'Italie (il suffit de citer non seulement les documents et manifestes officiels de 1921, mais un texte comme *Parti et action de classe*, qui date de mai 1921, alors que le congrès se réunit en juin-juillet), c'est nous-mêmes qui l'avons déclaré : « nos délégués au III^e congrès mondial et à l'Exécutif élargi de février 1922 (...) commirent, dans le premier cas surtout, des erreurs « gauchistes » », peut-on lire dans nos thèses de Lyon (9) et dans *Le danger opportuniste et l'Internationale*, article signé A. Bordiga et paru dans *Lo Stato Operaio* de juillet 1925, on affirme : « Dans l'attitude de notre délégation au III^e Congrès il y eut en partie certaines fausses notes dues à la

grande facilité d'improvisation de l'un des actuels centristes (Terracini) qui fera bien d'en prendre finalement la responsabilité : dans les Thèses de Rome il n'y a pas trace de la théorie de l'offensive sur laquelle on se battit au III^e Congrès et qui fut étrillé par Lénine ». Mais soutenir que les amendements proposés par les délégations de différents partis, parmi lesquelles la délégation italienne, et défendus par Terracini à la tribune du congrès « présentaient une défense inconditionnelle de « l'action de mars » », signifie manipuler l'histoire selon ses propres intérêts de boutique ; nous pouvons le dire en toute sérénité, nous qui n'éprouvons vraiment aucune tendresse pour l'ex-ultragauche et aujourd'hui ultradroit représentant de l'« Ordine Nuovo ».

Notre conception du front unique. Pierre Frank ironise sur le fait que pour nous « le front unique pouvait se réaliser... [les points de suspension sont de l'auteur] dans les syndicats par le canal des fractions syndicales nationales des partis », oubliant que c'est précisément de là que partent les thèses de l'IC, comme c'est naturel, étant donné que la naissance du front unique est prévue justement sur le terrain des revendications immédiates. Et il se scandalise de ce que « les bordiguistes faisaient un distinguo entre le parti et le syndicat, et même entre le parti et sa fraction syndicale », comme si la première distinction n'était pas dans toutes les thèses de l'Internationale, et comme si la seconde n'équivalait pas pour nous — comme nous pourrions le démontrer par toutes les déclarations et les mesures de l'époque — à une sorte de division naturelle du travail dans le cadre du parti et seulement dans ce cadre.

Notre attitude face au fascisme. Parlant du rapport de Bordiga sur le fascisme au V^e Congrès, Pierre Franck écrit : « Bordiga était victime de son doctrinarisme à l'égard de la démocratie bourgeoise, de son mépris des formes de celle-ci [entre

(8) Cf. notre *Storia della Sinistra Comunista* (Histoire de la Gauche Communiste), 1^{er} volume.

(9) Cf. *Défense de la continuité du programme communiste*, p. 137.

parenthèses, depuis quand les communistes ne devraient-ils pas mépriser les formes de la démocratie et en quoi le fait de les mépriser serait-il un symptôme de doctrinarisme ?]. *Entre la démocratie bourgeoise et le fascisme, il ne voyait aucune différence, y compris dans les répressions exercées par l'une ou l'autre* » (p. 233). Le lecteur n'a qu'à prendre en main le rapport en question, aux pages 715-751 du *Protokoll* allemand (10), pour se convaincre du mensonge éhonté de ces paroles. Sans doute n'avons-nous jamais soutenu que la démocratie et le fascisme étaient inconciliables parce que représentant deux méthodes différentes de domination bourgeoise ; sans doute n'avons-nous jamais manqué de mettre en relief leurs nécessaires points de convergence, contre les illusions fréquentes de pouvoir en appeler à la première pour se défendre contre le second. Mais nous n'avons jamais pour autant prétendu que la démocratie et le fascisme étaient la même chose, qu'ils agissaient vis-à-vis du prolétariat avec les mêmes méthodes, et que le prolétariat lui-même devaient les combattre avec les mêmes armes. Comme on peut le lire au contraire dans le rapport de Bordiga au IV^e Congrès de l'IC, nous étions bien conscients que la victoire de la terreur noire avait signifié « une défaite du mouvement révolutionnaire », et nous avons indiqué non seulement dans nos déclarations, mais dans les faits, aux prolétaires contre lesquels cette terreur étaient en train de se

déchaîner la voie de la seule riposte efficace, la seule conforme d'ailleurs à la vision générale communiste des perspectives et des tâches du prolétariat dans sa guerre contre le capital : accepter « la lutte sur le terrain où la bourgeoisie s'est placée et sur lequel l'a poussé irrésistiblement la crise mortelle qui la travaille », c'est-à-dire en répondant « à la préparation par la préparation, à l'organisation par l'organisation, à la discipline par la discipline, à la force par la force, et aux armes par les armes » (11).

On pourrait continuer à dévider la liste des « faux et usage de faux » de Franck, mais nous avons mieux à faire. Nous pensons en avoir cité assez pour démonter les méthodes de l'historiographie trotskyste : escamoter les principes communistes restaurés par l'Internationale Communiste et élever ses expédients tactiques les plus douteux en principes ; défigurer par la calomnie et la falsification de pur style stalinien ceux qui ont combattu les erreurs tactiques au nom des principes révolutionnaires. Un tel « monument » est digne de figurer dans les bibliothèques à côté de l'histoire du PC russe pondue à Moscou : comme elle, il vise à empêcher les jeunes militants de retrouver les indications et les leçons du passé.

(10) Traduction dans notre brochure *Communisme et Fascisme*, pp. 81-102.

(11) « Appel contre la réaction fasciste », 6 mars 1921, publié dans *Manifesti ed altri documenti politici*, Rome, Libreria editrice del P.C. d'Italia 1922, Reprint Feltrinelli, pp. 34-35, et traduit dans *Le Prolétaire* n° 206.

programme communiste

revue théorique trimestrielle

Abonnement annuel : 48 F - 400 FB - 9.600 Lires - 24 FS
£ 5.00 - \$ 10.00

le prolétaire

journal bi-mensuel

Le numéro : 2,50 F - 15 FB - 500 Lires - 1 FS
Abonnement annuel : 50 F - 400 FB - 10.000 Lires - 24 FS

communist program

revue trimestrielle

Le numéro : 6 F - 60 FB - 800 Lires - 4 FS - 50 p. - \$ 1.00
Abonnement annuel : 24F - 240 FB - 3.000 Lires - 16 FS - £ 2.00 - \$ 4.00

il programma comunista

journal bi-mensuel

Le numéro : 1,50 F - 15 FB - 200 Lires - 1 FS
Abonnement annuel : 30 F - 300 FB - 5.000 Lires - 18 FS

el programa comunista

revue trimestrielle

Le numéro : 7 F - 70 FB - 1.000 Lires - 3,50 FS
Abonnement annuel : 28 F - 280 FB - 4.000 Lires - 14 FS

kommunistisches programm

revue trimestrielle

Le numéro : 6 F - 53 FB - 1.400 Lires - 3 FS - 3 DM
Abonnement annuel : 24 F - 212 FB - 5.600 Lires - 12 FS - 12 DM

el-oumami

bulletin bimestriel

Le numéro : 3 F - 20 FB - 600 Lires - 1,50 FS
Abonnement annuel : 18 F - 120 FB - 3.600 Lires - 9 FS